

# SILENCE



ÉCOLOGIE  
ALTERNATIVES  
NON-VIOLENCE

N°215  
MARS 97

25 FF - 150 FB - 6 FS

TRANSPORT :  
LA FIN DE L'ABERRATION  
TGV ?

VACCIN  
CONTRE L'HÉPATITE B  
L'IMPOSSIBLE SCANDALE

BONAVENTURE  
STEINER  
DECROLY

## Des écoles différentes

GUYANE :  
3 MILLIONS D'HECTARES  
MENACÉS

ACCORD  
VERTS  
PS

# Sommaire

## Des écoles différentes

- **Bonaventure, un projet libertaire** de Michel Bernard ... page 4
- **L'école Steiner de Saint-Menoux** de Michel Bernard ... page 8
- **Les cinquante ans de Décroly** de Michel Bernard . page 12
- **Questions de projets et de société** de Roger Auffrand . page 14

+ Adresses ..... page 16

Société ..... page 17

- Marche européenne contre le chômage

Alternatives ..... page 18

- Rhizome
- Paris : Vivre et travailler autrement
- Lyon : Primevère 97

Nucléaire ..... page 20

- La Hague : baignades radioactives
- Superphénix a produit autant que 50 éoliennes mais pour 100 fois plus cher !
- Réseau "Sortir du nucléaire"

Energies ..... page 22

- Eoliennes : centrales mises en route

Environnement ..... page 23

- Vallée d'Aspe : expulsions ?

**Transport**  
**La fin de l'aberration TGV ?**  
d'Alain-Claude Galtié... page 24

Paix ..... page 27

- L'armée à l'école

Politique ..... page 28

- Accords Verts-PS

Annonces ..... page 28

**Vaccin contre l'hépatite B**  
**L'impossible scandale**  
de Pierre Dhombre ..... page 30

Femmes ..... page 32

- Mères de famille et pauvreté

Nord-Sud ..... page 33

- N° 400 de Croissance
- De l'éthique sur l'étiquette

**Guyane**  
**3 millions d'hectares menacés**  
de Francis Vergier ..... page 34

Livres ..... page 36  
Courrier ..... page 38

Les informations contenues dans ce numéro ont été arrêtées au 7 février 1997.

# CAMPAGNE "DECouvrez SILENCE"

**V**ous avez été nombreux à nous écrire à propos de l'actuelle campagne de recherche d'abonnés. Des lettres souvent encourageantes, parfois critiques. Réponse à vos questions et suggestions.

**1 - Envoyer le quatre pages à tout le monde.** On a tiré autant de quatre pages que de carnets... on ne peut donc pas en envoyer un par ticket. Ça peut être une idée pour une prochaine fois, mais c'est plus cher.

**2 - Où sont passés les lecteurs des Réalités de l'écologie ?** Un lecteur doute qu'on puisse trouver de nouveaux lecteurs puisque même les lecteurs des Réalités de l'Écologie - stoppé en mai 96 - n'ont pas rejoint Silence. Nous avons toujours dit qu'une revue qui s'arrête, c'est un réseau qui disparaît, surtout quand la dite revue n'avertit pas ses lecteurs de son arrêt. Le problème des lecteurs des Réalités, c'est que la plupart ne connaissent pas Silence ; vous pouvez leur présenter Silence !

**3 - Votre engagement fait peur à des lecteurs moins engagés.** Comme nous le titrons dans le quatre pages "agir un peu pour changer beau-

coup" nous ne croyons pas à un Super-écolo 100 % en accord avec ses idées. Nous croyons par contre que chacun évolue tout doucement et que Silence doit donner des pistes sur lesquelles s'engager. Et ces pistes, autant les ouvrir le plus loin possible.

**4 - Tout les lecteurs potentiels sont déjà abonnés.** Un lecteur dit qu'il a déjà contacté tout son entourage et que le "gisement" est tari. Si nous regardons les abonnés, la région lyonnaise est sur-représentée du fait de notre localisation. Si nous étions aussi connu ailleurs qu'à Lyon, en proportion, cela ferait de l'ordre de 10 000 abonnés sur toute la France. Nous n'en avons que 2000. Autre signe : sur les mille premières adresses que vous nous avez envoyées, plus de 70 % nous étaient inconnues.

**5 - Où en sommes-nous ?** Après une première vague de carnets remplis par les abonnés eux-mêmes, nous avons commencé à recevoir des carnets remplis par une réelle prospection vers la fin janvier. Nous avons dépassé le premier millier d'adresses et environ la moitié des personnes ayant retourné un carnet en demande un deuxième.

## BILAN DU TOIT POUR L'ÉCOLOGIE

**V**ous trouverez ci-dessous la liste des derniers souscripteurs. Il aura donc fallu 4 ans pour collecter la somme recherchée. Dans les faits, en arrondissant les chiffres, nous avons en fait collecté 200 000 F dont 150 000 F ont servi à acheter des parts de co-propiété dans notre nouveau local, 20 000 F ont servi - comme annoncé au départ - à l'aménagement de ce nouveau local (surtout des étagères), environ 20 000 F ont été dépensés dans les différentes opérations mises au point pour vous inciter à participer. Reste un peu moins de 10 000 F en réserve pour de prochains investissements (encore des étagères !). Nous avons reçu plus de 700 chèques provenant d'environ 500 abonnés - soit un abonné sur quatre - ce qui prouve votre attachement à Silence. Nous vous remercions pour les dons, petits et grands, qui ont permis de trouver la somme voulue. Nous remercions également ceux qui ont pris directement des parts à nos côtés pour devenir co-propiétaires du local (ce qui représente presque la même somme répartie sur une trentaine de personnes). Aujourd'hui, le local (70 m<sup>2</sup> + 16 m<sup>2</sup> de mezzanines) accueille 9 associations et a coûté travaux compris

660 000 F. La souscription "Un toit pour l'Écologie" a donc permis d'apporter 150 000 F. Les parts directes ont rapporté sensiblement autant, le reste à été apporté par les autres associations... à hauteur de 560 000 F actuellement. Il reste à trouver environ 100 000 F dans les 3 ans pour finir de rembourser un emprunt bancaire. Depuis notre arrivée, le local d'à côté (40 m<sup>2</sup>) est en vente. Par sagesse, nous attendons bien évidemment d'avoir fini de payer l'actuel avant de penser à une expansion. Si notre salle de réunion est encore sous-utilisée, la partie bureau est déjà surchargée... Ce local est donc bien tentant...

**Derniers chèques reçus :**

Angeloni T. (Deux-Sèvres)	150 F
Binaud R. (Charente-Maritime)	250 F
Chambaudy C. (Savoie)	100 F
Durand C. (Gironde)	150 F
Le Berre C. (Hérault)	250 F
Magnus C. (Loire-Atlantique)	100 F
Maubernard C. (Gard)	100 F
Pontal A. (Ardèche)	100 F
Raynaud G. (Loire)	250 F
Rocher F. (Orne)	100 F
Stockinger H. (Aurich)	500 F
Tardif N. (Puy-de-Dôme)	100 F
<b>Total :</b>	<b>2150 F</b>

Nous avons donc dépassé de : **9252 F**

**SILENCE** recherche des bénévoles pour l'aider à tenir ses stands dans les salons suivants :

- *Vivre et travailler autrement* (Paris, 29 mars au 6 avril)
- *Foire de Rouffach* (Alsace, 8 au 11 mai)

Si vous pouvez nous aider, prendre contact avec nous au 04 78 39 55 33 le jeudi (Michel Jarru) ou nous écrire.

## SILENCE

"Écologie, alternatives et non-violence"  
9 rue Dumenge, F - 69004 LYON  
Tel: 04 78 39 55 33  
CCP 550 39 Y LYON

### Distribution en Belgique

Brabant-Écologie  
Route de Renpont 33,  
B - 1380 OHAIR, Belgique  
CCP 000-15 19 365-54

Imprimé sur papier 100 % recyclé blanc sans chlore par Atelier 26 - Lorient - Tel : 04 76 85 51 00

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. La reproduction des textes est autorisée sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs (photos, dessins, carnets)

N° de Commission paritaire: 64946  
N° ISSN 0756-2640  
Date de parution : 1<sup>er</sup> trimestre 1997  
Tirage : 3 700 ex

### Editeur : Association Silence

Président : Dominique Zanda  
Trésorière : Myriam Cognard  
Administrateurs : Jacques Caclin-Mpouma  
Michèle Dussault-Delorme

### Réalisation du journal

Directeur de publication : Dominique Zanda  
Secrétaires de rédaction : Michel Bernard  
Michel Jarru  
Publié par : Michel Jarru  
Relations commerciales : Eve Malafosse  
Rédaction : Patrice Bouveret  
René Hamon

Michèle Dussault-Delorme  
Sylviane Poulenard  
Francis Vergier  
Roger Bernard

Conseillers scientifiques : Richard Granham  
Jacques Grinevald  
Henri Pésat  
Henri Pészat  
André Picot

Dessinateurs : Alho  
Cyril  
Lasserpe  
Muto

Iconographie : Déborah Gaudin  
Loïc Gaudin  
Madeleine Nulchay  
Xavier Sérédine  
Myriam Travostino  
Chantal Grosollard

Corretrice : Hubert Plisson  
Conception maquette : Christiane Chapon  
Expédition : Claude Grédel  
Elise Dumont  
Maloin  
Vincent Martin  
Bernard Pérez  
Christian Rony  
Raymond Vignal  
Suzanne Vignal  
Georges David  
Alain Claude-Gallié

Correspondants : José Ori  
Mireille Ori  
Perline  
Jean-Luc Thierry  
Roger Auffrand  
Cabu  
Pierre Dhombre  
SNCF

Et pour ce numéro :

## Venez nous voir !

### N°216 - Avril

Comité de rédaction (clôture des articles)  
samedi 22 février à 14 h  
(avancé à cause de Primevère)

(Clôture des brèves : vendredi 7 mars à 12 h)

Expédition  
vendredi 21 mars à 18 h

### N°217 - Mai

Comité de rédaction (clôture des articles)  
samedi 29 mars à 14 h

(Clôture des brèves : vendredi 7 mars à 12 h)

Expédition  
vendredi 18 avril à 18 h

Ce journal est réalisé en grande partie par des bénévoles. Vous pouvez y participer. Pour faire connaissance, vous êtes invités aux expéditions. Celles-ci sont suivies d'un repas à 21h30 offert par Silence.

Le mois de  
**LASSERPE**



**EDITORIAL**

# Impertinence

"Nous avons désappris à vivre en apprenant à marchander(...) Nous allons désapprendre à marchander en apprenant à vivre et fonder sur la gratuité de la relation affective le goût d'enseigner et la passion de s'instruire".  
Raoul Vaneigem "Nous qui désirons sans fin".

**F**açons un rêve. Certains groupes, dépassant les *systèmes d'échanges locaux*, recréent des communautés de vie. Celles-ci favorisent l'échange interne et développent le troc avec d'autres communautés pour les biens qu'elles ne peuvent pas produire. La démocratie directe est assurée par exemple par des radios locales. Une fédération permet d'échanger les informations entre radios. Lorsqu'une communauté est confrontée à un problème, elle utilise ce réseau pour lancer un appel. Les communautés intéressées forment une fédération spécialisée : de savoir (fédération des techniques agricoles), de biens (fédération de production de matériel de radio), d'idées (fédération pour une écologie sociale), de solidarité (mutuelles pour compenser les inégalités). Chaque communauté envoie ou non des délégués dans ces fédérations dont la taille est définie par ses adhérents.

L'apprentissage des enfants passe alors par l'expérience au sein de la communauté et par les échanges entre les communautés (compagnonnages)... De fait, il n'y a plus vraiment de différences entre l'apprentissage des enfants et celui des adultes : on apprend toute la vie.

Nous en sommes loin. En attendant la fin du système actuel, nous pouvons quand même progresser au sein de diverses structures. Les *écoles différentes* en sont un cas très particulier car "nos" enfants ne choisissent pas de partager nos idées. Il est en effet impossible qu'ils échappent à notre (contre-)culture. Alors soyons modestes, visons à les rendre autonomes, critiques, insoumis. C'est au degré d'impertinence des élèves que l'on peut juger la valeur d'une école.

**Michel BERNARD**

# BONAVENTURE, UN PROJET LIBERTAIRE



**K**achta est le seul mauvaise élève. Pour sa quatrième rentrée, il ne sait toujours pas lire et écrire. Cela fait la joie des enfants qui ne se gênent pas pour rire du chien présent dans l'école depuis le début. Kachta (*semoule* en russe) assiste à tous les cours, il somnole au pied des enfants et ne participe vraiment qu'aux récréations et aux sorties. Un vrai cancre.

inscrire son enfant à Bonaventure ne pose pas de problèmes financiers.

L'école a été construite par les militants à la suite d'une souscription et d'une longue tournée de conférences dans les milieux libertaires. Cela a suscité bien des débats entre les partisans de l'"action quotidienne" (les "alternatifs") et les partisans du "pourrissement du système" (les

"révolutionnaires"). Jean-Marc Raynaud, l'un des animateurs du projet écrit ainsi dans le premier livre consacré à l'école : *"Bonaventure ne se fait aucune illusion pédagogique (...) Nous n'avons ni la prétention de découvrir une quelconque Amérique pédagogique, éducative ou scolaire, ni celle de "convaincre" l'institution dominante du bien fondé de nos "solutions" (...) Mais nous ne nous faisons pas davantage d'illusions sur la capacité d'un paralytique (fût-il révolutionnaire) à courir le cent mètres de la vie en dix secondes"*.

Cette tournée a permis d'assurer un fonds de roulement. Au fur et à mesure qu'il augmente, cela permet d'accueillir de nouveaux enfants. Ce fonds est assuré par des personnes qui s'engagent sur des prélèvements automatiques mensuels modestes (à partir de 50 F par mois). Fin 1996, il permet à l'école de disposer d'environ

*Depuis la rentrée 1993, sur l'île d'Oléron, a vu le jour "Bonaventure" qui se définit comme un "centre d'éducation libertaire". Une expérience pédagogique qui remet en cause bien des idées reçues.*

## L'indépendance financière

Les élèves sont une douzaine seulement car l'école a commencé petit en fonction des moyens qui ont pu être réunis. Car si l'école est une école "libre", c'est-à-dire sans contrat avec l'éducation nationale, elle est aussi "populaire" dans la mesure où ce ne sont pas les parents qui paient la scolarité de leurs enfants. Une association de soutien s'est constituée, initialement autour de la Fédération Anarchiste, pour assurer les fonds de cette école. Ainsi,



10 000 F mensuel, soit de quoi payer l'instituteur (5000 F net) et quelques frais annexes... sans plus. Les parents, eux, ne paient qu'une adhésion à l'association Bonaventure (125 F par an), quant aux locaux, ils appartiennent à un collectif avec des parts de 500 F, ces parts ont également été réunies pendant les conférences et Bonaventure cherche toujours de nouveaux souscripteurs. Un complément financier est apporté par les ventes de soutien (cartes postales, vidéos, livres, etc...).

### A la recherche d'un projet pédagogique

Le choix pédagogique a été de partir de la pédagogie Freinet et de chercher ensuite, en relation avec les demandes des enfants, à évoluer. Comme le dit Thyde Rosell, la première institutrice "nous en étions au stade sinon de tout devoir inventer, du moins d'être obligés d'apprendre à nager en nageant".

Afin d'éviter la sclérose, le collectif de Bonaventure a adopté le principe de la rotation des instituteurs. Après trois années, Thyde Rosell a cédé la place à Bernard Lebœuf, un militant venu de la région lilloise (1).

Aujourd'hui, les enfants disposent d'un bâtiment d'une centaine de mètres carrés divisé en une salle de classe, une salle de repos, une cuisine. L'école est installée sur une parcelle sableuse d'environ 1000 m<sup>2</sup> et jouxte de près une forêt. L'école, très confortable, a été réalisée par des militants venus apporter un coup de main.

Ce qui frappe le visiteur qui assiste à une journée d'école, c'est l'autonomie des élèves, dont les âges vont de 4 à 11 ans. Le matin, la journée commence par une réunion où l'on fait le planning de la journée, où l'on annonce les projets à venir, où l'on s'intéresse aux visiteurs annoncés (ils sont nombreux, soit qui viennent en curieux, soit qui viennent pour animer un atelier). Si l'instituteur est le secrétaire de la réunion (et de ce fait recentre les débats), il faut reconnaître que les enfants ont une



étonnante maturité dans la conduite d'une réunion et savent parfaitement prendre la parole et argumenter. Ces réunions concernent non seulement le travail scolaire, mais également le travail matériel : chaque jour, deux enfants (un grand, un petit) participent à la préparation du repas avec Falila, chargée de l'intendance ; chaque semaine, différentes opérations de "rangements" sont organisées pour maintenir l'école propre et les tâches sont partagées entre tous. Les parents aident au "gros nettoyage" pendant le week-end.

Pris à part, nous interrogerons plusieurs enfants d'âges différents. Si bien sûr aucun ne parle de mots "compliqués" comme autogestion, citoyenneté ou autonomie, tous sont capables d'expliquer comment se prennent les décisions et ce que c'est que le consensus : "tant qu'on n'est pas tous d'accord, on en discute".

Fidèle à la tradition Freinet, on y retrouve de nombreuses pratiques de cette pédagogie : la détermination de projets collectifs menés par les enfants sur la durée, avec simplement l'adulte comme

garant des décisions prises dans le groupe, la possibilité pour un enfant d'avoir son projet personnel, la délégation du maximum de pouvoirs aux enfants (et là ça va très loin), l'ouverture à l'extérieur (par les visiteurs qui viennent présenter un savoir ou animer un atelier, mais aussi par l'organisation de nombreuses sorties), l'édition d'un journal fait par les enfants, le tâtonnement expérimental (et donc le droit à l'erreur), la gestion d'une bibliothèque qui se complète en fonction des recherches de l'enfant (mais ici aussi en fonction des dons reçus par l'association), le refus de la compétition (pas d'évaluation des uns par rapport aux autres mais une auto-évaluation de ses progrès et des difficultés rencontrées).

Concernant les sorties à l'extérieur, les projets sont gérés entièrement par les enfants en fonction des idées qu'ils amènent à l'école. Ainsi, quand un enfant manifeste le désir de faire un voyage à Paris, ce sont les enfants qui devront chercher ce qu'il y a à visiter, comment se loger (en cherchant dans les familles, les cou-

(1) Bonaventure cherche déjà un-e nouvel-le instituteur-trice pour la rentrée 99.

sins, grands-parents... qui habitent en région parisienne). Ainsi, pour un voyage de trois semaines à Paris, les animateurs de l'école se contenteront de suggérer que l'on rende visite à l'école Vitruve dans le 20ème arrondissement où se mènent aussi des expériences pédagogiques (2). Les voyages sont souvent l'occasion de rencontres avec d'autres établissements "différents".

Bonaventure a demandé à être adhérent de l'ICEM, institut coopératif de l'école moderne, organisme qui fédère les enseignants qui appliquent la pédagogie Freinet (3). La section Charente a accepté l'inscription du collectif, le national a refusé en disant qu'elle n'accepte que les adhésions individuelles.

Comme tout ceci n'est pas forcément suffisant, il faut signaler l'existence de deux outils pédagogiques supplémentaires : "la bouée de violence" qui est une sorte de punching-ball sur lequel l'enfant en colère est invité à aller se défouler et les boîtes "à ralonges", "à compliments" et "à suggestions" où l'on peut soit se plaindre de quelqu'un, soit au

contraire le féliciter d'une action, soit faire des propositions qui concernent tout le monde... l'instituteur insiste régulièrement pour que l'on pense autant aux compliments qu'aux ralonges qui semblent venir plus facilement.

Pour essayer d'évaluer en positif ou en négatif le travail effectué, Bonaventure a mis en place une commission "regard extérieur" composée de volontaires provenant essentiellement des souscripteurs.

### Des enfants heureux

Les parents sont déchargés du financement de l'école. Ils sont toutefois invités à participer à la préparation des repas à tour de rôle, aux "grands nettoyage", à l'encadrement lors des activités extérieures. Certains proposent des animations, d'autres fournissent de la documentation. Une réunion mensuelle réunit les adultes pour discuter des problèmes qui surgissent inévitablement.

Il faut signaler l'existence d'un parrainage : chaque enfant dispose de l'aide d'un adulte — qui n'est pas un de ses parents — auprès duquel il peut demander de l'aide s'il en ressent le besoin. Ces parrainages sont utilisés en cas de désaccord entre enfants et adultes — ce qui arrive — ou lors de conflits persistants entre enfants — ce qui est souvent le cas entre frères et sœurs —.

Les enfants, au départ, étaient issus de la mouvance libertaire. C'est de moins en moins le cas avec l'arrivée d'enfants locaux qui viennent ici parce qu'ils sont en difficultés dans les institutions classiques. C'est actuellement une question importante pour l'avenir de l'école de trouver comment articuler une "envie" militante avec une "réalité" de voisinage. Début 1997, 6 enfants sont de parents "militants" et autant de parents "voisins".

Il y a de nombreuses demandes de parents "militants" éloignés qui envisageraient de venir habiter sur l'île pour mettre leurs enfants à l'école, mais pour le moment le projet est limité par le

manque de moyens financiers d'une part, mais aussi par le désir de ne pas grossir trop vite et d'avoir le temps d'appréhender les difficultés qui surgissent.

Globalement, les enfants ne se rendent absolument pas compte de la situation privilégiée dans laquelle ils sont (12 enfants pour en général 3 adultes présents : l'instituteur + deux personnes accompagnatrices). De nombreuses animations se font sur la plage à la belle saison (la mer est à 500 mètres).

Cette situation privilégiée a un effet extrêmement positif sur les enfants qui s'approprient très vite les règles du jeu, assimilent bien les méthodes. Les enfants arrivés "en difficulté" trouvent ici un lieu accueillant où ils peuvent s'exprimer. Cela risque de poser des questions sur l'avenir scolaire de ces enfants, même si un voie possible réside dans la présence voisine du lycée expérimental d'Oléron (4).

### De nombreuses questions ouvertes

Si pour les enfants, Bonaventure est vécu comme une super-école, les adultes qui portent le projet y voient surtout un moyen de confronter l'idéologie libertaire à une pratique.

Ce qui est finalement le plus caractéristique dans cette école est ce qui se passe autour : une multitude d'articles dans la presse militante, la présence dans de nombreux débats, une dialectique animée entre "praticiens" et "théoriciens" (peut-on concevoir un projet libertaire avant d'avoir mis à mal la société actuelle), jusqu'où peut-on remettre en cause l'autorité des adultes sur les enfants (ne cherche-t-on pas dans sa propre école à faire passer ses propres idées ?)... Si les visiteurs sont nombreux à l'école, les soirées y sont longues et l'instituteur travaille sans doute bien autant en dehors de l'école que dans l'école.

La recherche libertaire est ici poussée très loin et les militants qui viennent donner un coup de main sont souvent confrontés à leurs propres problèmes d'autorité.

(2) Ecole élémentaire Vitruve, 1-3 passage Josseume, 75020 Paris, tél : 01 43 70 50 95.

(3) ICEM, 18 rue Sarrazin, 44000 Nantes, tél : 02 40 89 47 50.

(4) Lycée expérimental polyvalent maritime, Maison Heureuse, Boyardville, 17190 Saint-Georges d'Oléron, tél : 05 46 47 23 57.

## Pour en savoir plus

Le livre : "*Bonaventure, une école libertaire*", (1995, 60 FF ou 360 FB. Editions du Monde Libertaire (Paris) ou Editions Alternative Libertaire (Bruxelles)) est commandable à l'école.



Ainsi, les enfants ont remis en cause le choix des repas par les parents et ont demandé à faire eux-mêmes les menus. L'expérience a été tentée et la discussion a débouché sur le menu suivant : hamburgers, frites, glaces... un peu désespérant pour les parents. Le repas a eu lieu, mais il a été décidé de fixer un cadre pour les repas à venir : les enfants peuvent faire des propositions mais en respectant un certain équilibre alimentaire.

### Condamné à être un projet unique ?

Un problème important n'est pas résolu pour le moment : la reproductibilité de ce projet. En effet, pour maintenir la scolarité gratuite (ou presque), il a fallu mettre en place un réseau large (jusqu'en Belgique) qui, de fait, monopolise le "capital" nécessaire à un tel projet. Une direction à rechercher serait donc que l'accompagnement financier devienne progressivement plus local, redescendant progressivement au niveau des communes environnantes, ce



qui n'est pas forcément de l'utopie. D'une part l'île d'Oléron a une vie communautaire autour des pêcheurs sûrement plus dense que dans beaucoup d'autres régions de France ; de plus, l'arrivée des parents "non-militants" constitue une ouverture intéressante, riche de débats. Le risque est alors que l'expérience soit toujours alternative, locale, autonome, mais de

moins en moins "libertaire" dans sa réflexion idéologique.

**Michel BERNARD**

Contact :

• Bonaventure, 35 allée de l'Angle, Chaucre, 17190 Saint-Georges d'Oléron, tél : 05 46 75 08 92.

# *l'envol*

*l'éducation autrement*

La lettre et le magazine des acteurs pour une autre éducation

Au sommaire de la lettre n° 1  
mars-avril 1997

- La motivation des élèves et des enseignants
- L'école sans prof aux USA
- Le journal des initiatives éducatives
- Des témoignages
- Dossier : L'attitude éducative

Découvrez L'Envol, demandez un numéro. Il vous sera envoyé gracieusement (joindre 4,50 F en timbre pour les frais d'envoi).

*l'envol*  
l'éducation autrement

Abonnements : découverte : 50 F ; normal : 75 F ; soutien : 100 F.  
Renseignements : ADPAE, BP 15, 44640 S-Jean-de-Boiseau  
Tél/fax : 02 40 65 90 61

## LES METIERS DE L'ÉCOLOGIE

Hors-série n°6  
Coédition  
Silence / A Faire

Au sommaire :

- l'environnement,
- l'agriculture biologique,
- la santé,
- l'éducation,
- le social,
- les énergies renouvelables,
- la coopération Nord-Sud,
- l'édition,
- etc...



Certains n'ont pas attendu qu'il y ait 3 millions de chômeurs et autant de précaires pour créer leur emploi et vivre autrement.

40 reportages.

1993 - 108 pages 21x29,7 cm - 70 F

Bon de commande page 39.

# L'ÉCOLE STEINER DE SAINT-MENOUX

**R**udolf Steiner a développé au début du siècle une importante réflexion sur la société actuelle. De ses idées est née l'anthroposophie qui a eu et a toujours aujourd'hui de fortes applications dans les domaines de l'agriculture biologique (biodynamie et mention Déméter), dans le domaine de l'éducation (plusieurs centaines d'écoles dans le monde avec une forte concentration en Allemagne et aux Pays-

l'accueil d'enfants du jardin d'enfants au lycée (1).

### Un lycée en milieu rural

L'école de Saint-Menoux, dans l'Allier, est née à la rentrée 1975 de la volonté d'enseignants qui voulaient pouvoir lier l'éducation avec la connaissance de l'agriculture et de l'artisanat selon les principes de l'anthroposophie. Ces

Les enfants sont issus d'une centaine de familles installées dans les environs à l'exception d'une vingtaine, venus de plus loin et qui sont logés en famille d'accueil. Généralement tous les enfants d'une famille sont scolarisés à l'école. Une grosse part des parents sont des néo-ruraux qui sont venus s'installer dans la région pour pouvoir bénéficier de cette école (il n'y a actuellement que cinq "lycées" Steiner en France). Ceux-ci sont agriculteurs, employés, cadres ou RMIistes. Il y a quelques familles monoparentales. Une caractéristique est la présence plus élevée que la moyenne nationale en familles nombreuses.

Il y a quelques élèves issus de la population locale, mais ce sont des exceptions. La région, de tradition communiste, a d'abord mal vécu l'arrivée de cette école privée longtemps suspectée d'être une secte, mais l'arrivée de nombreuses familles dans cette zone rurale a eu comme conséquence une augmentation de la population, le maintien des prix des terres agricoles et le sauvetage de nombreux commerces. Les 5 à 600 personnes que représentent les familles liées à l'école représentent un poids économique non-négligeable (2). Pour s'ouvrir à l'extérieur, l'école a programmé de nombreux événements culturels qui ont été un moyen pour le voisinage de se rendre compte de ce qu'elle était vraiment. Aujourd'hui les relations de voisinage se sont bien améliorées.

### Le fonctionnement

L'école est gérée par une association loi 1901 dont le conseil d'administration est géré pour moi-

*Les écoles Steiner constituent le mouvement le plus important et le plus anciens d'écoles privées alternatives. Parmi elles, celle de Saint-Menoux se caractérise par le fait qu'elle assure l'éducation jusqu'au niveau de la première.*

Bas), dans le domaine de la santé (maison pour handicapés, maison de retraites, centres de soins), dans le domaine de la finance (à l'origine de la NEF, première banque alternative en France), etc... Ce mouvement social est d'abord apparu en Allemagne pendant la crise des années 30, face à la montée du nazisme, puis s'est fortement développé par la suite et est aujourd'hui une branche importante de la mouvance écologiste (c'est même la principale en ce qui concerne l'éducation). Il n'est pas possible ici de présenter toutes les idées très novatrices de Steiner, nous nous contenterons de vous présenter l'une des écoles assurant

enseignants ont profité de la proposition qui leur a été faite de louer l'ancien château de la Mothe, un château autrefois utilisé pour des colonies de vacances.

L'école s'est développée depuis une vingtaine d'années et accueille aujourd'hui 235 élèves auxquels s'ajoutent une dizaine d'élèves étrangers dans le cadre d'échanges avec d'autres écoles Steiner (Allemagne, Grande-Bretagne, Australie). L'encadrement est assuré par une vingtaine de professeurs. On compte une dizaine de classes pour les élèves de 7 à 17 ans et deux jardins d'enfants pour les plus jeunes. Chaque classe compte une vingtaine d'élèves.

(1) On compte en France une quinzaine d'écoles.  
(2) D'autant plus que l'école a généré d'autres activités : la NEF, banque alternative, a son siège à quelques kilomètres.





Fête devant le château.

tié par les professeurs et pour moitié par les parents d'élèves. Ce conseil d'administration anime plusieurs commissions : administration, représentation extérieure. Un collège pédagogique regroupant tous les enseignants a pour rôle l'embauche des nouveaux professeurs, le suivi de la démarche pédagogique et le suivi de l'évolution des classes.

Parallèlement existent d'autres commissions liées à des événements plus ponctuels : organisation d'une fête, tranche de travaux, journées portes ouvertes.

L'école fonctionne sans contrat d'association avec l'éducation nationale, ce qui signifie qu'elle n'a pas de programme imposé par l'Etat, mais qu'elle ne bénéficie pas non plus d'un financement (3). L'Etat n'intervient qu'au niveau du contrôle administratif (conditions de sécurité par exemple). La plupart des écoles Steiner fonctionnent ainsi car la pédagogie Steiner, comme nous le verrons ensuite, est en opposition avec l'"officielle" et le mouvement anthroposophique critique la mainmise de l'Etat sur l'éducation.

En Allemagne, où le contrôle de l'Etat dans l'éducation

est beaucoup plus souple, des écoles reçoivent des aides institutionnelles, mais chez nos voisins, l'Etat accepte que les écoles aient des projets pédagogiques différents. La richesse relative des écoles allemandes a permis de mettre en place une caisse de solidarité internationale qui intervient notamment pour les gros travaux d'aménagement et pour le lancement de nouvelles écoles.

Ce sont donc les familles qui assurent l'essentiel du budget de l'école : 95 % des recettes proviennent des cotisations de la centaine de familles présentes. Les 5 % restant viennent des bénéfices dégagés par les fêtes et autres activités culturelles. Le budget global de l'école est actuellement d'environ 2,5 millions de francs. La base est de 1800 F par mois et par enfant, mais il existe un dégressif important. L'installation des parents dans la région étant de plus en plus difficile, les revenus chutent et donc les cotisations aussi... ce qui pose actuellement de sérieux problèmes d'équilibres budgétaires.

Les enseignants, tous payés au SMIC, disposent en plus d'une prime par enfant à charge,

mais le plafond est actuellement de 5200 F net pour un poste complet. De fait, beaucoup d'enseignants travaillent à mi-temps et ont une autre activité à l'extérieur.

Ces conditions financières difficiles montrent que le choix d'être parent ou enseignant est d'abord un choix militant. Pour limiter les frais, les parents sont invités à participer à de nombreuses activités sur place (encadrement, entretien, administration...) aux côtés des enseignants. Cela a provoqué au départ un renfermement apparent tant les charges matérielles étaient nombreuses d'où probablement la réputation de "secte" qui leur a collé à la peau au début de l'école.

### Le projet pédagogique

L'école se situe sur un domaine de 13 hectares avec des jardins, des aires de jeux, des bois. Elle est en pleine campagne et permet beaucoup de visites liées au milieu rural (artisanat, agriculture...).

La pédagogie est d'origine chrétienne (tout comme l'anthroposophie élaborée par Rudolf Steiner), mais si aujourd'hui la spiritualité est toujours présente dans

(3) En France, 98 % de l'enseignement privé est d'ordre religieux, principalement catholique. Les 2 % restants sont essentiellement des écoles Steiner et Montessori, plus quelques écoles uniques comme Bonaventure. La plupart des écoles religieuses ont un contrat avec l'Etat : les enseignants sont payés par l'Etat mais en échange, les écoles appliquent le programme de l'éducation nationale et y ajoutent ce qu'elles veulent. Les écoles hors-contrat peuvent faire ce qu'elles veulent dans les limites de la loi.



Vue sur le jardin d'enfants et les ateliers

l'enseignement, la pédagogie se veut non confessionnelle. Une école Steiner a ainsi vu le jour en Egypte avec 400 élèves qui respectent les fêtes islamiques. Ce qui est retenu des grandes religions est plutôt l'influence de certaines personnes comme facteur d'évolution des sociétés. La pédagogie Steiner accorde une place importante à la Nature aux côtés des religions. Aux côtés du Christ, les personnes qui servent de références sont des personnes comme Gandhi, Martin Luther King, Albert Schweitzer... L'enseignement s'intéresse donc plus à l'humanisme et à la pluralité des religions qu'aux rites dogmatiques.

Le but de la pédagogie Steiner est que le jeune puisse progressivement acquérir son jugement personnel autonome et avoir conscience de son individualité unique. Un autre aspect important est que l'enseignement intellectuel ne suffit pas et qu'il est nécessaire de le relier à une pratique.

Selon la théorie de Steiner, il y aurait réincarnation de l'âme et chaque enfant à sa naissance serait déjà porteur d'une histoire et d'un savoir. Il possède une richesse qu'il n'est pas possible d'apprendre en une seule vie. L'enseignement ne serait donc qu'un moyen d'éveiller des facultés qu'il a déjà en lui. Ces théories datent du début du siècle. Il y avait à l'époque très peu de connaissance sur l'hérédité ni sur la vie prénatale de l'enfant. Aujourd'hui, vu

de l'extérieur, ce genre de théories fait un peu sourire. Si les enseignants sont attachés à cet aspect des choses, on ne demande pas aux parents d'adhérer à cette théorie, mais elle est présentée comme base de la réflexion de Steiner.

Cette dernière met en avant trois âges dans le développement de l'enfant : de la naissance jusqu'à la perte des dents de lait qui correspond aux jardins d'enfants ; de la perte des dents de lait à la puberté qui correspond au primaire, après la puberté qui correspond au lycée. Pendant l'âge le plus jeune, l'enfant possède d'énormes capacités d'imagination, d'imitation qu'il s'agit de développer, principalement par le jeu et l'approche de la Nature. Dans les jardins d'enfants, il n'y a pas de cours. C'est la construction

physique du corps qui est le plus important. Ce n'est qu'après la chute des dents de lait, que l'enfant commence à développer ces capacités de compréhension, de mémorisation et, donc, que commence vraiment l'éducation avec des cours de lecture, d'écriture, de calcul. Enfin, après la puberté, le jeune arrive dans une phase de création qui lui permet d'affiner son individualité.

Parallèlement à ces trois phases de croissance, la pédagogie Steiner avance que l'éducation ne se fait pas seulement dans la tête, mais dans tout le corps. Elle distingue donc le savoir-faire, le *geste* à travers l'activité des **membres** et le développement d'activités concrètes (arts, artisanats), les *émotions* qui sont à la base des relations sociales, des sensibilités, de l'altruisme, cela se passe au niveau du **cœur** et enfin la connaissance, les *savoirs* au niveau de la **tête**. L'une des raisons du refus de l'Etat est que celui-ci ne prend en compte que le dernier élément et ignore superbement le geste et l'émotion.

Les autres particularités de la pédagogie Steiner sont qu'un même professeur va accompagner une même classe pendant toute la deuxième période (7 à 14 ans), qu'à part dans les dernières années (après 14 ans), il n'y a pas jugement donc pas de notes : l'émulation ne ressort pas de la compétition, mais de la joie de la découverte et du respect du droit de chacun à progresser selon son rythme.

#### Poupées Steiner : un look caractéristique





**Eurythmie dans un jardin d'enfants :** un art de maîtrise de ses émotions et de son corps à travers le souffle, la musique, la danse et l'expression corporelle.

Ce suivi par un même enseignant peut poser le problème des conflits adulte-enfant. Pour essayer des les atténuer, des mesures préventives sont appliquées : chaque classe vit de manière communautaire avec des fêtes, des décisions collectives... Si cela ne suffit pas, il est alors fait appel aux autres professeurs ou aux parents. Dès fois, cela ne débouche pas et l'on a des conflits longs, nul n'est parfait.

Les disciplines sont abordées par bloc de 3 ou 4 semaines. Il y a quelques disciplines spéciales : les langues étrangères commencent dès 7 ans avec d'abord trois ans d'oral avant d'aborder l'écrit. Il y a également de nombreux ateliers d'artisanat (bois, cuivre, jardinage, etc.), enfin, une spécialité Steiner est l'eurythmie, un art de maîtrise de ses émotions et de son corps à travers le souffle, la musique, la danse et l'expression corporelle.

Dans les grandes classes, la pédagogie est axée sur l'éveil du jugement et la recherche de l'individualisation. Il n'y a pas d'examen collectif, chacun devant —

comme chez les Compagnons dans le temps — réaliser un chef d'œuvre. Ceux-ci sont très variés : pratiques comme la fabrication d'un violon, la création d'une éolienne, la mise en place d'un logiciel de musique... ou plus théoriques comme "la joie et la douleur dans les œuvres d'art". De fait, les élèves qui veulent poursuivre leurs études au-delà de l'école sont souvent confrontés à un décalage : s'ils choisissent un métier d'artisanat, ils vont se retrouver avec des élèves plus jeunes qu'eux. S'ils choisissent une filière plus intellectuelle, ils sont souvent en avance sur les programmes universitaires (certains chef-d'œuvres sont d'un niveau universitaire).

#### Quels anciens élèves ?

Le mouvement Steiner étant ancien, il y a une bonne connaissance du devenir des élèves. Tout d'abord, la sortie de l'école est une phase difficile car il y a de multiples décalages avec l'enseignement conventionnel, mais ce décalage semble devenir

rapidement un avantage : sur 100 anciens élèves, 78 poursuivent leurs études et parmi ces derniers 81 % ont réussi le bac.

On note une plus grande présence des élèves dans les milieux artistiques, les travailleurs sociaux, les artisans, les professions libérales. Selon une étude réalisée chez les plus de 35 ans, à la question de savoir s'ils font ce qu'ils voulaient faire, le taux de réponses positives est largement supérieur chez les anciens élèves de Steiner que dans le reste de la population.

Si le côté spirituel peut choquer dans une France qui a développé à outrance un enseignement laïc, il faut bien admettre que ce mouvement fort dynamique a permis au mouvement écologiste d'avancer sa réflexion dans de nombreux domaines.

**Michel BERNARD**

Contact :

• Ecole Steiner, Château de la Mothe, 03210 Saint-Menoux, tél : 04 70 43 93 98.

# LES CINQUANTE ANS DE DÉCROLY

**L**a pédagogie alternative de cette école a pu se mettre en place à la Libération lors d'une de ces périodes où l'administration est un peu hésitante. Et depuis l'expérience s'est poursuivie... mais est restée unique en ce qui concerne la pédagogie Décroly.

C'est sur cette base que l'école de Saint-Mandé ouvre ses portes en 1947, dans un ancien hôtel particulier appartenant à la mairie de Paris, situé sur un terrain de la commune, juste en face du bois de Vincennes, géré par le département du Val-de-Marne (ce qui provoque un imbroglio juridique

d'enseignants ont dû faire face régulièrement aux tentatives de l'éducation nationale pour les faire rentrer dans le giron. C'est donc presque un miracle si cette école est encore là, cinquante ans après.

Aujourd'hui, cette école publique accueille environ 350 enfants entre la maternelle et la troisième, avec un maximum de 25 élèves par classe. Les enfants qui ont accès à l'école devraient normalement être ceux du quartier, mais de nombreuses demandes viennent de la capitale toute proche, principalement des milieux sensibles aux pédagogies différentes. La priorité est donc donnée d'abord à ceux qui ont des frères et sœurs déjà présents dans l'établissement, puis à ceux qui sont sur les trajets des bus qui passent devant l'école... et comme cela ne suffit pas, un tirage au sort est réalisé et il faut s'y prendre à l'avance : avant que l'enfant n'ait deux ans ! Chaque année 25 enfants sont tirés au sort pour débiter un cycle d'une douzaine d'années... pour 100 à 150 demandes d'inscription.

Du côté des enseignants le règlement prévoit une consultation des enseignants en place pour le choix des nouveaux pédagogues. Concrètement, de nombreux stagiaires IUFM (1) passent dans l'établissement, ce qui permet aux enseignants d'indiquer ceux qui leur paraissent le mieux avoir compris l'esprit de l'école.

### Des barrières en moins

La pédagogie développée fait sauter de nombreuses barrières de l'école publique traditionnelle. Pendant toute sa scolarité, l'enfant

*Même si elles sont obligatoirement moins radicales, il existe également des expériences dans le domaine de l'école publique. C'est le cas de l'école Décroly aux portes de Paris.*

### Qui était Décroly ?

Ovide Décroly (1871-1932), éducateur, psychologue et médecin, a d'abord travaillé dans un institut d'enseignement spécial pour enfants "retardés" avant d'ouvrir à Bruxelles, en 1907, l'école "pour la vie, par la vie" pour enfants "normaux". Le principe de base de cette pédagogie est de s'appuyer sur l'esprit d'observation des enfants et de les amener par une approche concrète à s'intéresser à des choses plus abstraites. Alors que l'école traditionnelle se complait à apprendre d'abord les connaissances fondamentales de l'écriture, du calcul et de la lecture, la pédagogie Décroly prône une méthode d'acquisition des connaissances et des techniques par l'expérience, la résolution de problèmes concrets.

inextricable pour sa gestion !). Au fil des ans, de nouvelles constructions ont vu le jour, en dur ou en "provisoire qui dure", et les équipes



(1) IUFM : institut universitaire de formation des maîtres, autrefois appelé "écoles normales".

ne sera jamais confronté aux sanctions, à la notation, à la compétition. Les échanges entre classes sont privilégiés : les enfants plus âgés apprenant aux plus jeunes ce qu'ils savent. Il n'y a pas de personnel technique : ce sont les enseignants qui assurent tout (à l'exception des repas livrés de l'extérieur) et lorsqu'ils n'y suffisent pas (pour l'encadrement des activités extérieures nombreuses) ce sont les parents qui sont sollicités. Tous les enseignants sont tutoyés par les élèves. Les parents participent à la gestion de l'établissement, et ont même été jusqu'à construire certains bâtiments.

L'enfant qui arrive doit d'abord expliquer ses centres d'intérêts et c'est à partir d'eux que les enseignants vont essayer de développer des activités concrètes qui amèneront l'enfant à se poser des questions et donc à demander des savoirs. Pour donner un exemple, une partie de la surface de l'école est un jardin dans laquelle les enfants s'initient non seulement au jardinage mais à de multiples activités annexes : biologie évidemment mais aussi mathématique quand il s'agit de mesurer les semis pour tracer le plan du jardin.



De nombreuses bases de l'enseignement viennent de l'extérieur : soit que les enfants amènent un objet, soit qu'une visite débouche sur un travail complémentaire. Ainsi, la lecture des livres d'Azouz Bégag a été l'occasion de faire un voyage à Lyon pour redécouvrir, livres en main, les endroits décrits dans ses romans.

Ce travail par centre d'intérêts provoque un mélange des classes, mais aussi des modes d'apprentissages particuliers : la lecture est souvent apprise rapidement selon la méthode globale pour répondre à de nombreuses

questions... alors que la connaissance de l'orthographe n'arrivera que bien plus tard.

### Quels résultats ?

Globalement, quand les enfants arrivent en troisième, ils sont au même niveau que ceux des établissements classiques et ils peuvent reprendre une scolarité classique au lycée. Les enfants ont "appris autrement et non pas le plus vite possible". Mais ils ont dans leurs bagages quelques choses en plus : des acquis techniques et para-scolaires inédits, la conscience que les adultes ne sont pas des chefs qui savent tout, le désir de monter des projets. Ils ont une forte personnalité, ils savent ce que "je" veut dire et savent défendre leur point de vue. Cela a comme conséquence que dans les lycées, ils sont jugés comme arrogants, mal élevés, révoltés contre l'autorité des adultes.

Il n'existe malheureusement pas d'études précises sur le devenir de ces élèves si ce n'est qu'ils sont nombreux à demander à mettre leurs enfants à l'école Décroly.

**Michel BERNARD**

Contact :

• *Ecole Décroly, 49 avenue Dumesnil, 94160 Saint-Mandé, tél : 01 43 28 31 00.*

Autre école en Belgique :

• *Ecole Décroly, 45 Drève des Gendarmes, 1180 Bruxelles.*

## D'autres écoles publiques "expérimentales"

• *Ecole élémentaire Vitruve  
1-3 passage Josseaume  
75020 Paris  
tél : 01 43 70 50 95.*

Cette école primaire a été créée en 1962 pour mettre en place des méthodes pédagogiques contre l'échec scolaire alors fréquent dans le quartier. Elle accueille environ 250 enfants. Elle fonctionne avec des semaines à thèmes, des classes vertes, des échanges avec des écoles européennes, une télévision interne, elle est ouverte sur le quartier où elle est en liaison avec les travailleurs sociaux.

En 1982, l'arrivée de la gauche a permis la création de quelques lycées expérimentaux :

• *Lycée expérimental  
1018 boulevard du Grand Parc  
14200 Herouville Saint-Clair  
tél : 02 31 95 14 79*

• *Lycée expérimental  
17 boulevard René Coty, BP 272  
44606 Saint-Nazaire  
tél : 02 40 66 78 52*

(présenté dans le hors-série "Les Métiers de l'Ecologie")

• *Lycée expérimental polyvalent maritime*

*Maison Heureuse, Boyardville  
17190 Saint-Georges d'Oléron  
tél : 05 46 47 23 57*

• *Lycée "Autogéré" de Paris  
393 rue de Vaugirard  
75015 Paris  
tél : 01 42 50 39 47*

Enfin, dans l'école publique, il faut signaler le travail de CREPSC, centres de recherches sur les petites structures et la communication, qui depuis 1990, rassemblent des enseignants, le plus souvent adeptes de la pédagogie Freinet, qui se sont regroupés pour la défense et la promotion de l'école rurale et qui se battent pour le maintien des écoles à classe unique. Le CREPSC favorise les échanges entre ces écoles, publie une revue, etc...

• *CREPSC  
86150 Moussac  
tél : 05 49 48 77 41.*

## ÉCOLES DIFFÉRENTES

# QUESTIONS DE PROJET ET DE LIBERTÉ

**S'**il existe encore en France des écoles "parallèles" (comme le sont deux rails...), il s'agit de l'école publique d'une part, et de l'école privée très majoritairement confessionnelle, d'autre part. Partant

S'il existe depuis longtemps des écoles "différentes" — du système traditionnel, et entre elles — c'est qu'à chaque étape de cette mise aux normes, par l'Église et/ou par l'État, des esprits éclairés (philosophes, médecins, éducateurs...) s'en sont

*Au niveau européen, un projet de fédération pluraliste s'est constituée. Comme d'habitude, la France où les initiatives sont dispersées, n'y est que peu impliquée.*

du même point, elle suivent le même chemin et vont dans la même direction. Leur raison d'être n'a pas changé depuis leur institution : garder pour éviter le vagabondage d'une jeunesse trop exubérante voire insurrectionnelle, et instruction minima pour le plus grand nombre.

L'affrontement entre empires (expansionnisme industriel et militaire, dans et hors l'Occident) a justifié partout la mise en place et le renforcement de ce système fondé sur une hiérarchisation stricte, une définition arbitraire du Savoir et son découpage maniaque en tranches horaires, de niveaux et de diplômes. L'essentiel étant d'inculquer, au besoin par la force, les rudiments d'une langue commune et des habitudes-réflexes d'obéissance à une population destinée alors à passer sa vie dans les champs, les ateliers ou manufactures, les casernes et les bureaux.

Autant de lieux devenus aujourd'hui pauvres en emplois !

indignés, en proposant d'autres pratiques, d'autres chemins, parce qu'ayant d'autres buts : **une autre conception** de l'enfant, de l'adulte, de la société, de l'humanité.

Précurseurs, les théoriciens et praticiens des courants pédagogiques, plus ou moins regroupés sous le terme d'éducation nouvelle, l'étaient au début de ce siècle. Et à contre-courant, puisque se méfiant d'une certaine "socialisation" qui ne visait qu'à rendre conformes et aptes à l'uniforme plusieurs générations à sacrifier. Précurseurs, ceux qui s'en réclament aujourd'hui, le sont encore.

### **Le fil à couper le beurre est français, monsieur**

L'Année Européenne de l'Éducation-et-de-la-Formation-tout-au-long-de-la-vie s'est achevée dans une floraison de publications opportunistes et de colloques, souvent hors sujet, toujours coûteux et subvention-

nés, rarement en prise directe avec le triste quotidien du monde scolaire. Elle coïncidait d'ailleurs avec le centenaire de Freinet. Du même âge que Fourvière, les J.O. et un train corse ont eu les honneurs d'un timbre-poste, mais pas Célestin, ignoré aussi par Chirac et Charpak. Ceux-ci venant de découvrir que certaines écoles américaines partent d'expériences concrètes pour amener leurs élèves à des acquisitions intellectuelles, ont décidé de mettre "la main à la pâte" pour importer (en franchise ?) ce concept révolutionnaire dans notre pays.

Mais cela fait six ou sept décennies que Freinet parle de "tâtonnement expérimental" ! Des centaines d'enseignants l'appliquent quotidiennement, pas seulement pour accéder aux sciences et autres matières du programme, mais aussi pour ajuster au jour la vie d'un groupe-classe, reposant sur des règles ressenties comme justes parce qu'élaborées ensemble pour réguler les tensions, régler les différends autrement que par la loi du plus fort ou le recours systématique à l'autorité du "maître".

Cousinet et Décroly insistent aussi sur les centres d'intérêts des enfants et leur vie de groupe. Montessori repère les périodes "sensibles" pendant lesquelles un enfant est totalement disponible à l'acquisition de certaines notions abstraites. Steiner prône une éducation globale, comparant l'enseignant-éducateur à un jardinier...

Respectueux de ce qui est pour eux une évidence — l'unicité et l'unité de chaque enfant — ces pédagogies n'ont rien à voir avec ces méthodes plus ou moins "comportementalistes" pour manipulateurs pressés ou commanditaires monomaniques. Loin des fondateurs et praticiens contemporains ont depuis des décennies enrichi un corps de doctrine, une bibliographie et un savoir-faire précieux. Ils ont surtout, dans leur diversité, l'appui irremplaçable d'un réseau parlant le même langage.

### **Envie de projet...**

L'idéal est bien sûr de réussir à constituer une équipe cohérente, et stable, dans le même établissement. La gestion paritaire (ministère-syndicats) des personnels ne le permet, depuis peu, que pour des établissements "sensibles". Mais "Initiatives Éducatives" créée par Gaby Cohn-Bendit au moment des flambées de violence de l'an dernier, n'a pas ras-

(1) Envoi gratuit de ce numéro sur simple demande à AIE, 29 rue Davy, 75017 Paris, tél : 01 42 28 71 64.

semblé beaucoup de volontaires. Et bien qu'ayant fait ses preuves avec l'auto-école, M.D. Pierrelée n'a pu obtenir que l'équipe du collège Garcia Lorca de Saint-Denis ne soit constituée que de volontaires réunis autour d'un projet.

**Le projet** ; la capacité, la volonté de se projeter dans l'avenir, de prévoir, et donc de gouverner, à commencer par sa propre vie, voilà bien ce qui manque le plus, aussi bien dans l'administration que chez les enseignants ou les parents.

Ça n'a rien à voir avec les envies velléitaires ou les fixations névrotiques donnant parfois naissance à une expérience en circuit fermé, entre partisans-fidèles regroupés autour d'un mystificateur. J'en parlais déjà dans ces colonnes, il y a cinq ans, occasionnant dans les numéros suivants quelques nouvelles tentatives de diversion. Hélas, le cimetièrre des adresses périmées s'est enrichi depuis - et s'enrichira encore - de nouvelles météorites-étoiles filantes : ça brille, ça épate quelque temps, mais ça peut faire très mal quand ça se désintègre...

Dans un pays morose et sans projet éducatif d'envergure, il est devenu urgent de proposer une nouvelle approche, un nouvel angle, plus vaste, remplaçant nos querelles microcholines dans une perspective plus ambitieuse.

### Un peu de recul, d'air frais. Un nouveau souffle

Créée il y a sept ans, plus ou moins actif dans une bonne vingtaine de pays confrontés grosso-modo aux mêmes problèmes que la France : conception de l'école — et de l'éducation — dans un monde tel qu'il est, et tel qu'il pourrait être, le *Forum Européen pour la Liberté en Education* fait référence dans ses textes fondateurs et ceux émanant des différents colloques (des vrais : on y "parle ensemble") à certaines valeurs, à une "vision", un projet, un peu moins étriqués et partisans que ceux auxquels nous sommes soumis à chaque escarmouche de la guerre (froide...) scolaire de notre hexagone.

Dépuis, et dès, l'ouverture du "Mur", c'est la première initiative de grande envergure en matière de coopération entre pédagogues de tous courants pour une "Europe pacifique, sans nationalisme ni racisme" et "pour un futur respectueux de l'homme".

La simple formulation de ces objectifs montre à quel point l'ap-

proche du "scolaire" et de l'"éducatif" au sein de ce Forum diffère du climat agressif, de l'angle de l'urgence, et du ton simpliste avec lesquels nous avons trop souvent coutume ici d'aborder la question scolaire...

Ce n'est pas un hasard si cette idée de "liberté en éducation" posée comme base d'une Europe en construction, pacifique, tolérante, pluraliste, suscite plus d'intérêt actif dans les pays de l'Est que dans ceux de l'Ouest, où l'on aurait tendance à considérer que c'est une chose acquise... Pas un hasard non plus si ce mouvement est né en Allemagne, dans un pays coupé pendant près d'un demi-siècle entre deux blocs.

Du passé, il ne peut être fait table rase, pas plus que des convictions, des expériences, des engagements et des projets de chacun. Mais des personnes, par ailleurs membres ou proches de courants pédagogiques divers, enseignants ou parents, se retrouvent dans cette formulation des enjeux éducatifs, c'est-à-dire d'une société à venir... donc à construire maintenant.

Depuis cinq ans, le "guide-annuaire" consacre plusieurs pages à cette grande initiative. "Possible, la circule-air" qui complète le guide fait le point sur la question régulièrement (1) et devrait contribuer à vérifier si nous sommes au moins quelques dizaines — ou plus ? — en France à aspirer à un peu de recul, d'air frais, pour redonner un nouveau souffle au débat sur l'éducation.

Une "délégation" suffisamment représentative au prochain colloque, à Saint-Petersbourg dès mai prochain ? Ce serait un événement ! Si l'on a bien du mal ici à comprendre ce qui se passe dans la tête d'un Slovène, et hélas aussi à participer activement à des débats internationaux qui n'utilisent que rarement la langue de Molière... peut-être cela serait-il plus facile, dans un premier temps, avec nos plus proches voisins (anglais, suisses, belges, allemands...) déjà engagés dans le Forum... à l'occasion d'un premier "colloque intra muros" auquel nous les inviterions pour parler de leur et de notre travail pour des écoles "différentes" : autour des notions de "pluralisme scolaire", de "liberté en éducation", dans et hors l'éducation "nationale" ? Dites-nous ce que vous en pensez.

**Roger AUFFRAND**

Animateur de l'AIE,  
agence information enfance.

## L'ENVOL

L'éducation autrement,  
le journal pour une autre éducation

L'Envol est un projet de presse différente qui a pour principe d'associer ses lecteurs à sa réalisation et à sa diffusion. Ne plus considérer le lecteur comme un consommateur d'informations, mais d'abord comme un acteur à part entière qui a des idées, des expériences, des témoignages à communiquer, tel est l'esprit dans lequel nous voulons bâtir ce journal.

L'Envol veut être un lieu de synergie entre tous les acteurs : parents, enseignants, éducateurs, jeunes et chercheurs qui œuvrent et expérimentent dans différents lieux pour l'affirmation d'une autre éducation au service de l'homme conçu dans sa globalité.

L'Envol se fixe 5 objectifs prioritaires :

- 1 - Montrer les véritables enjeux de l'éducation : quelle éducation pour quelle société ? Quel homme voulons-nous ?
- 2 - Travailler à promouvoir une véritable laïcité qui fasse une place à la spiritualité conçue comme ouverture à la question du sens de la vie.
- 3 - Mettre en évidence que l'Education concerne tous les âges de la vie selon l'idée qu'on n'a jamais fini de s'éduquer ni d'éduquer.
- 4 - Faire tomber les cloisons entre enseignements public, privé, écoles parallèles ou différentes, en valorisant les initiatives éducatives de chacune de ses structures.
- 5 - Aider à la mise en réseau des acteurs des différents lieux d'éducation pour leur permettre de coordonner leurs actions et d'unir leurs efforts.

L'originalité de ce projet de journal, c'est de vouloir faire cohabiter, se rencontrer et s'interroger des personnes, des expériences, des idées qui s'ignorent, s'excluent a priori, afin de faire apparaître les vrais clivages entre ceux pour qui l'éducation est d'abord et avant tout une adaptation à la logique productiviste de la société et ceux pour qui l'éducation est d'abord et surtout, une guidance sur le chemin de l'épanouissement des potentialités de l'être et la réalisation de ses aspirations profondes.

L'Envol dont le n°1 vient de sortir, paraît d'abord sous la forme d'une lettre de 8 pages (format A3) bimestrielle. La formule magazine (36 pages format Silence) sera développée lorsque les conditions seront réunies.

Vous trouverez dans chaque numéro :

- des récits d'expériences éducatives innovantes,
- des débats d'actualité tels que violence et non-violence dans l'acte éducatif, les rythmes scolaires, les IUFM...
- des réflexions sur le sens de l'éducation,
- des présentations de livres et d'auteurs critiques à découvrir.

La diffusion se fait par abonnement et dans des lieux alternatifs.

**Alain LECUYER**  
Fondateur, animateur

Renseignements :

L'Envol, ADPAE, BP 15, 44640 Saint-Jean de Boiseau, tél : 02 40 65 90 61.







## PUCE INFORMATIQUE ET FICHAGE

Dans Silence n°206-207, nous relations le projet du géant américain AT&T de mettre en place une puce d'identification glissée sous la main et qui pourrait remplacer carte d'identité et cartes de crédit... Cela semblait encore de la science-fiction. Eh bien, l'idée n'a pas été longue à trouver une application : Mérieux commercialise une puce de la taille d'un grain de riz que l'on injecte dans la graisse du cou par une simple seringue. Pour le moment, il s'agit seulement d'identifier les animaux... mais qui nous dit qu'un gouvernement totalitaire ne va pas utiliser cela pour les humains. Mérieux s'en fout du moment que cela rapporte.

## SANS PAPIERS : REPRESSION LOIN DES MEDIAS

Le gouvernement a compris la leçon : pour contrer les sans-papiers, il faut le faire loin des caméras. Ainsi, le 13 décembre, 43 sans-papiers ont occupé pendant une journée une salle de l'UNESCO à Paris. Evacués calmement sous l'œil des journalistes, ils ont ensuite pris le métro groupés. La rame dans laquelle ils étaient monté a été bloquée à la station Concorde. Là, une centaine de policiers et de surveillants de la RATP les attendaient et les ont violemment matraqués. A l'image des "folles" d'Argentine, les femmes des immigrés expulsés ont décidé de se retrouver chaque samedi matin devant l'Elysée pour demander au président de la République des nouvelles de leurs maris expulsés en contradiction avec les conventions internationales sur les droits de l'homme. L'action a débuté le samedi 4 janvier,

Le 8 janvier, cinq des anciens grévistes répondent volontairement à une convocation de la préfecture. Ils sont alors placés en centre de rétention. Le 10 janvier, ils sont embarqués de force sur un vol régulier à destination de Bamako (Mali). Pour les amener dans l'avion, ils ont été menottés aux mains et aux pieds, baillonnés, endormis et portés inanimés sur leurs sièges d'avion puis attachés. Mais deux des cinq Maliens se réveillent et s'agitent suffisamment pour que le commandant de bord demande à les débarquer sur le champ. Le temps de rétention étant alors dépassé, ces deux-là sont libérés.

Le 18 janvier, une manifestation de soutien a réuni plus de 3000 personnes à Paris derrière une banderole : "14-18, 39-45 : ils sont morts pour la France, avaient-ils leurs papiers ?". Une campagne de parrainage des sans-papiers a été lancée à cette occasion, afin que chaque demande de régularisation soit suivie par des familles militantes "en règle".

## PETIT ROBERT HOMOPHOBES ?

Dans l'édition 95-96 du petit Robert on trouve cette étonnante définition : "Pédophile : qui ressent une attirance sexuelle pour les enfants. Exemple : une lesbienne pédophile". Les associations homosexuelles ont protesté en demandant de mettre plutôt comme exemple "un bon père de famille pédophile".

## HAUTE-LOIRE : GREVE DE LA FAIM (SUITE)

Au moment où nous bouclons ce numéro, Dominique Laurain est en grève de la faim depuis plus de 45 jours (depuis le 25 décem-

bre). Transféré à la prison Saint-Paul à Lyon, il demande une remise à plat des dossiers en cours en justice et sa mise en liberté. Depuis, la caisse d'allocations familiales de Haute-Loire a reconnu l'"erreur" qui a privé cette famille de ses droits durant plusieurs années. L'administration a reconnu,

après inspection, le niveau d'instruction des deux filles et le mal-fondé de la requête du juge du Puy-en-Velay, à l'origine des incidents. Malgré cela, la situation juridique semble bloquée. Dominique Laurain n'a pas la chance de s'appeler Bernard Tapie ou Xavière Tibéri.

## MARCHES EUROPEENNES CONTRE LE CHOMAGE

Les associations luttant contre le chômage et la précarité se mobilisent actuellement dans toute l'Europe pour faire converger des marches qui devraient arriver à Amsterdam le 14 juin prochain, pour un contre-sommet face à une conférence internationale du G7 sur l'emploi.

Les projets sont les suivants.

**Au Sud-Ouest**, des marches partiraient de Tanger (14 avril) pour traverser l'Espagne, rejoindre des marches espagnoles à Barcelone et arriver à la frontière française côté Méditerranée (pour le 1er mai). Une autre marche partirait du Portugal pour rejoindre la France



également le 1er mai côté pays Basque. Cette dernière monterait par Bordeaux, Paris et Lille. La première se poursuivrait par une marche Languedoc-vallée du Rhône et rejoindrait l'autre à Paris (vers la fin mai).

**Au Sud-Est**, des marches convergeraient de la Slovénie (14 avril) et de l'Italie vers Genève. Une branche partant de Grenoble traverserait la Savoie pour les rejoindre là. Cette marche continuerait vers Bâle par la Suisse puis traverserait l'Alsace. Elle convergerait avec une marche venue d'Allemagne et des branches venues de Lorraine et de Belgique.

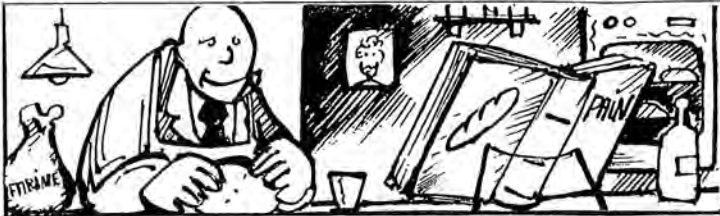
**A l'Ouest**, les Irlandais veulent faire une marche qui descendrait par le Pays-de-Galle, puis irait en bateau en Bretagne (fin avril) pour passer ensuite en Normandie et rejoindre la marche venant du Sud-Ouest entre Paris et Lille.

Une autre marche doit partir du nord de l'Angleterre pour rejoindre directement les Pays-Bas par bateau après avoir sillonné la Grande-Bretagne.

**Au Nord-Est**, une marche devrait partir de Berlin pour rejoindre Amsterdam par le nord de l'Allemagne. Elle convergerait à Hambourg avec une marche venant de Suède et du Danemark. Une délégation polonaise pourrait venir de Varsovie pour rejoindre la marche à Berlin. En fait de "marches", vues les distances à parcourir, il s'agirait surtout de convois motorisés reliant les grandes villes et c'est seulement dans les grandes villes qu'il y aurait véritablement marche.

En France, ce sont principalement les syndicats qui se mobilisent (SUD, FSU, etc...) et les groupes de chômeurs (AC ! Droits devants...).

Contact : AC ! 42 rue d'Avron, 75020 Paris, tél : 01 43 45 25 84.



# ALTERNATIVES

## PETITES PHRASES

*"Il ne faut pas laisser nos moyens de vivre compromettre nos raisons de vivre",*  
Hubert Beuve-Méry.

*"Il est bien des choses qui ne paraissent impossibles que tant que l'on ne les a pas tentées"*  
André Gide.

## AMSTERDAM : VERS UNE EUROPE DIFFERENTE

L'Union Economique et Monétaire tiendra un sommet en juin 97 à Amsterdam. A cette occasion une coali-

tion "Vers une Europe différente" se propose pour organiser un contre-sommet. Une coalition néerlandaise, regroupant plus de 50 groupes, s'est mise en place en octobre 1996 pour préparer l'événement. Des groupes de travail préparent des rencontres autour des thèmes : l'Europe sociale et marches contre le chômage, l'Europe et démocratie, l'Europe et le Sud, mouvement de paix en Europe, environnement, anti-racisme, féminisme... Les rencontres se tiendront du 12 au 17 juin à Amsterdam. Contact : A Seed, PO Box 92066, 1090 AB Amsterdam, Pays Bas, tél : 31 20 6180297.

## BELGIQUE : AUTOUR DE LA BIODYNAMIE

Le groupe régional de Biodynamie en Wallonie organise une conférence le dimanche 2 mars, de 14h30 à 17h30, à la Maison de l'Ecologie, 26 rue Basse Marcelle, à Namur sur "La vache folle, fatalité du passé ? Eclairage pour l'avenir ?". Il organise le dimanche 6 avril de 9h30 à 17h30, un séminaire "pratiquer la biodynamie" à la ferme de Jacques Paris, 8 rue du Village, 5590 Serinchamps. Une conférence intitulée "Histoire du paysage à tra-

vers les civilisations, évolution de la relation de l'homme à la nature" sera animée par Jean-Michel Florin, à l'auditoire Mercator, place Pasteur n°16, 1348 Louvain-la-neuve, le vendredi 2 mai à 20 h.

Un séminaire "observation goethéenne du paysage" se tiendra à la Libre école Steiner, 18 rue de la Quenique, 1490 Court Saint-Etienne, le samedi 3 mai, de 9h30 à 17h30.

Un autre séminaire se penchera sur les plantes utilisées pour les préparations biodynamiques, à la ferme du Curé de la Flûte, 16 chemin Lazard, 1420 Braine-L'Alleud, le dimanche 4 mai, de 9h30 à 17h30.

Programme détaillé :  
Groupe régional de Biodynamie en Wallonie, chez Jacques Stellamans, 32 rue des Kiévrois, B 7000 Mons, tél : 065 36 40 87.

## FINISTERE : FOIRE BIOLOGIQUE ET ARTISANALE

La 7ème foire biologique et artisanale à Mellac (Sud Finistère) se tiendra les 26 et 27 avril de 10 à 19 h dans le Parc du Manoir de Kernault. Thème de l'année : les hommes, les arbres et le terroir. 80 exposants.

Collecte journaux et piles, vidéos sur l'environnement, débat, conférence, resto bio, garderie enfants, buvette, spectacle gratuit...

Programme complet :  
Attack la vie, Le Menec, 29380 Bannalec, tél : 02 98 39 51 82.

## ICARE : ANNUAIRE ASSOCIATIF

ICARE est une association qui entend gérer une édition annuelle des associations avec des index par villes, par sujet... Cela devrait permettre d'éviter l'écueil des annuaires qui s'usent très vite... mais la première édition qui présente 200 associations en 250 pages est très onéreuse (200 F + 25 de port). On espère un meilleur rapport qualité-prix pour la prochaine édition. Renseignements : ICARE, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris.

## RHIZOME

**S**ilence avait un peu devancé l'actualité en annonçant dès le numéro de janvier le projet d'une "fédération des initiatives autonomes".

Depuis le projet s'est affiné et a choisi le nom de **Rhizome**. Concrètement, l'association Rhizome est animée pour le moment par trois groupes : la ferme du Hayon (Ardennes Belges), Longo Mai (plusieurs communautés et coopératives depuis 23 ans principalement dans les Alpes) et Grain de Terre (dans le Sud-Ouest). Elle veut permettre de favoriser pour les "hommes sans terre" l'accès aux "terres sans hommes" afin de valoriser les initiatives autour des formules "vivre et travailler autrement", "produire moins, produire mieux", mêlant un fort attachement au pays, au quartier, à la cité et à une vision globale, critique du monde comme il va.

### Grain de Terre

Grain de Terre regroupe actuellement 7 personnes qui ont décidé de s'installer

*Le Rhizome est une ...  
"Tige souterraine de plantes vivaces qui émet des adventives tenaces. Elle pousse les bourgeons à la surface Perçant murailles de place en place".*

ensemble dans le Tarn, à 70 km de Toulouse, pour mener des activités complémentaires : agro-écologie, auberge, théâtre animé par une compagnie déjà existante, accueil d'enfants et d'adolescents issus de quartiers "difficiles", activités associatives... Pour voir le jour, ils ont été aidés par Nature et Progrès Tarn et la Confédération Paysanne. Ils ont constitué une société civile qui a emprunté à la NEF (nouvelle économie fraternelle, la banque alternative). Le capital déjà réuni atteint 500 000 F (dont 200 000 F d'emprunt) et il faut atteindre 2 millions pour développer l'ensemble du projet sur 40 hectares. Les parts sociales de la société civile de Grain de Terre sont de 1000 FF.

### La ferme du Hayon

Ce projet est sensiblement le même, avec six personnes au départ : un projet

collectif d'installation en milieu rural à Sommethone (près de la frontière française), là aussi l'agriculture biologique est à la base, complétée par une

structure d'accueil et d'animation. Le collectif est propriétaire des outils de production, les terres sont achetées sous forme d'une société coopérative dont les parts sont de 10 000 FB.

Longo Mai a été longuement présenté dans notre numéro 192-193 et cherche actuellement à développer une filature de laine à Belvès, en Dordogne, à partir de l'expérience de Chantemerle (dans les Hautes-Alpes).

Il est possible de soutenir un des projets, ou de se tenir informer en adhérant à Rhizome (minimum 200 FF, 1200 FB, 30 Euro).

Contacts :

• Grain de Terre, BP 56, 31240 L'Union, tél : 05 63 33 11 47.

• Terres du Hayon, Ferme du Hayon, 108, B-6769 Sommethonne, tél : 063 57 90 80.

• Longo Mai, 04300 Limans, tél : 04 92 73 05 98.  
(le secrétariat de Rhizome est assuré par Longo Mai).

## PARIS : VIVRE ET TRAVAILLER AUTREMENT

La 10ème édition du Salon Vivre et Travailler Autrement se tiendra du 29 mars au 6 avril à l'Espace Auteuil, place de la Porte d'Auteuil, Paris 16ème. Extraits du programme des conférences : "Vivre sa ménopause avec les médecines naturelles" par Véronique Harmel, le samedi 29 mars à 15h30, "La pratique du droit des réfugiés en France" par Nathalie Muller, le mardi 1er avril à 13h30, "L'immigration en France est-elle vraiment un problème ?" par Laurent Mucchielli, le mardi 1er avril à 15h30, "La philosophie pour quoi faire ?" par Oscar Brenifier, le dimanche 6 avril à 11h30. Pour le reste, c'est assez déroutant. La journée sur "réinventer le travail" donne lieu à 3 conférences : l'une animée par le responsable du sujet au PS, les deux autres par des chefs d'entreprise : est-ce eux qui vont nous dire comment "travailler autrement" ? Pour "vivre autrement" on fait appel au fondateur de la revue "Décision environnement", revue des industriels verts... Plein d'universitaires, mais pratiquement plus une seule conférence militante ou alternative. Étonnant.  
Renseignements : SPAS, 86 rue de Lille, 75007 Paris, tél : 01 45 56 09 09.

## JURA : BIOLOPIN

Le biolopin, centre d'alternatives appliquées, propose des stages tout au long de l'année : formation à l'auto-construction (bois cordé, toit végétal, énergies renouvelables, toilettes sèches,

serre, etc...), sculpture sur bois, développement personnel (relaxation, massages, rebirth, reiki, Qi Gong...), cuisine végétarienne, allaitement maternel, etc... Programme complet : Biolopin, 39570 Saint-Maur, tél : 03 84 44 23 92.

## LYON : PRIMEVERE 97

Avec 300 exposants, 50 conférences ou animations et 7 expositions, l'édition 97 de Primevère sera plus complète que jamais. Elle se tiendra à la Halle Tony Garnier de Lyon, le vendredi 28 février de 17 h à 22 h, le samedi 1er et le dimanche 2, de 10 h à 20 h. Le thème de l'année est l'arbre et une dizaine de conférences traiteront du sujet. On signalera tout particulièrement, le vendredi à 18 h, un débat "aux frontières de l'humanitaire" qui est directement une suite au dossier de Silence de décembre 1996 et "Après les vaches folles, les manipulations génétiques" avec Arnaud Apotheker, auteur du dossier de février, le vendredi à 20h. Nos lecteurs pourront également retrouver certains auteurs des livres présentés dans Silence comme Mimmo Pucciarelli "Croix-rousse : le rêve au quotidien" (samedi à 11h), Didier Carbiener pour "La gestion écologique de la Forêt" (samedi à 14 h), Alain Lipietz pour "La société en sablier" (samedi à 15 h), Philippe Pointereau pour "Arbres des champs" (samedi à 18 h), Pierre Praderwand "Vivre simplement et découvrir les vraies richesses" (dimanche à 14 h), Jean-Marie Muller pour "Le principe de non-violence" (dimanche à 15 h). La conférence de nos confrères de l'Impatient sur "La ménopause" (samedi à 17 h) devrait faire le plein, tout comme la conférence-débat sur "les travailleurs du nucléaire" avec Annie Thébaud-Mony, de l'INSERM (samedi à 13 h). "Esclaves aujourd'hui" avec Dominique Torrès de France 2 aura lieu le dimanche à 13 h. Ne pas louper l'exposition "Libères tes fringues" d'Artisans du Monde et la construction pendant tout le salon d'un dôme géodésique en bois pour les amateurs d'autoconstruction. Enfin, pour clôturer le salon, un sujet à haut risque : "Écologie : le rôle des élus" (dimanche 17 h) avec Gilles Buna, maire d'arrondissement de Lyon et conseiller général Vert du Rhône, Alain Tredez du Conseil régional Nord-Pas-de-Calais, Philippe Lebreton, conseiller régional Groupe des écologistes Rhône-Alpes, Serge Grass du MEI, faces à Bernard Chamel et Janine Garcin de l'Alliance, et Diogène de la Communauté de Jansiac. Programme complet : Primevère, 9 rue Dumenge, 69004 Lyon.

## ISERE : ARCHE DE SAINT-ANTOINE

La Communauté de l'Arche de Saint-Antoine propose différentes activités aux personnes extérieures. Dans un cadre assez religieux, ils proposent des ateliers de calligraphie (26 et 27 avril), sur la communication et la non-violence (1er et 2 mars), faire face à l'agression (11 au 13 avril), pédagogie et non-violence (17 au 19 mai), Habiter son corps (14 au 20 avril), la réflexologie (17 au 20 mai)...  
Présentation complète : Arche de Saint-Antoine, 38160 Saint-Antoine l'Abbaye, tél : 04 76 36 45 52.

## RHONE-AIN : JARDIN COLLECTIF

Il existe déjà un jardin collectif bio à Lyon (géré par Côté Jardins, 31 rue Gervais Bussières, 69100 Villeurbanne), avec une jardinière professionnelle et des familles qui participent aux différentes tâches.  
Un deuxième se met en place à Trévoux, un peu plus au nord.  
Pour en savoir plus : Sophie Le Haneur, chemin Chanées, 01480 Frans, tél : 04 74 09 81 50 ou Edmond Ramond, 501 chemin d'Arras, 01600 Trévoux, tél : 04 74 00 11 71.

## RHONE : FOIRE AU MIEL ET AUX PRODUITS BIOS

Altern'Info, association d'information sur les thèmes de l'écologie, du Tiers-Monde, de la non-violence et de l'environnement social, organise le dimanche 16 mars de 10 h à 19 h à la salle polyvalente de Chazay d'Azergues, la 8ème foire au miel et produits biologiques, avec le soutien de "Nature et Progrès". Outre l'alimentation biologique, sont également présents des plantes aromatiques et médicinales, des produits d'hygiène, des vêtements, des produits écologiques, du papier recyclé...  
Programme complet : Altern'Info, André Abeillon, 2 allée de Chiel, 69380 Chazay d'Azergues, tél : 04 78 43 02 19.

## CUN DU LARZAC

### DEMANDEZ LE PROGRAMME

Vivre plus léger sur terre  
9 au 11 mai  
Jardin de terre et d'eau  
9 au 11 mai  
Jardin : agir et comprendre  
28 juillet au 2 août  
Stages interculturels franco-germano-tchèque :  
Apprendre à retomber sur ses pieds  
14-19 juillet  
Biographies personnelles de l'Est et de l'Ouest  
11 au 16 août  
Nature  
11 au 16 août  
Ensemble pour vivre, agir et construire, approche énergétique des groupes  
18 au 23 août  
et en Allemagne  
Le futur maintenant  
28 juillet au 2 août  
Un autre regard, théâtre international  
29 août au 5 septembre

#### Autres stages

Jouer ensemble, approche coopérative et non-violente  
20 au 26 juillet

Marche méditative, calligraphie et randonnée douce  
7 au 12 juillet

Danse vitale et créatrice  
28 juillet au 2 août

Théâtre, jouer, être soi avec les autres  
4 au 9 août

Formation à la médiation  
7 et 8 juin

Le conflit, une chance à saisir : atelier de communication pacifique  
14 au 19 juillet

Paix intérieure, paix avec les autres  
4 au 9 août

Respecter et se faire respecter  
17 au 23 août

Pour les enfants qui souhaitent accompagner leurs parents, "Le P'tit Cun" accueille de 1 à 11 ans, les plus jeunes avec découverte du Larzac, jeux, etc... Pour les ados (12-15 ans) des stages "Jeunes pour la paix" sont organisés également du 14 juillet au 30 août.

Tarifs sont adaptés à vos revenus.

Programme complet sur simple demande à :

**Le Cun du Larzac**  
route de Saint-Martin,  
12100 Millau,  
tél : 05 65 60 62 33.



## ENERGIE ET SECURITE

Le démantèlement des armes nucléaires et le fonctionnement des centrales nucléaires provoquent une augmentation rapide des quantités de plutonium disponibles. Que faut-il faire de ce plutonium dont la prolifération peut conduire à l'apparition de nouvelles formes de terrorisme ? Pour débattre de cette question complexe, l'Institut pour la recherche sur l'énergie et l'environnement, financé par des fondations américaines, a décidé de publier un bulletin simple à lire, diffusé dans différentes langues et gratuit. On peut le recevoir en s'adressant à : *The Institute for Energy and Environmental Research, 6935 Laurel Avenue, Takoma Park, MD 20912, USA.*

## JAPON : POUR L'ARRÊT DE MONJU

Depuis l'accident de sodium survenu le 13 décembre 1995 dans le surgénérateur de Monju - le petit frère de Superphénix - les opposants ont multiplié les démarches pour demander l'arrêt définitif du réacteur. Un an après l'accident, ils avaient obtenu des votes dans ce sens de la part de 206 assemblées d'élus (communes, communautés ou départements). Du côté du réacteur, aucune réparation n'a commencé : les experts multipliant les rapports pour essayer de prouver qu'il est possible d'éviter un nouvel incendie... La presse laisse de plus en plus entendre que le surgénérateur ne sera peut-être jamais remis en route. (source : Nuke Info Tokyo, novembre 1996).

## LA HAGUE : BAINADES RADIOACTIVES

Jean-François Viel, médecin épidémiologiste et statisticien avait déjà relevé un surnombre des cas de leucémies dans un rayon de 50 km autour de l'usine de la Hague, mais cela restait des chiffres faibles et donc difficiles à vérifier. Il a donc cherché à mettre en évidence des corrélations plus "fines". Il en a trouvé une très bonne lorsqu'il a eu l'idée de comparer deux populations : les enfants qui allaient se baigner sur les plages proches de la Hague et ceux qui n'y allaient pas. Et là, le résultat est frappant : 3 fois plus de leucémies du côté des baigneurs. L'étude publiée en janvier 1997 dans la *British Medical Journal* met donc en accusation les rejets liquides du centre de retraitement des déchets, des rejets cent fois supérieurs à ceux d'une centrale nucléaire (les autorisations de rejets ont été augmentées de 25 fois depuis l'ouverture du centre au fur et à mesure que l'on ne sait plus quoi faire de ces dangereux déchets). Les écologistes locaux demandent que soient prises en compte les revendications de l'union régionale CFDT de 1976 : interdire les rejets liquides. Les nucléocrates sont évidemment montés au créneau pour dire qu'il était urgent d'attendre que cela soit plus grave... Quant à l'exploitant, la COGEMA, elle se retranche derrière les autorisations officielles des rejets.



## SUPERPHENIX A PRODUIT AUTANT QUE 50 ÉOLIENNES... MAIS POUR 100 FOIS PLUS CHER !

En 1996, Superphénix a produit 3,5 milliards de kWh... soit presque autant que pendant les dix années précédentes. Ce "succès" relatif semble monter à la tête de l'actuel directeur, Bernard Magnon, en passe d'entrer dans le livre des records de la langue de bois, qui déclare (Progrès du 23 janvier) : *"le réacteur de Superphénix fut disponible 95 % du temps, hors arrêts programmés"*.

Petit calcul. Sachant que la puissance "normale" de Superphénix est de 1200 MW sa production annuelle maximale est de 10,5 milliards de kWh. Son taux de fonctionnement, pannes **incluses** cette fois - il y en a eu au moins 7 officielles - est donc de 3,5 divisé par 10,5 soit **33 %** pour 1996... ce qui est effectivement son meilleur résultat mais laisse le réacteur loin derrière les autres réacteurs nucléaires dont le même taux tourne entre 60 et 70 %. Selon Bernard Giraud, directeur de la NERSA, la production électrique totale de Superphénix depuis le début de la production le 10 septembre 1985 a été de 4,5 milliards de kWh avant 1990 et donc de 3,5 milliards de kWh en 1996 soit un total de 8 milliards de kWh. Si l'on rapporte cette production avec le maximum théorique, cela correspond donc à un total équivalent pleine puissance de **278 jours**. Par soustraction, cela fait également **3870 jours équivalent pleine panne** (au 12 février 1997).

Mais à côté de cette production, il faut intégrer la consommation du réacteur. En effet, selon André Lacroix, précédent directeur de la centrale, l'autoconsommation de la centrale est de l'ordre de 5 % lorsque la centrale est à l'arrêt (principalement pour chauffer le sodium) et cela monte à 7 % en fonctionnement à pleine puissance. Pendant les 278 jours, il a donc consommé environ 0,5 milliard de kWh et pendant les 3870 jours de pannes, il a consommé environ 5,5 milliards de kWh. Résultat : une production de 8 milliards de kWh mais une consommation de 6 milliards de kWh. Bilan net : 2 milliards de kWh en un peu plus d'onze ans. Jusqu'en 1996, le réacteur était consommateur d'énergie. Grâce au relativement bon résultat de 1996, il présente enfin un solde positif...

### Comparons avec les énergies renouvelables

Aujourd'hui, en Europe s'implantent des aérogénérateurs d'une puissance de 300 kW à 1 MW. Ces éoliennes se construisent en moins d'un an et fonctionnent ensuite avec une disponibilité entre 80 et 98 %. Pour rester dans la région, un projet de "ferme" éolienne est à l'étude actuellement à Donzère (Drôme), dans la vallée du Rhône. Sur ce site, il est prévu d'installer 4 éoliennes d'1 MW pour une production totale de 8 millions de kWh par an (calcul fait avec un taux de disponibilité de 80 %).

Combien d'éoliennes de ce genre aurait-il fallu planter en 1975, début du chantier de Superphénix pour qu'aujourd'hui la production électrique soit la même ? Réponse : à raison donc de 2 millions de kWh par éolienne et par an, cela fait 40 millions de kWh en vingt ans... Il aurait donc fallu **50 éoliennes** installées sur des sites moyennement ventés (Donzère étant bien inférieur au potentiel des sites en Bretagne ou en Normandie) pour produire 2 milliards de kWh.

Et combien cela aurait coûté ? Le devis pour le site de Donzère est de 30 millions de francs (pour 4 éoliennes). Même en supposant des coûts plus élevés (en fonction de sites moins favorables) et des rendements un peu moindre, on est sûr de ne pas dépasser, selon les spécialistes, 600 millions de francs... soit **100 fois moins** que Superphénix.

## LORRAINE : DERAILEMENT

Le matin du 4 février, en gare d'Apach, à proximité de la frontière entre la Lorraine et la région de Sarre, le déraillement d'un train transportant des déchets hautement radioactifs fit la une de la plupart des médias... outre-Rhin. Le convoi, long de 800 mètres, comportait trois wagons à bord desquels étaient chargés des containers d'acier de type "Excello B" dont chacun d'un poids de 80 tonnes, renfermait des résidus (16 barres de combustibles irradiés) en provenance de la centrale de Lingen dans l'Emsland (Basse-Saxe) destinés au centre de retraitement de Sellafield (Grande-Bretagne) via Dunkerque. La société franco-allemande Cargo Nuklear Transporte, chargée de l'acheminement de la dangereuse marchandise, avait conçu un trajet contournant la Belgique et les Pays-Bas sur 300 kilomètres, préférant traverser le nord-est de l'Hexagone où les risques de blocage par des militants s'avèrent moindre et où les autorités ne trouvent rien à redire (la région Nord-Pas-de-Calais n'est-elle pas dirigée par les Verts ?). Les wagons sont sortis des rails sans se coucher. Le train roulait à faible vitesse : que ce serait-il passé s'il avait été à sa vitesse de croisière ? **René Hamm**

## PENLY : PROBLEMES DE THYROIDES

La radioactivité ne se voit pas, ne se sent pas... mais elle est là. Et les maladies apparaissent au bout de quelques années. Du côté de la centrale de Penly (entre Dieppe et Le Tréport) sur la côte de la Manche, Jean-Michel Gendarme, médecin généraliste, a choisi d'alerter l'opinion publique à la suite de l'observation de plusieurs cas de maladie de la glande thyroïde (sensible à ce fameux iode radioactif que l'on peut neutraliser avec des petites pilules). Les autorités démentent : il n'y a aucun danger... mais on va quand même faire une enquête. Comme d'habitude. Confirmation d'ici une dizaine d'années si tout va bien, quand ce sera trop tard et quand EDF aura amorti ses réacteurs.

# "SORTIR DU NUCLEAIRE"

Afin de coordonner le mouvement antinucléaire, un Réseau se met progressivement en place entre les différents groupes de terrain. Chaque groupe prend en charge une partie des campagnes. Voici les premiers rendez-vous retenus par ce réseau.

## 1 - LE CARNET : MANIFESTATION LE 31 MAI ET 1ER JUIN

**A** lors que tous les pays européens s'engagent dans la voie du renoncement à l'énergie nucléaire, la France veut poursuivre en implantant un réacteur "européen" de nouvelle génération sur le site du Carnet. Ce nouveau réacteur conçu par Framatome et Siemens est certes un peu plus sûr, mais également plus coûteux... alors que les actuels réacteurs ne sont déjà pas rentables. Ce nouveau réacteur produira toujours autant de déchets. Il est donc urgent de se mobiliser contre ce réacteur qui devrait voir le jour sur l'estuaire de la Loire, au sud de Saint-Nazaire.

En réponse à une lettre des élus écologistes de la région, Corinne Lepage répondait le 3 décembre 1996 : *"le site du Carnet serait destiné à permettre l'installation d'une centrale EDF (...) qui n'entrera pas en service avant 2010. Si ce site n'était pas retenu, les travaux de remblaiement pourraient conduire à détruire une zone humide importante en surface comme en valeur, sans justification et sans critère d'utilité publique. (...) Ce remblaiement m'apparaît contraire à l'esprit du rapport de l'Instance d'évaluation des politiques publiques en matière de zones humides et du Plan gouvernemental en faveur des*

*zones humides du 22 mars 1995. Pour toutes ces raisons et à la suite de la mise en demeure de la France par la Commission Européenne pour insuffisance de protection de l'estuaire de la Loire, un remblaiement du site du Carnet me semble actuellement peu justifié et inopportun. J'ai fait part de ma position à Mr le Préfet de la Région Pays-de-la-Loire, au Préfet de département de la Loire-Atlantique et je défendrais cette position en cas d'arbitrage interministériel".*

Cela n'a fait ni une, ni deux, le 17 janvier, le gouvernement déclarait le remblaiement de 51 hectares d'utilité publique : ce n'est pas une simple Ministre de l'environnement qui va pouvoir contraindre la volonté d'EDF, pas plus qu'une éventuelle Commission Européenne. EDF est au-dessus de cela. Les opposants ont vivement réagi. Le 25 janvier, plus de 5000 personnes ont manifesté devant le siège d'EDF à Nantes. Les opposants au projet du Carnet demandent à tous les groupes antinucléaires français d'envoyer des délégations pour le week-end du 31 mai et du 1er juin où une nouvelle manifestation est organisée. Renseignements : *Collectif Carnet, MAEL, 2 boulevard de Launay, 44100 Nantes, tél : 02 40 71 82 66.*

## 2 - 26 AVRIL : POUR UN AVENIR RADIEUX-ACTIF

**U** ne réunion de coordination des groupes antinucléaires s'est tenue les 19 et 20 janvier à Agen. Une trentaine de personnes provenant d'une dizaine de sites étaient présentes. Il a été décidé de la mise en place d'une journée d'action le 26 avril, jour anniversaire de l'accident de Tchernobyl. Il est suggéré d'intervenir sur les dangers de la radioactivité inodore en déposant de la terre... contaminée ou non, devant un bâtiment symbolique (EDF, ANDRA, Préfecture) pour dénoncer l'absence de démocratie, la possibilité pour les organismes officiels de nous mentir (le public n'a pas les moyens de détecter la radioactivité). Éventuellement pour les bricoleurs : récupérer de la

terre contaminée et la placer dans une bouteille de gaz pour symboliser le "terrorisme d'état" de la politique nucléaire. Reste à trouver de la terre radioactive. Pour cela, les groupes peuvent louer des compteurs à la CRIL-Rad et se rendre près d'anciens sites (mines par exemple), c'est bien le diable si le compteur ne se met pas à crépiter. Autre possibilité : Dénoncer le recyclage des matériaux radioactifs dans des ustensiles d'usage courant en organisant des concerts de casseroles et en collant des "nucléaire-non-merci" sur ces casseroles...

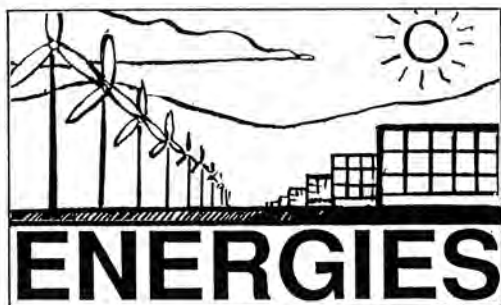
La coordination de cette journée d'action est assurée par *Stop Galfech, 108 Bd de la Liberté, 47000 Agen, tél : 05 53 87 64 51.*

## 3 - CAMPAGNE "SORTIR DU NUCLEAIRE"

**L** a coordination antinucléaire vient de lancer une campagne de cartes postales adressées aux députés et au Président de la République demandant de "Sortir du nucléaire" pour respecter la démocratie : 85 % des Français sont opposés aujourd'hui à la construction de nouveaux réacteurs (sondage EDF/Les Echos du 3 avril 1996).

Concrètement, les cartes demandent aux députés de s'engager en demandant l'arrêt de toute construction de centrales nucléaires, l'arrêt de la Hague, de l'utilisation du plutonium et donc du MOX, l'arrêt de Superphénix, l'arrêt des projets d'enfouissement des déchets radioactifs, le transfert des budgets de recherche du

nucléaire vers les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables. Ces cartes sont accompagnées d'un argumentaire en quatre pages. Cette campagne est animée par les Européens contre Superphénix et durera jusqu'aux élections législatives de mars 1998. Elle sera complétée par la sortie d'une brochure "Sortir du nucléaire" qui montrera comment les autres pays européens ont stoppé leur programme. Cette brochure sera incluse dans notre numéro de mai. On peut leur commander ces cartes : 5 F l'ex, 4 F à partir de 10, 3 F à partir de 50, 2 F au delà de 100 ex, port compris. Commande à : *Européens contre Superphénix, 9 rue Dumenge, 69004 Lyon.*



## AUSTRALIE : COURSE DE VOITURES SOLAIRES

Tous les trois ans, les passionnés de voitures solaires se retrouvent pour le "World Solar Challenge", une course de 3010 km à travers le continent. Cette année, la voiture qui a gagné est la *Dream II* fabriquée par Honda et d'un coût de 50 millions de francs. Elle a mis 33 h 32 soit une vitesse moyenne de 89,7 km/h (+5 km/h par rapport à la course précédente) avec des pointes à 135 km/h. Il y avait 46 voitures au départ, 32 à l'arrivée. Les deux voitures françaises ont terminé 20 et 21èmes. A noter la présence d'une voiture allemande originale : celle de Detlef Schmitz dont la voiture entièrement repliable rentre dans une valise (source : Science et Vie, février 1997)

## ALLEMAGNE : SOLAIRE EN HAUSSE

La surface de capteurs thermiques destinés au chauffage des maisons est en hausse constante en Allemagne. De 50 000 m<sup>2</sup> installés en 1978, on est passé à 200 000 m<sup>2</sup> en 1984, 375 000 m<sup>2</sup> en 1990 et 900 000 m<sup>2</sup> en 1994. Cette envolée des installations est liée à la politique du gouvernement qui accorde une aide financière pour payer le surcoût de l'installation dans les habitations neuves. A titre de comparaison, il s'est installé 18 000 m<sup>2</sup> de capteurs en France en 1995, soit 50 fois moins. Merci EDF. (source : Systèmes solaires, novembre 1996)

## FONDATION ÉNERGIES POUR LE MONDE

Plusieurs d'entre vous nous ont demandé ce qu'était cette fondation qui fait de la publicité sur les enveloppes EDF. Cette fondation

est une antenne d'EDF-GDF qui sert à prospecter de nouveaux marchés dans le Sud. Comme ces pays n'ont pas les moyens d'avoir du nucléaire, on leur propose des énergies renouvelables... et comme elles n'ont toujours pas les moyens, on se propose de faire une collecte dans le Nord. De plus, ici, ça améliore l'image de marque d'EDF qui en a bien besoin. Le drôle, c'est de lire sur l'enveloppe : *"Electricité de France et Gaz de France exportent ce savoir-faire dans le monde entier"*. Le savoir-faire d'EDF, c'est que quand il faut faire des éoliennes ou des capteurs solaires dans des endroits où

le nucléaire n'a pas sa place, ça marche (Dom-Tom), mais par contre quand c'est pour faire du solaire (exemple : Lycée d'Ambérieu) ou des éoliennes (exemple : Ouessant) là où ça gêne le nucléaire, là, d'un seul coup, bizarrement, ça ne marche pas.

## AVEYRON : LYCEE CHAUFFÉ AU BOIS

D'un côté six agriculteurs ayant acheté ensemble une déchiqueteuse pour broyer les produits du débroussaillage, de l'autre un lycée agricole géré depuis 1992 par les communes autour de Rignac. Profitant des aides européennes et de la région (35 % + 15 % de subventions), le lycée choisit une chaudière au bois et passe un contrat de fourniture avec les agriculteurs qui se retrouvent ainsi avec une valorisation de copeaux de bois dont ils ne savaient que faire. Si la chaudière initiale a coûté le double à l'installation qu'une installation au fuel

(ramené au même prix par le jeu des subventions), le fonctionnement ensuite à partir de copeaux de bois récupérés permet de notables économies financières au lycée... mais permet également une rémunération pour le débroussaillage (de l'ordre de 30 000 F par an). Il existe actuellement une vingtaine de chaufferies bois dans le seul département de l'Aveyron et les ressources disponibles sont encore abondantes. (source SOLA-GRO Toulouse)

## DUNKERQUE SOUS LE VENT

La centrale éolienne de Dunkerque (9 éoliennes de 300 kW) est entrée en fonctionnement le 18 novembre dernier, avec pas mal de retard. Sept autres programmes éoliens sont en cours d'étude dans la région Nord-Pas-de-Calais dont celle de centrales au large des plages.

## EOLIENNES : CENTRALES MISES EN ROUTE

**A**ux Pays-Bas, une centrale regroupant 19 éoliennes de 600 kW (soit 11,4 MW de puissance totale) a été inaugurée en bordure de l'IJsselmeer, les pieds dans l'eau, à quelques mètres au large de la digue.

En **Grande-Bretagne**, près de Carno (Pays-de-Galles), une centrale de 56 éoliennes de 600 kW (soit 33,6 MW de puissance totale) a été mise en route fin 96. C'est la 32ème ferme éolienne installée.

En **Allemagne**, il y a déjà plus de 1600 MW d'installés (soit l'équivalent de deux réacteurs nucléaires). Le plus grand parc a été inauguré en octobre 96 à Utgast (Basse-Saxe) et regroupe 41 éoliennes de 600 kW (soit 24,6 MW au total).

Grosso-modo, chacune de ces installations permet d'alimenter une ville de 20 à 25 000 foyers, ce qui semble actuellement la taille optimum.

Le **Canada** a lancé fin 1996 un programme d'aérogénérateurs à grande échelle : 500 MW d'ici 3 ans, 5000 MW d'ici 2010. Ce programme électrique sera complété par l'exportation de 15 000 éoliennes de pompage et la mise en service de 2000 éoliennes individuelles pour des habitations en site isolé.

Selon une étude du Parlement Européen, la **France** est le deuxième pays le plus venté d'Europe après la Grande-Bretagne. Objectif de la France : 35 MW en chantier fin 1997, il ne faudrait surtout pas faire de la concurrence aux réacteurs nucléaires. Merci EDF.





# ENVIRONNEMENT

## USA : AIR PUR

L'Etat de Maryland a décidé, fin 1996, de verbaliser d'une amende de 30 dollars les personnes surprises à fumer en plein air dans certaines rues. Cela concerne-t-il aussi les voitures ?

## PLASTIQUES : ERRATUM

Emporté par notre élan, nous avons écrit, dans le n° de février, p.22, que les plastiques terminent "au mieux" dans un incinérateur... en pensant à tous ceux qui terminent dans la nature. Mais on aurait pu écrire "au pire" car là ils vont donner naissance à des dioxines. Il est bien évident que le "mieux", c'est de demander la suppression des emballages plastiques.

## POLLUTIONS PAR LES NOUVELLES TECHNOLOGIES

Contrairement aux allégations des industriels, les nouvelles technologies de l'information ont une incidence sur l'environnement. Selon une étude de l'Institut de Fribourg-en-Brigau, les fabricants de matériel et de composants ont avancé leur souci de l'environnement principalement pour bénéficier d'aides publiques. Dans la réalité, les déchets électroniques posent des problèmes considérables.

Le télétravail oblige à doubler les infrastructures de bureau.

Le point positif pouvant être la diminution du trafic routier. **René Hamm**

## HAUT-RHIN : DECHETS DANS LA MINE DE POTASSE

Le 5 février, Cyrille Schott, préfet du Haut-Rhin, a donné le feu vert au projet "Stocamine" longtemps bloqué. Annuellement la fosse potassique "Joseph Else" de Wittelsheim accueillera 40 000 tonnes de déchets toxiques français provenant de l'incinération d'ordures, de reliquats de colorations et de métaux lourds... Le tout sera enfermé dans des fûts. Une grande partie était jusqu'alors stockée dans la décharge souterraine Herfa-Neurode en Hesse (Allemagne). La capacité totale des galeries salines s'élève à 320 000 tonnes. Personne ne sait évidemment ce qui se passera en cas d'infiltration d'eau d'ici quelques siècles. Monsieur Schott ne songe évidemment pas au long terme, Traduction de son nom : "cloison étanche". **René Hamm**

## BRETAGNE : QUELLE EAU PURE ?

Une conférence animée par Jean-Claude Pierre, président d'Eaux et Rivières, se tiendra le 7 mars à 20h30 à la salle polyvalente de Chanteloup (Ille-et-Vilaine) sur le thème "l'eau pure en Bretagne". Elle abordera la question des nitrates et des pesticides et leurs effets sur l'environnement et la santé. Renseignements : Association pour le respect de l'environnement et de la santé, mairie de Chanteloup, 35150 Chanteloup.

## PARIS : REPENSER LA RIVE GAUCHE

Pour discuter du réaménagement des quartiers Tolbiac, Austerlitz et Masséna, dans le XIIIème arrondissement, un forum est organisé

## CHASSEURS EN VOIE DE DISPARITION

En une dizaine d'années, le nombre des chasseurs en France est passé de 2 millions à moins de 1,5 million (1 575 000 en 1995, 1 487 000 en 1996). Et l'âge moyen des chasseurs n'incite pas à l'optimisme : l'espèce est menacée !

au siège du Conseil Régional Ile-de-France, 57 rue de Babylone (7ème), le samedi 22 mars avec au programme : de 14 à 16h30, "la cité du XXIème siècle : plus humaine, plus conviviale, plus écologique" animé par des chercheurs et des praticiens de différentes disciplines qui présenteront le rôle des différents types d'espace, d'aménagement, les plans de transport... De 17 à 19h30, "l'intervention des habitants dans le choix des aménagements". Programme complet : Association Tam-Tam, 30 avenue des Gobelins, 75013 Paris, tél : 01 44 83 83 97 Anne Boudou.

## SAINT-ETIENNE : OCIVÉLO

L'association OciVélo a vu le jour en janvier 1996 pour la mise en place d'un réseau de déplacements cyclistes sur l'agglomération stéphanoise. Contact : OciVélo, Maison de la Nature, 4 rue de la Richelandière, 42100 Saint-Etienne, tél : 04 77 41 46 60.

## VALLÉE D'ASPE : EXPULSIONS ?

**L**a trêve hivernale arrivant à son terme, tout laisse penser que les habitants de la Goutte d'Eau vont se faire expulser manu militari. L'ancienne gare, siège de l'opposition à l'autoroute et au tunnel, a été vendue par la SNCF aux communes voisines et Eric Pétetin n'a plus de ball depuis la fin 1996.

Afin d'éviter cela, une mobilisation est en route pour assurer un relais de militants sur place, à partir du 10 mars. Des Hollandais, des Britanniques, des Allemands, des Belges et des Suisses sont déjà annoncés. Plus habitués que les Français à l'organisation de luttes "dures et longues", ils viendront pour transmettre leur savoir... à condition qu'il y ait des Français ! Car, une fois encore, les militants français brillent par leur absence. C'est bien beau de rêver sur ces Britanniques qui vivent dans les arbres et obligent les autoroutes à les contourner (voir Silence n°212/213), mais on pourrait aussi passer à la pratique !

La Goutte d'Eau cherche donc des personnes pouvant rester sur place pendant les "beaux mois", une grande partie de l'alimentation pouvant être assurée sur place en venant dès le début du printemps pour mettre en culture un grand champ abandonné. Un rassemblement est organisé pour Pâques (week-end du 30 mars) avec comme invités les militants de "Droits Devant" qui viendront de Paris pour donner un coup de main.

Contact : La Goutte d'Eau, 64490 Cette-Eygun, tél : 05 59 34 78 83.

La remorque  
**LEGGERO®**  
La remorque la plus populaire en Europe



Documentation et commandes :

**VéloBoutique**

15 rue Dachstein  
F - 67300 Schiltigheim  
Téléphone : 03 88 18 98 04  
Télécopieur : 03 88 83 75 72

# LA FIN DE L'ABERRATION TGV ?

**B**ien que la critique du TGV, dans son principe même (et non la seule contestation du tracé de ses lignes), ait été le fait de trop peu de citoyens, elle a passé la rampe en surfant sur le mouvement social de l'hiver 1995 (voir Silence n°201, février 1996, p.27). Alors, une commission de réflexion sur le devenir de la SNCF a dû reconnaître les coûts exorbitants de l'installation du TGV par rapport à ceux de la mise en service de trains

L'adaptation du réseau existant aux trains pendulaires, elle, ne coûte environ qu'un million de francs par kilomètre pour une ligne en bon état ; ce qui ferait environ un demi milliard de francs pour les quelques 500 kilomètres entre Strasbourg et Paris, soit la bagatelle de soixante fois moins que le coût du TGV !

Il est assez logique qu'un moyen de transport conçu pour, au sol, concurrencer l'avion coûte très cher. Il requiert évidemment une

rigidité d'usage dont l'impact écologique et social pèse bien plus lourd que ne le révèlent les calculs technocratiques.

C'est là un choix qui, entre autres, résulte de la concurrence plus que contre-productive entre des entreprises (SNCF, Air Inter...) nourries par l'énergie des contribuables-citoyens et qui, donc, devaient viser à offrir des services complémentaires. Mais la notion de "service public", ou de bien communautaire, s'est déjà perdue, noyée sous les stratégies de l'argent. Car ce qui importe le plus pour des "décideurs" qui ont à peine conscience qu'il y a de la vie autour d'eux, ce n'est pas de faire quelque chose de logique et d'efficace, c'est de cultiver des prétextes au détournement le plus massif possible de l'argent public.

Si la logique et l'efficacité étaient de mode, nous ne nous encombrerions pas de tous ces personnages uniquement soucieux de schématisations déconnectées du réel ou de voler le bien commun, ni de tunnels sous des mers où voguent des bateaux et sous des cieux où volent des aéronefs, ni d'autoroutes bondées par les flux

*La remise en cause du TGV traduit l'échec des technocrates. Saurons-nous demain prendre en cause la vie dans ses aspects humains et environnementaux pour penser la société autrement ?*

pendulaires (Pendolino italien, X-2000 helvético-suédois de la firme ABB, Talgo pendular espagnol, train canadien Bombardier).

Le prix de construction du kilomètre TGV est en effet, au plus bas, de 35 millions de francs. Il s'est élevé à une moyenne de 51 millions de francs pour le TGV Nord, 60 millions de francs par kilomètre sont envisagés pour un éventuel TGV Est (30 milliards pour le devis actuel). C'est un réseau d'autant plus coûteux qu'il accueille moins de voyageurs et que seuls les TGV peuvent y circuler : même la nuit, quand les voies sont libres, les trains de marchandises ne peuvent les emprunter.

infrastructure des plus lourdes pour gommer les reliefs et trancher à vif dans tous les tissus complexes de la vie ; une infrastructure et une

## ACHETEZ VOS BILLETS DANS LES PETITES GARES

Les technocrates de la SNCF décident de la rentabilité d'une gare en fonction de son chiffre d'affaires. Ainsi, si vous achetez un billet Paris-"Fond de la campagne" à Paris, c'est comptabilisé dans le chiffre d'affaires de Paris. Si vous l'achetez à "Fond de la Campagne", c'est comptabilisé dans cette gare... pour les deux sens. Conclusion : pour sauver les petites gares, achetez vos tickets dans celles-ci. Et sachez que vous pouvez très bien acheter un billet Paris-Bruxelles dans n'importe quelle gare.





**TGV à deux étages : même dans cette formule, le TGV s'avère très coûteux... à cause de son incapacité à utiliser les voies existantes.** (photo SNCF)

tendus de véhicules polluants et dispendieux. Nous aurions peut-être aussi songé à libérer la peau de la Terre et à soulager l'atmosphère et nos porte-monnaie en laissant enfin décoller les beaux, souples, plus sûrs que l'avion et très économiques dirigeables actuels (1).

Si la logique et l'efficacité étaient de mode, la SNCF n'aurait pas abandonné l'étude et les premières applications de la technologie pendulaire dont elle était si fière dans les années 1960. Mais voilà, piqués au vif par les prouesses de l'Aérotrain de la société Bertin, les technocrates ont choisi — seuls pour tous et pour l'avenir — d'enterrer la pendulation et les améliorations conjointes pour mobiliser l'énergie de l'Etat sur la réalisation d'un bolide au ras des pâquerettes (2).

Arrêtons-nous un instant sur cette technologie dédaignée par les élites françaises. Donc, les trains pendulaires se penchent dans les courbes pour compenser la force centrifuge (jusqu'à 8 degrés

d'inclinaison), mais ce n'est pas là la seule caractéristique. Dans les trains classiques et le TGV, la rigidité des boggies (3) interdit aux roues de suivre fidèlement les courbes. Alors, les roues n'étant plus parallèles aux rails — tangentielles à la courbe — elles frottent contre ceux-ci, entraînant une importante perte d'énergie et la création du risque de déraillement. C'est à ce phénomène que les utilisateurs du métro parisien doivent les insupportables bruits de laminage dans les virages. Avec les pendulaires dotés de boggies souples (à "contrôle radial"), les roues suivent le mouvement des rails, d'où d'appréciables économies d'énergie et de matériels, la réduction du risque de déraillement et un gain de 40 % de vitesse dans les courbes.

La souplesse des trains pendulaires permet leur adaptation à tous les réseaux existants. A l'opposé du TGV qui n'est autre qu'un outil technocratique, produit rigide d'une pensée rigide, au service de la politique de déstructura-

tion d'un authentique bien communautaire, comme il nous en a été arraché tant, les pendulaires peuvent s'adapter aux paysages et à tous ceux qui les habitent, aux implantations humaines, à la vie des utilisateurs du train et à la santé des budgets publics.

Reprise dans les cercles technocratiques soudain touchés par la grâce, illustrée par l'alliance de GEC-Alsthom avec Bombardier, détenteur de la technologie pendulaire, pour conquérir les Etats-Unis (Silence n°204, mai 1996, page 15), la critique confidentielle du TGV a triomphé avec l'annonce par Anne-Marie Idrac, secrétaire d'Etat aux Transports, de la refonte des programmes TGV au profit des trains pendulaires (Silence n°210, novembre 1996, page 18).

La réaction des amateurs d'anticipations simplistes, comme il s'en faisait tant au début des années soixante, et de ceux qui engloutissent de colossaux profits au détriment de tout le monde en recouvrant de béton les paysages et

(1) C'était au début des années 1980. Sous peu — 1987 au plus tard — devait être créée une ligne régulière de dirigeables, probablement lenticulaires, entre Londres et Paris. Il y avait encore d'autres projets bientôt réalisés disait-on. Puis le projet napoléonien de tunnel sous la Manche a été exhumé, puis les premiers TGV ont commencé à rouler... et on n'a plus jamais entendu parler de dirigeables en Europe.

(2) "Les coulisses du TGV : l'aérotrain" par Julien Blain, *Connaissance du Rail* n°132, 133, 134, février, mars et avril 1992. L'aérotrain dont, soit dit en passant, la réalisation serait bien moins onéreuse et bien moins traumatisante pour les écosystèmes et les communautés sociales que les lignes TGV puisqu'il est porté par un rail suspendu comme on le voit encore au nord d'Orléans.

(3) Les roues sont fixes sur des axes parallèles.

## FIN DU TRAIN EN VALLEE D'ASPE

Pro-tunnel et anti-tunnel étaient au moins d'accord sur quelque chose : la réouverture de la ligne de chemin de fer Pau-Canfranc. Mais, Bernard Pons a tranché en disant que cela coûterait trop cher.

Nous avons publié une étude de Bulle Bleue dans notre numéro 174 montrant tout l'intérêt de la restauration de cette ligne et son utilisation par des trains pendulaires de type Talgo pour les voyageurs, et par des trains de marchandises. La remise en état de la voie du côté français est estimée par la SNCF à moins de 500 millions de francs.

Il est vrai qu'il ne faudrait pas que la SNCF manque de sous pour le très contesté TGV-Est qui lui coûtera au moins 30 milliards.

la vie n'a guère tardé. C'est le Ministère de l'Équipement (sic), Bernard Pons et également — c'est plus inattendu, vu ses choix éclairés pour la circulation urbaine — Catherine Trautman, maire de Strasbourg, bientôt suivis par le Premier Ministre, qui ont mené la contre-offensive. A l'heure où les mêmes prétendent justifier la fermeture de 6000 kilomètres de lignes sous prétexte qu'elles sont un peu "déficitaires" (4), voici qu'ils remettent en selle le projet de TGV Est dont les 30 milliards de francs au minimum ne devraient connaître qu'un taux de rentabilité de 3 % (15 % pour Paris-Lyon, 10 % pour le TGV-Atlantique, ce qui est déjà insuffisant bien qu'il s'agisse des maximums obtenus en forçant les voyageurs à prendre le TGV). Et dans la foulée, on nous annonce un nouveau TGV entre La Défense, Rouen et Caen !

Stimulant la pression pour un transport élitare destructeur de paysages et de vie sociale, des élus alsaciens et autres osent encore vanter la concurrence que ferait le TGV à l'avion et à l'automobile.

### ERRATA

Dans l'article "Palestine-Israël", l'heure de vérité", du n°212-213, p.54, 2ème col., un nom écorché : il fallait lire Maxime Rodinson ; p.55, 3ème col., Mordecai Goor ; p.58, 1ère col., 4 lignes du bas : 1944 (et non 1994), p.60, note : 1200 personnes au km2 soit 10 fois la densité de la population française.

nomiser du-temps actif, aucun bolide ne rivalisera jamais avec un confortable train de nuit. Et souvenons-nous de la réflexion d'Ivan Illich dans "Énergie et équité" :

*"L'utilité marginale d'une augmentation de vitesse, accessible à un petit nombre de gens, a pour prix la croissante désutilité de la vitesse pour la majorité (...) Il se crée une hiérarchie des destinations accessibles selon la vitesse qu'on est susceptible d'atteindre et chaque catégorie de destination définit une classe correspondante d'usagers (...) En outre, chaque nouveau réseau a pour effet la dégradation des réseaux de moindre vitesse" et "chaque dépassement d'un seuil de vitesse augmente d'autant la fraction du temps social dévolue au déplacement".*

Ce sont les piétons, les chevaux, les cyclistes, les tramways chassés par l'automobile de la majeure partie des espaces communautaires. Ce sont les petits trains pourtant bien pratiques puis les lignes "secondaires" sacrifiées pour les bolides étrangers aux vies et aux biotopes dont les premiers étaient familiers. Ce sont les dirigeables et les péniches sabotés par les camions amis des bétonneurs, pour des gouffres à kérosène plus lourds que l'air, mais aussi plus lourds que la résistance des finances publiques et celle de la santé de la planète. C'est le voyage et la rupture avec l'ordinaire, c'est la découverte, la rencontre qui nous changent, supprimés par l'idéologie du "déplacement".

Fragilisés par la révélation de leurs incompétence et de leurs turpitudes, technocrates et politiciens voient s'affaïsser le piédestal qui les rendait inaccessibles. Du coup, certains semblent moins insensibles à la critique et à ce qui se passe dans le monde des vivants. Comme d'autres exemples récents, le début de la remise en cause du TGV en témoigne. Sachons faire monter la pression de l'action citoyenne.

**Alain-Claude GALTIE**

Duplicité ? Réelle incompétence ? Voilà belle lurette que le système TGV, du fait des prix, d'un confort internationalement remarqué et des contraintes invraisemblables qu'il crée pour des parcours hier faciles, pousse vers la voiture individuelle et le co-voiturage des fidèles du train. Quant à la concurrence faite à l'avion... Après les prix cassés sur les lignes régulières qui, déjà, rendaient le transport le plus énergivore attrayant par rapport au train, voici l'heure des navettes aériennes accessibles toutes les demi-heures sans réservation et à des prix plus qu'intéressants par rapport à ceux du TGV. Gageons qu'avec une navette aérienne Paris-Strasbourg (avion et, mieux encore, dirigeable) le taux de rentabilité de la ligne TGV projetée tombera à moins que rien.

Mais, au fait, pourquoi ces élus soudain si soucieux de concurrencer l'avion et l'autoroute tolèrent-ils et, même, votent-ils la transfusion permanente de l'argent public à l'automobile, au transport routier et aux autoroutes, c'est-à-dire aux industriels et aux financiers les plus nuisibles (5) ? Et pourquoi ces élus du peuple se soucient-ils tant des grands pôles de la technocratie et de la spéculation, et des liaisons entre eux ? Ne devraient-ils pas plutôt lutter contre la déstructuration générale provoquée par ce modèle macroéconomique de "développement" qui ignore les hommes et leurs écosystèmes ?

Par dessus tout, songeons que, particulièrement sur les longues distances, si l'on veut éco-

(4) En l'occurrence, le "déficit" est de 1,3 milliard de francs pour l'ensemble des lignes régionales : ce qui doit être relativisé au service indispensable rendu aux individus, aux familles, aux entreprises et aux collectivités — tous et toutes contribuables —, et non être considéré du seul point de vue du bilan interne de la SNCF (voir Alternatives Économiques n°133, janvier 1996). Comment ne pas rapprocher aussi ces 30 milliards qu'il semble si important de jeter dans la poche des bétonneurs et le passif de moitié inférieur qui justifierait le don pur et simple de tout le potentiel de Thomson à un spéculateur mondialiste, assorti d'une enveloppe de 11 milliards ?

(5) Coût de la bagnole : au moins six fois supérieur à ce que paie son propriétaire... et encore, sans compter les inestimables coûts dus à la déstructuration de l'habitat et à l'augmentation des distances physiques et relationnelles entraînée par l'usage de l'automobile. Estimation officielle française du seul coût des pollutions dues à la route : 20 milliards de francs par an.



## PETITES PHRASES

*"Je traite avec bonté ceux qui ont la bonté ; je traite avec bonté ceux qui sont sans bonté. Et ainsi gagne la bonté"* Lao Tseu

## ONU : POUR UN DÉSARMEMENT NUCLEAIRE GÉNÉRAL

Rappelant l'avis du 8 juillet 1996 de la Cour de justice internationale sur la légalité des armes nucléaires et en vertu de l'article 6 du traité de non-prolifération nucléaire de septembre 1996, un certain nombre de pays (Colombie, Costa Rica, Fidji, Ghana, Iles Marshall, Iles Salomon, Indonésie, Iran, Libye, Lesotho, Malawi, Malaisie, Mali, Mexique, Mongolie, Birmanie, Namibie, Niger, Philippines, Samoa, Uruguay, Vietnam, Zimbabwe) ont demandé à l'ONU, le 29 octobre dernier, que s'engagent des négociations pour obtenir l'interdiction de mise au point, de production, de détention, de menace ou d'emploi des armes nucléaires.

## POUR L'ABOLITION DES ARMES NUCLEAIRES

*"Les armes nucléaires sont fondamentalement dangereuses, extraordinairement coûteuses, militairement inefficaces et moralement indéfendables"* a déclaré le Général Lee Butler (le Monde du 8 décembre 1996). Ce général a été dans l'armée US pendant 37 ans. Il a fini sa carrière comme commandant des forces stratégiques de l'armée de l'air de 1991 à 1994, c'est-à-dire qu'il avait la responsabilité de l'ensemble des armes nucléaires et possédait une clé de tir à l'égal du président des USA. Le 5 décembre, il a rendu public un appel signé par 60 amiraux et généraux américains en faveur de l'abolition totale des armes nucléaires.

## MEXIQUE : INTERVENTION DES USA

Les stratèges de l'armée appellent cela "guerre de faible intensité". Il s'agit, dans un conflit avec une fraction de la population civile, de faire intervenir l'armée en douceur pour priver les révoltés de tout moyen de survie. C'est ce qui se passe en ce moment au Chiapas : les affrontements entre Indiens et l'armée mexicaine sont rares, par contre tous les accès à cette région montagneuse sont contrôlés et progressivement la famine s'installe. 60 000 militaires et des centaines de blindés bloquent ainsi les accès. Selon un rapport du Centre national pour la démocratie, la liberté et la justice, basé au Texas, cet encerclement coûte extrêmement cher et n'est possible que par le soutien versé par les USA.

Le gouvernement Clinton a promis de fournir 73 hélicoptères d'une valeur de plus d'un milliard de francs, un crédit de cinq millions de francs pour la formation des troupes, et encore 50 millions de francs pour financer l'encadrement des opérations.

Sans cette aide, le gouvernement mexicain, en faillite sur le plan international, ne pourrait faire face à la révolte du Chiapas.

Contact : National Center for Democracy, Liberty and Justice, 601 N. Cotton Street, #A 103, El Paso, Texas, 79902 USA, tél/fax : 1 915 532 8382. (source : The Ecologist, septembre 96)

## OBJECTEURS : ANNÉE RECORD

Il y a eu 14 610 objecteurs de conscience affectés en 1996 soit une hausse de 40 % par rapport à 1995 et un doublement depuis 1993. Cette hausse record sera sans doute la dernière puisque le service n'est plus obligatoire pour les plus jeunes appelés depuis le 1er janvier 1997 et que par ailleurs, le gouvernement demande aux associations qui intègrent de nouveaux objecteurs de financer cet accueil à hauteur de 1700 F... ce qui provoque actuellement un conflit général (voir Silence n°214).

## L'ARMÉE A L'ÉCOLE

En 1982, les ministres de la Défense et de l'Éducation signaient un protocole qui allait prendre leur nom : le protocole Hernu-Savary. Celui-ci autorisait l'armée à venir faire des interventions "éducatives" dans les écoles. Si cela officialisait certaines pratiques (soirées "carrières" dans les lycées par exemple) et permettait d'envoyer des bidasses pour remplacer les "pions", cela ne prenait heureusement pas une trop grande importance, les syndicats enseignants étant assez vigilants. L'Union Pacifiste aimait alors une campagne pour l'abrogation de ce protocole, une campagne remise au goût du jour avec l'annonce de la fin du service militaire. En effet, pour faire une armée de métier, il faut convaincre des jeunes que cela peut être un métier et les généraux se sont vite souvenus de l'existence de ce protocole pour commencer à prospecter dans les lycées.

Ainsi à Lyon, au lycée Edouard-Branly, un lycée professionnel qui accueille plutôt des élèves "difficiles", sous l'égide d'un élu (Gérard Mottet, universitaire), d'un inspecteur pédagogique (Michel Pierrot) et d'un colonel Florimont, le protocole a donné naissance depuis la rentrée à une classe préparatoire pour l'entrée dans la marine. Comme cela ne suffit pas, des journées sur les "carrières" de l'armée ont été organisées le 23 janvier dernier.

L'Union Pacifiste a décidé de mener une nouvelle campagne d'information auprès des enseignants pour leur expliquer que la formation des jeunes est du ressort de l'éducation nationale et pas de l'armée et pour leur demander d'intervenir chaque fois que l'armée essaie d'entrer, par un biais ou par un autre, dans un établissement scolaire.

Contact : Union Pacifiste, BP 196, 75624 Paris cédex 13, tél : 01 45 86 08 75.



## REFUS DU RENDEZ-VOUS CITOYEN

Plusieurs associations antimilitaristes (MOC, COT-Albi, APOC, RIRE, Union Pacifiste...) lancent un mouvement de refus du "Rendez-vous citoyen". Elles estiment que l'armée n'a rien à voir avec une quelconque forme de "citoyenneté" et que le "rendez-vous cito-

yen" n'est qu'un moyen de recrutement détourné pour l'armée, particulièrement coûteux (3 à 5 milliards par an selon les prévisions du gouvernement). Elles souhaitent que les organisations politiques et syndicales se prononcent sur ce fait et qu'un collectif soit mis en place pour demander sa suppression.

Contact : Union Pacifiste, BP196, 75624 Paris cédex 13.



## PETITES PHRASES

"Les jeunes s'imaginent volontiers que les choses peuvent changer rapidement par de brusques révolutions. Non. Les transformations se font avec lenteur et par conséquent il faut y travailler avec d'autant plus de conscience, de patience et de dévouement. Dans la hâte d'une révolution immédiate, on s'expose par réaction à désespérer quand on constate l'emprise des préjugés absurdes et l'action des passions mauvaises. Mais l'homme conscient ne désespère point : il voit le développement des lois de l'histoire et les changements graduels de la société. Et s'il ne peut agir sur l'ensemble du monde que d'une façon infinitésimale, du moins peut-il agir sur soi-même,

travailler à se dégager personnellement de toutes les idées préconçues ou imposées et grouper peu à peu autour de soi des amis vivants et agissant de la même façon. C'est de proche en proche, par petites sociétés aimantes et intelligentes que se constituera la grande société fraternelle". Elysée Reclus (1830-1905).

## ELEMENTS POUR UNE ECOLOGIE POLITIQUE

Dans le numéro de janvier, nous avons publié un article d'Henry Chevallier, extrait du livre "Elements pour une écologie politique". L'auteur nous signale que son livre est disponible chez l'éditeur au prix franco de port de 30 F : Ende Doman, 32400 Fustérouau.

## CHIAPAS : CASSETTE VIDÉO

"Canal 6 de Julio" est un réseau alternatif mexicain de contre-information indépendant du pouvoir. Celui-ci a réalisé une cassette de cinquante minutes intitulée "La Otra Guerra" sur ce qui se passe au Chiapas. Cette cassette a été traduite en français et est disponible contre 55 F (chèque à l'ordre de Poing Vire Gule) auprès de : Comité Chiapas de Lille, c/o Poing Vire Gule, BP 1024, 59011 Lille cédex.

## MANIFESTATION POUR LE TIBET

Une manifestation pour le Tibet se tiendra le 9 mars à Genève, devant le siège de l'ONU. A cette occasion un drapeau de 1000 m2 sera déployé et de nombreuses animations culturelles seront proposées. Des départs groupés ont lieu d'un peu partout. Renseignements :

- France-Tibet, 48 quai Gallo, 92100 Billancourt, tél : 01 46 04 86 91.
- Lion des Neiges, 19 grande rue de la Croix-Rousse, 69004 Lyon, tél : 04 72 00 03 36.
- Départ en car de Lyon : Agir ensemble pour les Droits de l'Homme, tél : 04 72 44 24 99.

## CLUB RENE DUMONT

A l'initiative de Jacques Robin (Transversales), Susan George (écrivain), Dominique Voynet (Verts), Isabelle Durand (Ecolo), Charlotte Paquet (écrivain), s'est constitué le Club René Dumont. Lieu permanent d'échanges, de réflexions, de propositions pour le développement soutenable, il lance un appel à contributions autour du thème de la sécurité alimentaire. Pour en savoir plus : Club René Dumont, 107 avenue Parmentier, 75011 Paris.

## PSYCHANALYSE ET ANARCHISME

Si la psychanalyse en tant que telle a suscité de manière significative des réactions violentes et s'est trouvée plus d'une fois assimilée à l'anarchie, elle tend aujourd'hui à devenir un élément constitutif de l'idéologie libérale. Comment cette évolution a-t-elle pu se faire, c'est à quoi essaie de répondre le dossier publié par la revue Alternative Libertaire en février 1997. Numéro disponible contre 20 FF ou 100 FB (chèque à l'ordre de Noël Roger) auprès de Alternative Libertaire, 2 rue de l'Inquisition, B 1000 Bruxelles.

## ANNONCES

### EMPLOIS OFFRES

- **Erratum** : concernant l'annonce sur les emplois en Guyane du mois de février, France-Amazone nous signale que l'association spécialisée sur la question est plutôt Solidarité Guyane, 26 rue du Me Ferraut, 94150 Rungis.
- Boulanger de Village sur RN75 cherche repreneur. Clientèle pour pain au levain et farine bio. Fond et murs libres en juin 1998. Four à bois, magasin, logement. Ecrire à : Boulangerie de la Faurie, 05140 La Faurie, tél : 04 92 58 00 05.
- **Réf 215.02**. Pour couple âgé vivant isolé en montagne (06) 1060 m d'altitude, neige l'hiver, 3/4 d'heure de marche, nous recherchons couple sérieux, motivé, appréciant la solitude pour aide au quotidien : bois, jardinage, ménage, courses, travaux d'entretien (plomberie, maçonnerie, électricité solaire, canal d'irrigation). Offrons logement indépendant, jardin et salaire à définir. Ecrire à Silence qui transmettra.

### EMPLOI - DEMANDE

- Pour pouvoir rester dans ma région, je cherche du travail de secrétariat (frappe, mise en page, décodage de cassettes, impression laser...). Tarifs compétitifs et dégressifs. Etude toute proposition. Bernadette Andrieux, 20 rue de la Gare, 23150 Lavaux-les-Mines, tél : 05 55 62 49 87.

### OBJECTEUR

- Le bureau éducation à l'environnement de la ligue pour la protection des oiseaux (LPO) de Lorraine, Hameau de gîtes, zone de loisirs, 57400 Sarrebourg, tél : 03 87 03 27 83, propose un poste d'objecteur pour animer auprès des jeunes, assurer la coordination avec les adhérents lors de campagnes de protection d'oiseaux et participer à la gestion courante.
- Le CIEPAD, carrefour international d'échanges de pratiques alternatives de développement, Le Trilol, 34380 Viols-le-Fort, tél : 04 67 55 07 97 cherche un objecteur pour travail de secrétariat (téléphone, courrier), envoi de livres, participation à la "Lettre d'Info du Ciepad". Expérience en secrétariat, informa-

tique (sur PC, Word, Excel) et travail en équipe souhaitée. Intérêt pour l'agriculture Bio. Poste à pourvoir début mai. Envoyer CV et lettre de motivation.
- Le CEIPAL, centre d'études et d'échanges internationaux paysans et d'actions locales, 8 quai Maréchal Joffre, 69002 Lyon, tél : 04 78 37 95 07, cherche un objecteur, formation en économie internationale, capacité de synthèse, d'initiatives et d'organisation, capacités relationnelles, connaissance du milieu agricole appréciée, pour réaliser le périodique de l'association, animer des groupes locaux d'agriculteurs, suivre le secteur "sensibilisation aux rapports Nord-Sud".

### RECHERCHE

- **215-1** Je cherche une personne ou un couple ayant des connaissances en agriculture et souhaitant travailler un an et plus sur petite ferme bio (maraîchage serre et plein champs, aviculture) en semi-autarcie. Projet associatif souhaité. Région Sud-Ouest. Ecrire à Silence qui transmettra.
- En vue de réalisation d'un mémoire, je cherche des articles

concernant la naissance à domicile et sur les maisons de naissance. Merci de me contacter : T. Larboullat, Château Sentout, 33550 Tabanac.
- Toulouse-Est (Lanta, Caraman, Revel) : si vous êtes intéressés pour la création d'un SEL dans cette région, veuillez contacter Jean-Claude Aiglehoux, "L'Espérance", 31570 Vallesvilles, tél : 05 61 83 97 37.
- Nancy : lecteur de Silence, j'aimerais rencontrer des lecteurs habitant dans la région de Nancy pour échanges de point de vue, constitution d'une association si convergence. Tél entre 18 h et 20 h au 03 83 98 55 79.

Les annonces de Silence sont gratuites pour les offres d'emplois et pour les postes d'objecteurs. Pour les autres rubriques, elles sont réservées aux abonnés : joindre un bandeau d'expédition ou un chèque correspondant à un abonnement. Pour passer une annonce domiciliée au journal, joindre en plus, un chèque de 30 F. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe lîbrée, écrire au crayon le numéro de l'annonce sur l'enveloppe puis glisser le tout dans une autre enveloppe que vous envoyez à Silence. Silence se réserve le droit de ne pas publier des annonces qui lui déplaisent.

**L'** accord électoral entre le PS et les Verts pour les élections législatives de 1998 est en continuelle évolution... et donc d'appauvrissement. Voici une analyse à partir du texte du 24 janvier.

Celui-ci présente en préambule un triple "sentiment" : la nécessité de "s'attaquer à la logique du libéralisme économique", qu'il existe une population prête à "transformer notre société dans le sens d'un développement durable" et qu'une "alternance électorale ne saurait suffire : il faut une alternative politique". Les sentiments, ça ne coûte pas cher. Le terme "développement durable" comme la différence fondamentale entre les écologistes et la gauche : la lutte des premiers contre le productivisme des seconds.

Le premier chapitre consacré à l'économie et au social se fixe pour lutter contre le chômage "la réduction massive, rapide et générale du temps de travail par une loi-cadre sur les 35 heures, sans diminution de salaires" et l'ouverture de négociations pour "les 32 heures et la semaine de quatre jours à mi-législation". En 1981, le PS avait déjà promis les 35 heures, on les attend toujours. "Redistribuer les richesses (...) les cotisations employeurs seront assises sur l'ensemble des richesses produites et non plus sur le seul travail". Pendant les dix ans de gouvernement socialiste, les inégalités sociales n'ont fait que s'accroître, sauf pendant le premier gouvernement (Maurouy). On retrouve la mise en avant d'un "tiers-secteur" (voir critique du livre de Lipietz dans le numéro 214). Le PS a placé son inévitable "augmentation globale du pouvoir d'achat", alors que les écologistes prônaient généralement une augmentation de la qualité de la vie, ce qui est fort différent. Enfin, "renforcer les services publics par une mobilisation budgétaire importante pour l'école, la santé, la justice, la ville". On se demande bien ce que la ville fait dans les services publics ! Pour nous la campagne, productrice de notre alimentation nous semble bien plus fondamentale ! Quand aux autres secteurs, il faudrait débattre longtemps sur la

## ACCORD VERTS-SOCIALISTES

notion de service public et du niveau auquel doit se situer ce service public (pourquoi au niveau de l'Etat ?).

Le deuxième chapitre est consacré à l'environnement et au territoire. Il commence par "réorienter la politique énergétique en restaurant un moratoire sur la construction de réacteurs nucléaires jusqu'en 2010, tout en augmentant fortement les crédits pour les économies d'énergie et les énergies renouvelables. Cette politique passe notamment par la fermeture de Superphénix, l'arrêt du retraitement à la Hague et de la fabrication du MOX, la réversibilité du stockage des déchets nucléaires (...) Le vote d'une loi sur l'énergie aura lieu au plus tard en 2005". Le PS semble d'accord pour arrêter Superphénix (comme une bonne partie de la droite également). Par contre la formulation de la Hague est déjà plus suspecte : le PS n'a aucune volonté de rompre les contrats avec l'étranger... La Hague risque donc de changer de nom comme Superphénix qui est devenu un laboratoire. L'arrêt du MOX serait une très grande victoire. Depuis cet accord, au sein du PS, ces deux derniers points sont déjà remis en cause (La Hague et le Mox). Par contre le moratoire jusqu'en 2010 ne coûte pas grand chose dans sa formulation : même si on commençait à construire une centrale maintenant (au Carnet par exemple), le chantier durerait 12 ans... ce qui porte à 2010. Hasard ? Rien sur la mise en route de Civaux. La dernière phrase sur la loi-énergie est grotesque : les députés ne sont élus que jusqu'en 2003 ! On risque fort d'avoir un arrêt symbolique (Plogoff en 1981, Superphénix en 1998) et rien d'autres. En 1981, un moratoire avait bien été institué pendant 6 mois, puis le programme nucléaire a repris de plus belle, une fois le gouvernement socialiste devenu "raisonnable".

"Donner la priorité aux transports collectifs par le développement du service public du rail (...) Réviser le schéma autoroutier en abandonnant l'A39/A48/A51, l'axe E7, la A24 et le

viaduc de Millau (...) Abandon du projet de canal Rhin-Rhône". Le canal Rhin-Rhône va peut-être être mis en sommeil (comme en 1981 !) mais ses promoteurs attendront des jours meilleurs. L'axe E7, c'est la vallée d'Aspe. Là-aussi, des ténors du PS sont déjà montés au créneau pour remettre en cause ce point. Pendant les 14 ans de présidence Mitterrand, la SNCF ne s'est pas redéveloppée et la fuite en avant du TGV s'est poursuivie. Rien ici sur ce TGV.

"Convertir l'agriculture productiviste et polluante en une agriculture extensive de qualité, respectueuse de l'environnement, garantissant un revenu décent aux paysans. Il est urgent de reconnaître la diversité syndicale agricole". Rien sur la bio. Pendant les dix ans de gouvernements socialistes, les petits paysans ont disparus aussi vite que le reste du temps.

"La loi sur les déchets sera réorientée en limitant la part de l'incinération à 50 % en 2005, puis en baissant progressivement, tout en incitant à la réduction des déchets, à la source, à la collecte sélective et au recyclage". Rappelons que 50 % en 2005, c'est plus qu'aujourd'hui (42 %). Et que les incinérateurs sont des pompes à finances pour les partis politiques.

Le chapitre suivant sur la démocratie et la citoyenneté est remarquable de la dérive des Verts : la démocratie, cela se gère entre élus : 4 paragraphes pour définir les droits des élus minoritaires (les Verts bien sûr !) et donc pour assurer leur survie... contre un seul paragraphe pour les citoyens ! Ce dernier propose : "une nouvelle législation se substituera aux lois Pasqua en réinstaurant le droit de vivre en famille, le droit d'asile et le droit du sol" (...) "perspective du droit de vote des immigrés aux élections locales" (les perspectives, ça ne coûte pas cher !) et le reste est essentiellement des déclarations d'intention sans rien de précis : être plus humain et moins répressif. Pas un mot sur les femmes. Le référendum d'initiative locale a également disparu : les élus ne

veulent pas risquer d'avoir des comptes à rendre à leur base entre deux élections. La proportionnelle passe aux oubliettes.

Le dernier chapitre porte sur l'international. Nouveau reniement : les Verts renoncent à une Europe des régions pour "construire enfin une fédération entre les Etats européens". S'ils sont pour mettre du social dans le fonctionnement européen, ils n'y pas plus de remise en cause de Maastricht que de la monnaie unique. Ils proposent au niveau européen un "moratoire sur l'utilisation des organismes génétiquement modifiés". Mais pas d'interdiction : les firmes peuvent attendre six mois. Côté armée, on se prononce bien comme objectif "de réduire les armements et d'éliminer les armes de destruction massive" mais les moyens seront discutés ultérieurement... Pas un mot sur la non-violence et les alternatives de défense, ni au niveau international ni au niveau français. Aucune remise en cause de la politique néocolonialiste en Afrique : on va continuer à "aider au développement" ! La France peut continuer à produire des armes, probablement pour assurer le maintien du pouvoir d'achat dans les arsenaux.

En conclusion, un beau catalogue d'intentions qui ressemble aux 101 propositions de François Mitterrand en mai 1981. Pour les jeunes lecteurs, rappelons qu'à cette époque une partie des écologistes (principalement autour de la revue *Le Sauvage*, financée par le PS et où se trouvait Brice Lalonde) avaient cru aux promesses des socialistes et avaient fait campagne pour la "gauche". Les plus radicaux avaient renâclé. Après le reniement de la gauche au pouvoir, ces derniers réorganisaient le mouvement. Ce qui devait conduire en 1984 à la naissance des Verts. 14 ans après, la boucle est bouclée.

Tant qu'un débat n'aura pas lieu pour étudier comment éviter que la structuration politique ne devienne un marche-pied pour ceux (et parfois celles) qui veulent faire carrière, il n'y aura pas de mouvement écologiste "durable".

Michel Bernard

## VACCIN CONTRE L'HÉPATITE B

# L'IMPOSSIBLE SCANDALE

**S**ans pouvoir prouver le lien de cause à effets entre le vaccin et l'apparition de scléroses en plaques, de diabètes, de lupus, etc, les "coïncidences" entre celui-ci et ces effets secondaires sont pour le moins troublantes. Elles devraient imposer la prudence.

C'est la raison pour laquelle, *L'Impatient* demande depuis cinq mois un moratoire pour la vaccination des nourrissons et des

Dans leur communiqué de presse du 13 décembre dernier, ils reconnaissent "106 effets démyélinisants (dont 69 cas de sclérose en plaques)... pour 17,5 millions de vaccinés". Autant dire - dans l'esprit des instances officielles - une quantité parfaitement négligeable de "victimes", et somme toute un solde "sanitaire" positif !

Comme le souligne Régis Pluchet qui enquête pour *L'Impatient* depuis le début de cette nou-

C'est sur les chiffres les plus alarmants que certains se basent pour montrer que le bénéfice de la vaccination est positif ! Mais que fait-on des maladies provoquées par la vaccination ? Est-ce que cela passe par les profits et pertes du vaccin ?

Dans la série "ça n'arrive qu'aux autres", c'est presque quotidiennement que *L'Impatient* reçoit des témoignages montrant que les effets secondaires ne se limitent pas à ces 106 cas, ni aux seuls effets démyélinisants...

### Un réseau très efficace

Si *L'Impatient* fut le premier à soulever cette question c'est d'abord grâce à un réseau d'informateurs exceptionnel. Des médecins et des patients, beaucoup de personnes travaillant dans les milieux médicaux. Et qui ont commencé à s'interroger dès que l'obligation vaccinale contre l'hépatite B fut imposée aux personnels de santé, en 1991. "Aussitôt *L'Impatient* recevait des lettres d'abonnés ou de lecteurs posant des questions", observe la revue. Puis ce furent les premiers témoignages qui éveillèrent l'attention du spécialiste de ces questions, le journaliste Régis Pluchet. Dès novembre 1993, le mensuel publiait ses articles alertant les lecteurs sur les effets du vaccin. Puis ce fut une enquête décisive en mars 1995 où il révélait combien la vaccination des nourrissons et des collégiens est aberrante. Enfin, son hors-série sur les vaccinations : "Guide des vaccinations, faut-il vacciner?" faisait un point très clair sur chaque vaccin (intérêts, avantages, inconvénients, etc), et sur celui contre l'hépatite B.

### Comme le Sida

L'hépatite B se propage comme le Sida, par les rapports sexuels et le sang. Or l'argument qui prévaut encore aujourd'hui pour inciter les jeunes et les ados à se faire vacciner est sa transmission par la salive. Ce qui n'est nullement prouvé ! Dans une émission récente, le professeur de santé

*"L'impossible scandale", c'est le titre du dernier éditorial de L'Impatient - Alternative Santé, à propos du vaccin contre l'hépatite B. Depuis octobre, ce mensuel de défense du consommateur de soins médicaux, bien connu pour son indépendance, présente chaque mois de nouveaux témoignages de victimes du vaccin. Soit à ce jour 47 cas publiés... sans compter les autres.*

jeunes (voir sa pétition dans ses derniers numéros). Il n'est d'ailleurs pas seul : plus de 250 médecins ont signé un appel pour que l'on suspende cette vaccination et que l'on enquête pour en savoir plus.

### Se rassurer à bon compte

Or, pour l'instant, le Ministère de la santé et l'Agence du médicament se veulent rassurants.

velle "affaire", "*L'hépatite B toucherait entre 30 000 et 100 000 personnes par an avec une possibilité d'évolution vers la chronicité dans environ 10% des cas. Parmi ces derniers, certains pourraient évoluer vers une cirrhose ou un cancer (de 10% à 30%)... Mais ces chiffres sont à diviser par deux ou trois si l'on s'en tient aux cas réellement recensés par le Réseau national des maladies transmissibles*".

publique, Jacques Drucker reconnaissait qu'il faudrait se mordre au sang, lors d'un baiser, pour risquer de se transmettre ainsi le virus... De fait c'est un argument marketing pour faire peur aux parents, aux enfants et aux responsables des collèges.

A ce propos on ne peut qu'être étonné de la façon dont la vaccination a été gérée par les Académies. Selon que l'on soit d'ici ou là, les collégiens et surtout leurs parents n'ont pas bénéficié des mêmes informations concernant notamment les contre-indications (voir le numéro de décembre 1996 de *L'Impatient*). Et ils ont été laissés dans l'ignorance des effets secondaires.

Nous recevons de nombreux appels. Le témoignage des parents est bouleversant. Ce sont des enfants de douze ans qui se retrouvent paralysés à la suite de la vaccination, d'autres plus âgés dont les études sont interrompues, une maman dont le fils de vingt ans a perdu un œil...

Sur quoi se fonde ce journal pour appuyer ses dires et alerter le public ? Sur les sources les plus officielles. "Il suffit de consulter le Vidal, gros livre rouge que chaque médecin possède pour y lire à la fois les contre-indications et les effets secondaires indésirables. Ceux-ci, faut-il le souligner sont passés de quelques lignes en 1990, à 34 en 1996"... Les laboratoires SKB, l'un des principaux fabricants du vaccin avec Pasteur Mérieux ont, les premiers, demandé en 1994 d'allonger très sensiblement la liste des effets secondaires indésirables...

Régis Pluchet, suite à la lecture des revues scientifiques étrangères observe: "Il y a aussi tous les effets concernant l'apparition de maladies auto-immunes, des diabètes, les lupus, qui ne sont pas signalés dans le Vidal". Il souligne notamment qu'une étude néo-zélandaise "a révélé que les cas de diabète insulino-dépendant ont augmenté de 60% chez les jeunes de moins de vingt ans à la suite des campagnes de vaccination contre l'hépatite B".

Ce qui est surprenant comme le souligne la revue profes-

sionnelle *Prescrire*, qui s'adresse aux pharmaciens et médecins, c'est qu'aucune étude épidémiologique n'ait été entreprise à la suite de cette vaccination massive. Comme si le fait que le vaccin soit fabriqué par génie génétique était une garantie d'innocuité. L'idéologie selon laquelle la vaccin est toujours un plus fonctionne à plein.

Faut-il pour autant s'inquiéter? Etre vigilant, certainement. Exiger d'en savoir plus. Reconnaître qu'il y a des problèmes, aussi. Mais, on ne peut avancer aucun pourcentage de victimes, ni dans un sens ni dans l'autre. Nous demandons que l'on fasse le nécessaire pour y voir clair. Je souligne dans mon dernier édito que le Dr Alain Aufrère, directeur médical des laboratoires SKB a récemment déclaré "En l'état actuel, on ne peut pas inquiéter la population, ni la rassurer complètement"... Ce qui n'est pas totalement tranquilisant !

Ce qui surprend encore c'est à nouveau le silence, pour ne pas dire le retard ou la désinformation d'une certaine presse, des quotidiens, des hebdomadaires. Qui avant *L'Impatient* et Eric Giacometti dans *VSD* en novembre dernier, a abordé la question des victimes du vaccin ? Celui-ci jouit-il d'un a priori d'autant plus favorable que ses fabricants accordent de pleines pages de publicité à certains médias ?... De là à penser que *L'Impatient* peut se permettre de soulever certaines "affaires" parce qu'il ne dépend pas, lui, de la publicité...

Rappelons que ce mensuel qui a traversé de grandes difficultés il y a quelques années est tenu à bout de bras par une équipe de journalistes soucieux d'une information parfaitement indépendante des modes et des idéologies. C'est cela sa force.

Sans *L'Impatient* bien des familles, des infirmières, des enfants, des mères, confrontés aux problèmes des effets secondaires du vaccin contre l'hépatite B seraient bien seuls face à la toute puissance des labos.

**Pierre DHOMBRE**

Directeur et rédacteur en chef de *L'Impatient-Alternative Santé*

## Quelques repères

- Une association des victimes du vaccin contre l'hépatite B vient de se créer : *le REVAHB, réseau vaccin hépatite B, 9 rue Corentin-Ollier, 93360 Neuilly-Plaisance.*

- Les numéros de *Impatient-Alternative Santé* qui parlent du vaccin :

Le hors-série N° 11 : "Guide des Vaccins, Faut-il vacciner ?" (86 pages, 45 F + 5,10F de port).



Les numéros sur les témoignages : Octobre 96, novembre 96, décembre 96, janvier 97, février 97, (32 F par numéro + 2,60F de port)



Adresser vos commandes avec votre chèque à *L'Impatient*, 9 rue Saunier, 75009 Paris.



## FEMMES

### SUISSE : FEMINISME ICI, LIBERATION LA-BAS

Au sein de la théologie de la libération qui s'est développée en Amérique Latine, des femmes ont découvert une nouvelle lecture des Ecritures saintes qui se traduit par des démarches féministes. Le Centre le Louverain, organise en présence de deux théologiens, un stage du 21 au 23 mars sur les rapports entre la théologie et le féminisme ici et là-bas. Programme complet : *Le Louverain, 2206 Les Geneveys-sur-Coffrane, tél : 032 857 16 66.*

### FEMMES ET MILITARISATION

Les femmes sont déjà concernées par la militarisation de la société : en vertu des Ordonnances de 1959, elles sont mobilisables dans les services civils en temps de crise. Elles sont aussi concernées dans différents métiers de plus en plus en contact avec l'armée (l'éducation par exemple). Elles sont déjà concernées par les sévices des militaires (et les célèbres BMC, bordel militaire de campagne, qui accompagnent les bataillons en campagne). Le nouveau "Rendez-vous citoyen" qui entrera en vigueur pour elles en 2001, les place directement face à la question de la militarisation de la société.

C'est pourquoi le RIRE, réseau d'information aux réfractaires, lance un appel à contribution pour la publication d'articles sur le sujet des femmes et de l'antimilitarisme, avec comme objectif de définir ce que devront être demain les "objectrices".

Pour participer au débat : *RIRE, 33 rue Coutellerie, 13002 Marseille, tél : 04 91 56 52 19.*

### POUR VERONIQUE AKOBE

Marie-Victoire Louis, présidente de l'association contre les violences faites aux femmes au travail (AVFT) est passée en procès pour avoir publié un article dans le Monde du 8 mars 1996 où elle présentait le cas de Véronique Akobé, cette jeune femme violente par ses employeurs à Nice et qui avait fini par en tuer un (voir n° de Silence précédents). Elle été accusée de diffamation envers Jacques Peyrat, ancien avocat de Véronique Akobé, ancien chef de file du FN, actuel maire de Nice, pour avoir écrit que Véronique Akobé n'avait pas été "réellement défendue" par son avocat. Ce dernier avait réfuté à l'époque l'hypothèse des viols répétés sous-entendant que la jeune femme avait dû être plus ou moins être consentante : "Nous sommes dans le domaine inconnu du psychisme" disait-il à l'époque.

Le 26 novembre Marie-Victoire Louis et le Monde ont été condamnés à verser 15 000 F d'amende à Jacques Peyrat estimant qu'il y avait bien diffamation. Une condamnation qui n'a pas attristé la présidente de l'AVFT qui constate que "c'est une réhabilitation totale de Véronique Akobé. Plus personne aujourd'hui ne nie le viol".

Marie-Victoire Louis et Le Monde ont fait appel.

Contact : AVFT, 71 rue Saint Jacques, 75005 Paris, tél : 01 45 84 24 24.

### PARIS : POUR LES DROITS DES FEMMES

Le collectif national pour le droit des femmes prépare des assises nationales, mixtes, pour le week-end du 15 et 16 mars à Paris. 156 orga-

## MERES ET PAUVRETÉ

Un rapport réalisé pour l'Assemblée nationale, rendu public le 15 janvier dernier, montre que dans le cas des familles monoparentales (13 % des familles, à 90 % des mères), la pauvreté s'accroît sans cesse. 17 % d'entre elles vivent aujourd'hui au-dessous du seuil de pauvreté (2500 F par mois). 55 % des familles allocataires du RMI sont monoparentales. Et la situation s'aggrave. Alors qu'entre 1985 et 1995, les couples avec 2 enfants voyaient leur revenu moyen augmenter de 9 %, ceux avec 1 enfant de 17 %, ceux avec 3 enfants de 21 %, les autres familles de +6 %, le niveau de revenu des familles monoparentales n'augmentait que de 2 %. Conséquence, dans cette catégorie, le nombre d'enfants pauvres augmente pendant cette période de 68 % contre 22 % pour les couples avec 2 enfants, 14 % pour les couples avec un enfant et que ce nombre baisse pour les familles avec 3 enfants de 26 % et de 4 % pour les autres familles (sans enfant ou plus de 3 enfants).

Dans le cas où l'origine de ces familles monoparentales est le divorce, seules 30 % des pensions alimentaires sont réellement versées.

Quand les femmes seules sont salariées, leur revenu reste faible : une sur quatre gagne moins de 5500 F et en moyenne, elle gagne 25 % de moins que les mères en couple.

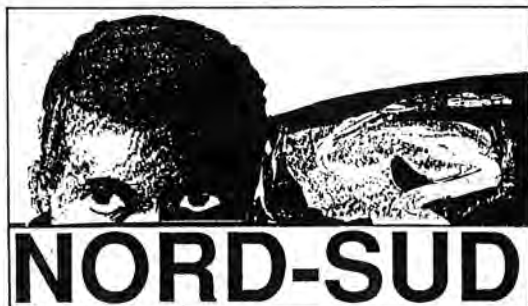
L'étude, qui fait le tour de l'Europe, montre que la situation est à peu près semblable dans les autres pays, le record revenant à la Grande-Bretagne (19 % de familles monoparentales dont 60 % en dessous du seuil de pauvreté). C'est dans les pays du Sud (Espagne et Italie) que les femmes seules (moins nombreuses) ont moins de difficultés.



nisations soutiennent l'initiative. Au programme : la précarité, les violences, les choix de vie (maternité, sexualité), l'emploi et le travail, les femmes dans la vie publique, la politique familiale, citoyenneté-laïcité et ordre moral, international. L'objectif de ces assises est

de faire circuler l'information au sein des organisations associées et de dégager des axes de luttes. Programme complet, tracts, affiches : *Collectif national pour les droits des femmes, c/o CADAC, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris, tél : 01 43 56 36 48.*





## ROBERT JAULIN

Robert Jaulin ethnologue, est décédé le 21 novembre dernier. Avec Alexandre Grotendieck, Pierre Samuel et Claude Chevalley, il était parmi les fondateurs de la revue post-soixante huitarde "Survivre et vivre" qui développait les thèses les plus radicales de l'écologie. Sur les traces de Claude Lévi-Strauss, il prônait le respect des différences et refusait de hiérarchiser les sociétés. Il prônait le Pluriel partout. Son livre "La paix blanche : introduction à l'ethnocide" (10/18) lui vaudra une certaine renommée de même que son enseignement pirate de l'ethnologie dans les locaux de la faculté de Jussieu à Paris. Pourfendant l'ethnologie coloniale, cet enseignement donnera naissance à

toute une lignée d'ethnologues contestataires et à deux ouvrages collectifs : "De l'ethnocide" (10/18) et "le livre blanc de l'ethnocide aux Amériques" (Fayard). Son enseignement officialisé lui permettra d'être le lieu de soutien à de nombreuses luttes indiennes. Il a dénoncé les méfaits du tourisme comme facteur des ethnocides. Son dernier ouvrage : "L'univers des totalitarismes, essai d'ethnologie du non-être" est paru en décembre 1995 aux Ed Louis Talmart. Il prônait le "retour des tribus" et souhaitait voir se multiplier à l'infini les Etats jusqu'à ce qu'ils atteignent la taille communautaire. Il prônait la fête, la convivialité, la chaleur, l'accueil, les échanges pour le plaisir, les caresses, le troc, la réciprocité, etc...

## CROISSANCE : NUMERO 400

La revue "Croissance" vient de sortir son 400ème numéro. Née en 1961 dans le giron de la Vie Catholique, sous le titre "Croissance des Jeunes Nations", elle a su devenir le lien entre les acteurs du "développement". Elle compte aujourd'hui environ 25 000 abonnés dans une centaine de pays. Ce terme de "développement" de plus en plus sujet à critiques est au centre d'un débat organisé par la revue pour marquer ce numéro. Rony Brauman, René Dumont, Ignacy Sachs, René Vallette et Gilbert Rist se penchent sur ce concept. Citons Rony Brauman, ex-président de Médecins sans Frontière, "la notion de développement contient implicitement un fond raciste parce qu'elle postule une sorte d'inégalité fondamentale. D'un côté des sociétés qui seraient plus ou moins le modèle de l'accomplissement. De l'autre, des sociétés qui seraient dans une sorte d'enfance de leur propre existence et dont il leur faut sortir. (...) Le développement et son corollaire, l'aide au développement, apparaissent comme un marché partagé par les ONG, les institutions internationales et des experts qui n'ont d'autres justifications qu'eux-mêmes". Selon Gilbert Rist, anthropologue de l'IUED de Genève, "le développement célébré par les déclarations les plus solennelles n'existera jamais, parce que la croissance infinie qu'il présuppose est impossible. Ce constat est également valable pour le processus de la globalisation. Dans toute compétition, même lorsqu'elle est ouverte à tous, les gagnants ne peuvent éviter que leur réussite crée simultanément des perdants. La course est toujours éliminatoire". Le numéro : 32 F à commander à : Croissance, 163 Bd Malesherbes, 75859 Paris cedex 17.



## DE L'ETHIQUE SUR L'ETIQUETTE

La Fédération Artisans du Monde et Agir Ici ont lancé depuis 1995 trois campagnes successives "Libère tes fringues" (Silence 194 et 198) puis "Soyez sport" (Silence 205) puis "De l'éthique sur l'étiquette" (Silence 209). Ces campagnes successives ont toutes le même axe : faire cesser les conditions de travail déplorables dans les usines délocalisées dans le Sud. Plus de 100 000 personnes ont déjà participé à ces campagnes en France, campagnes également relayées dans de nombreux autres pays.

Cela a provoqué des réactions de plusieurs entreprises. Nike-France a indiqué avoir mis en place un "code de conduite" mais la lecture de celui-ci montre qu'il laisse ouvert la porte à toutes les dérives. Nike refuse l'idée d'un contrôle indépendant et transparent. Adidas se dédouane en disant cyniquement qu'ils n'ont pas de relation juridique ou financière avec leurs sous-traitants ! De nombreuses entreprises font la sourde oreille : Auchan, Continent, Courir, Puma, Asics, Converse, Hi-tec, LA Gear, New Balance, Leclerc... Reebok et C&A ont accepté le dialogue mais leur centre de décision est à l'étranger. Décathlon, La Redoute et André se sont déclarés sensibles mais n'ont pas été plus loin. Enfin, Carrefour et Camaïeu ont accepté d'ouvrir

des discussions pour mettre en place un code de conduite.

A l'étranger, GAP, une chaîne de magasins nord-américaine a conclu un accord avec le Comité national des travailleurs et deux églises pour mettre fin aux mauvaises conditions de travail des salariés produisant ses vêtements au Salvador. Un comité de surveillance indépendant composé de représentants d'organisations non-gouvernementales locales et de défense des droits de l'Homme a été mis en place.

En Suisse, l'entreprise agro-alimentaire Del Monte qui gère les magasins Migros a passé dès 1992 un accord pour mettre en place un code de conduite destiné à améliorer les conditions de travail de sous-traitants aux Philippines. En 1994, s'est constituée une commission de contrôle avec des ONG philippines pour contrôler le respect de ce code de conduite.

La campagne se poursuit actuellement en France en ciblant plus particulièrement Décathlon, La Redoute et André. Des cartes postales sont disponibles à envoyer à ces firmes d'ici le 1er juin 1997. On peut obtenir ces cartes et du matériel d'information auprès du Collectif "Libère tes fringues", c/o Fédération Artisans du Monde, 4 rue Franklin, 93200 Saint-Denis, Tél : 01 42 43 16 57.

## RWANDA : DES MAISONS DE PAIX

Alfred Bour, prêtre militant au mouvement international de la réconciliation (MIR) vit à Butaré au Rwanda depuis octobre 1995. Avec Modeste Mungwararéba, un autre prêtre, et Laurien Ntezimana, ils essaient de mettre en place des "Maisons de paix" avec le soutien de l'église, pour favoriser la reprise du dialogue entre les belligérants et développer des méthodes non-violentes de résolution des conflits.

Pour financer ce réseau, le MIR cherche des personnes prêtes à faire un virement bancaire automatique de 50 F par mois (il faut 70 personnes pour commencer le projet).

Renseignements : MIR c/o Jean-Louis Valatx, 30 rue du professeur J. Nicolas, 69008 Lyon.

GUYANE

# 3 MILLIONS D'HECTARES MENACÉS

**L**es associations en lutte contre l'emplacement actuel du projet de Parc naturel en Guyane ont vivement réagi à l'encadré paru dans notre numéro de décembre "Le WWF reconnaît le droit des peuples indigènes". En effet, ce n'est pas le

demandé que ce parc soit mis en place au nord du pays afin qu'il serve de zone tampon entre les terres indiennes plus au sud et les zones occidentalisées du littoral au nord. Mais cela empêcherait de nombreuses activités économiques : l'ONF souhaite disposer

ques Fretey, intitulé "Stratégie du WWF pour la Guyane française" (daté de février 1993) où il esquisait des cartes du projet de Parc National très encourageantes... mais ensuite, on assiste à une dérive progressive pour arriver en mars 1996 à une carte co-signée WWF, FNE (France-Nature-Environnement), et LPO (Ligue pour la protection des oiseaux)... qui s'aligne sur les positions officielles.

Pour le moment, le gouvernement français n'a pas tranché et Corinne Lepage, ministre de l'Environnement, a seulement signé des décrets pour la création de deux réserves : 1000 km<sup>2</sup> à la réserve des Nouragues, 760 km<sup>2</sup> pour les Monts de la Trinité, à côté du lac du barrage de Petit Saut (370 km<sup>2</sup>) : ceci s'appelle des mesures compensatoires. On protège pour pouvoir détruire à côté. Cela fait donc 1760 km<sup>2</sup> protégé alors que la zone nord, non habitée, fait environ 50 000 km<sup>2</sup>.

*Le projet de parc naturel en Guyane masque un autre projet : celui de l'ONF qui veut détruire 3 millions d'hectares de forêts tropicales... avec le soutien douteux de certaines organisations écologistes.*

## La politique du "tout en"

Le fond du problème est la question du "développement". Un parc naturel au Nord bloquerait de fait tout "développement" à partir du littoral... mais permettrait de fouter une paix royale aux peuples autochtones du Sud. Un projet au Sud, laisse ouverte la porte au "développement" et provoquerait une "dysneylandisation" des peuples de la forêt, ceux-ci se retrouvant dans un parc "rentabilisé" par le tourisme. Pour préparer l'invasion touristique, les services de l'Etat distribuent de l'argent pour favoriser la création de pistes d'aviation dans les villages, officiellement destinées au "désenclavement".

Le gouvernement développe alors la politique du "tout en". En effet, pour justifier ces choix, à chaque argument utilitariste, elle précise bien "tout en respectant les peuples", "tout en préservant la nature", etc... Cette politique du "tout en" rejoint les discours sur les enquêtes d'utilité publique en métropole : on veut bien discuter des aménagements

cas en Guyane où le WWF-France soutient le projet gouvernemental de création d'un parc naturel... conçu pour permettre en fait l'exploitation par l'ONF de la seule forêt tropicale française.

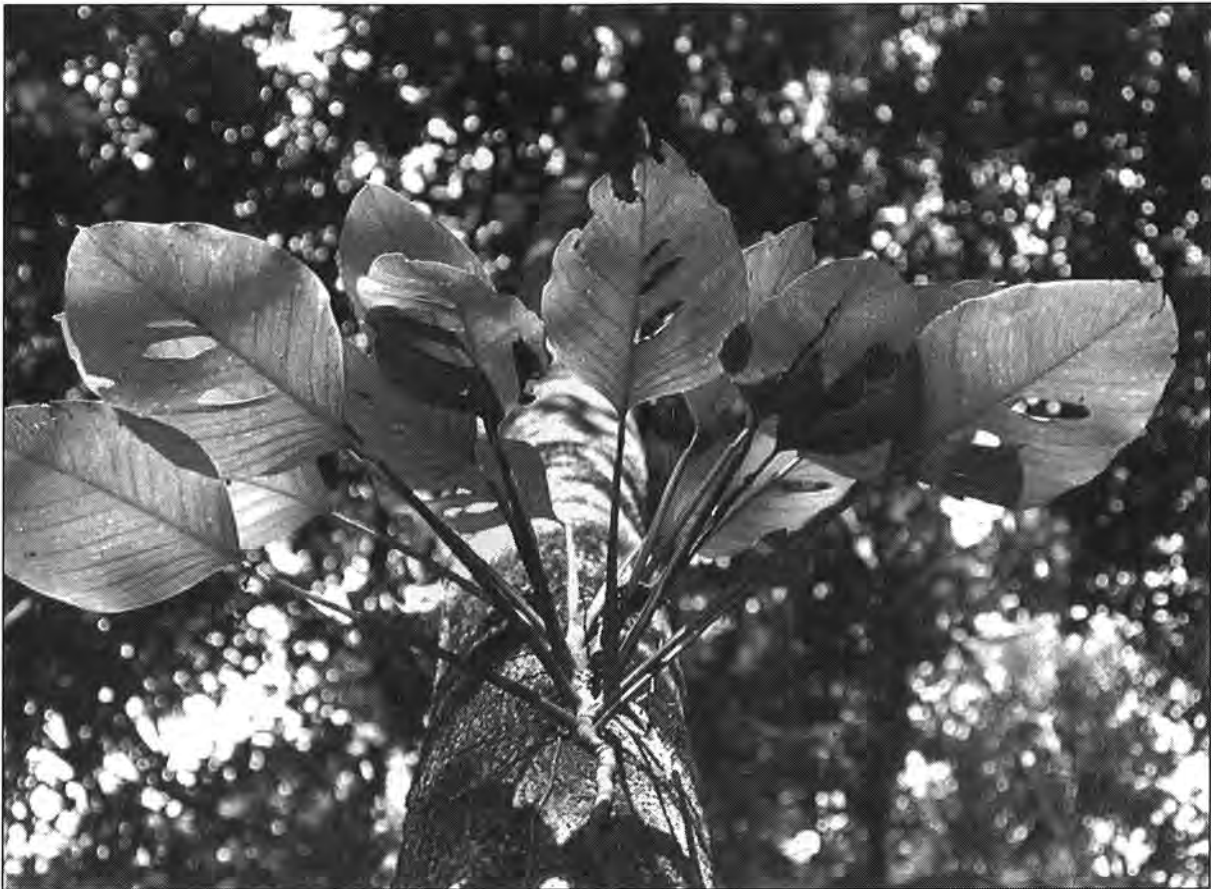
L'astuce des technocrates est sans limites ! Au départ, ce sont les ethnologues et les protecteurs de la nature qui ont demandé la création de ce parc. Mais aujourd'hui, le projet a tellement changé qu'il risque de se traduire par la destruction de la forêt tropicale et par l'ethnocide des peuples indiens du sud du pays.

De nombreux scientifiques (Ramade, Pelt, Hallé...) ont

d'une bande exploitable de 30 000 km<sup>2</sup> (ou 3 millions d'hectares) pour pouvoir y exploiter le bois ; de nombreuses sociétés aimeraient y ouvrir des mines ; enfin, il existe des projets de construction de barrages hydro-électriques par EDF pour alimenter en électricité les villes du littoral qui pourraient très bien s'alimenter en solaire sans empiéter sur la forêt.

## Négociations douteuses des associations

A l'origine, le WWF, fonds mondial pour la nature, avait élaboré un rapport signé de Jac-



*La Guyane fera-t-elle les frais de la dérive financière des grandes organisations environnementales ?*

mais sans jamais remettre en cause le projet.

Il semble bien que le WWF, FNE et la LPO, fortement dépendants des subventions de l'Etat, aient choisi le "développement" (pas du tout durable) contre les "droits des peuples indigènes". Ce sont ainsi les 7/9ème de la forêt guyanaise qui pourront être pillés loin des regards des militants de ces associations. Le WWF écrit dans un rapport de septembre 1995 que ce projet de parc "peut constituer un des meilleurs exemples d'intégration des communautés indigènes". Intégrer à quoi ? A notre modèle de "développement" ? Comme nous l'écrit Thierry Sallantin : "Intégrer les Indiens, c'est le meilleur moyen de les désintégrer !"

#### **La demande de territoires autonomes**

Si le WWF-France, la FNE et la LPO veulent écouter les peuples indigènes, ils doivent prendre en compte la demande

faite par les Amérindiens lors de la visite de Jacques Chirac le 20 juin 1996 : la demande d'un territoire autonome dans le respect du droit international (convention 169 de l'OIT).

Le WWF-France est en total désaccord avec le WWF-International lequel a rédigé en mai 1996 une déclaration en 32 principes donnant sa position sur "les peuples autochtones et la conservation" : celle-ci fait référence 6 fois à cette convention de l'OIT que la France n'a jamais ratifiée.

Différentes associations essaient de faire entendre la voix des peuples autochtones. Il serait temps que les WWF, FNE et autres LPO arrêtent de se prostituer auprès de l'Etat et cessent de crédibiliser le pillage de la seule forêt tropicale française.

**Francis VERGIER**

Contacts positifs :

• **France-Amazonie**

3 impasse de Normandie,  
31700 Blagnac.

• **Survival International**

45 rue Faubourg du temple,  
75010 Paris.

• **ICRA**

236 avenue Victor Hugo,  
94120 Fontenay sous Bois.

• **Thierry Sallantin**

BP 6020,  
97306 Cayenne cédex.

• **Eric Navet**

Université des sciences humaines,  
Institut d'Ethnologie,  
22 rue Descartes,  
67084 Strasbourg cédex.

• **Francis Hallé**

Institut de Botanique,  
163 rue A. Broussonnet,  
34000 Montpellier.

Contacts négatifs :

• **WWF France**

151 Boulevard de la Reine,  
78000 Versailles.

• **FNE**

57 rue Cuvier,  
75005 Paris

• **LPO**

La Corderie Royale,  
rue Jean Baptiste Audebert,  
17300 Rochefort.



# LIVRES

## NO PASARAN !

de Patsy  
Ed. Monde Libertaire/  
Alternative libertaire  
1996 - 80 p. - 30 F

Voici le premier volume de ce qui devrait constituer une collection de romans policiers situés dans la mouvance anarchiste. Ici, l'histoire se passe à Nantes. Ça se lit sans problèmes, même si l'intrigue n'a rien de bien extraordinaire. Le polar, comme bien souvent, sert de prétexte à des digressions sur une ambiance particulière : ici la vie sans relief de deux RMIistes alcooliques qui retrouvent des couleurs quand des skins commencent à se faire flinguer dans la ville. Le milieu anar ainsi décrit apparaît comme bien "noir" mais dans le sens du désespoir. FV.



## FEMMES REBELLES

**Naissance d'un nouveau roman africain au féminin**  
d'Odile Cazenave  
Ed. L'Harmattan  
1996 - 350 p. - 180 F

Depuis une dizaine d'années, paraissent de plus en plus de romans écrits par des femmes africaines. Ce livre s'interroge sur les thèmes abordés dans ces livres, sur ce que cela représente

dans la société (une révolte contre l'ordre établi ?) et sur la liaison possible entre écriture féminine et féminisme. Si l'auteur de cette étude fait bien ressortir les thèmes récurrents, l'explication de textes a le défaut de nous plonger un peu trop dans les romans cités et, finalement, de nous en faire perdre l'intérêt de les lire, tellement les extraits sont nombreux. Si l'auteur fait ressortir les grandes lignes communes : le rôle de la narratrice étrangère au groupe, le thème de la prostitution, de la folie, de la sexualité, de la famille... le trop faible nombre de romans étudiés (une vingtaine) rend aussi l'analyse imprécise. Pourquoi ne pas aller découvrir les auteurs directement par vous mêmes. FV.

## POUR UNE POLITIQUE DE L'AVENIR HUMAIN

Essais sur la socialisation de René Macaire  
Ed. L'Harmattan  
1996 - 414 p.

René Macaire, décédé en 1993, a animé pendant de longues années les Réseaux Espérance. Parmi les idées fortes de René Macaire, la mutance qui passe par une révolution non-violente. Mais de quelle mutance s'agit-il ? La première moitié du livre est une longue présentation des arguments de Marx, Freud, Lévy-Strauss, Edgar Morin... sur la "socialisation". C'est loin d'être simple. Profondément chrétien, il va se servir de ces longues explorations pour en arriver à dénoncer "la soif de jouir" qui pour lui est du même ordre que le mythe de l'énergie illimitée à travers la fusion nucléaire ou la centralisation de type totalitaire. Cette forme d'"écologie" serait incompatible avec la non-violence. La contraception en favorisant l'érotisme (égo-

centrique) au détriment de l'amour (altruiste), serait ainsi à proscrire. Et où retrouve-t-on cette "soif de jouir" ? Chez les marxistes et les athées. Les écologistes qui en sont issus seraient donc dans l'erreur. Une non-violence chrétienne qui affiche son manque de tolérance. MB.

## L'ART DE CÉLINE ET SON TEMPS

de Michel Bounan  
Ed. Allia  
1997 - 112 p. - 40 F

*"La bonne question n'est pas de savoir comment un libertaire en vient à s'acquiescer avec des nazis mais pourquoi ce genre de personnage croit bon de se déguiser en libertaire".*

A partir de l'exemple de Céline, dans les années 30-40, en remontant au début du siècle avec l'escroquerie de la découverte des *Protocoles des Sages de Sion*, en finissant — pour l'instant — par le révisionnisme, Michel Bounan dissèque le fonctionnement de la société capitaliste, qui crée et alimente la rumeur de complots ourdis par des *méchants* pour cacher sa rage destructrice de ne survivre que pour elle-même.

On nous a expliqué que la crise économique de l'entre-deux guerres était due aux Juifs — et non pas au système militaro-industriel —, on nous a expliqué que la catastrophe de Tchernobyl était due aux Russes — et non pas au système nucléaro-industriel —, on nous explique maintenant que la misère est due aux immigrés ainsi qu'aux gouvernements des pays d'où ils viennent — et non pas à la société de consommation qui en fait des esclaves —.

A garder en permanence dans sa poche, un petit pamphlet clé pour aider à déchiffrer le marasme politique actuel. **Perline.**

## LA GESTION DES DECHETS

de Philippe Pichat  
Ed. Flammarion / Dominos  
1995 - 124 p. - 39 F

Voici un petit livre concis et facile et lire sur les déchets. Reconnaissons à l'auteur de répéter à de nombreuses reprises dans cet ouvrage

que le premier moyen de gérer les déchets, c'est d'éviter d'en produire et également d'insister sur le rôle de chacun, à son niveau personnel ou professionnel. A côté de cela, on critiquera le côté très productiviste du texte.

Qu'on en juge : *"Les arbres des forêts ne peuvent grandir rapidement qu'à la condition que les broussailles soient éliminées" (...)* *"leur faible rentabilité ne permet pas une gestion satisfaisante de ces déchets"* (p.40). Désolé, mais pour nous, les broussailles, ce sont d'abord les lieux d'habitation d'une multitude d'animaux et de plantes et ce ne sont certainement pas des déchets.

Autre critique : l'auteur ne connaît manifestement pas le dossier des déchets radioactifs et il s'est contenté de reprendre les arguments officiels. Ainsi, le combustible usagé *"est retraité en France pour fournir ultérieurement à nouveau de l'énergie électrique"* (p.50) : exit le problème des déchets, bonjour les publicités de la COGEMA.

Il affirme dans la même page qu'il y a un seuil pour les doses de radioactivité, chose que plus personne de sérieux n'ose écrire. De même les stockages de déchets ne nécessiteraient que 3 siècles de surveillance (p.53)... avec du plutonium dont la période de vie est de 24 400 ans, ça va être dur !

De la page 57 à la page 63, c'est la chanson des industriels : si les gens sont méfiants contre les installations de traitement des déchets, c'est parce qu'ils sont mal informés. Il nous présente p.86 la transformation génétique des plantes comme un moyen pour diminuer les traitements phytosanitaires polluants ! Curieuse vision (en fait, il s'agit d'adapter les plantes à certains traitements, ce qui rend le marché captif pour le fabricant du traitement qui vous vendra aussi la plante).

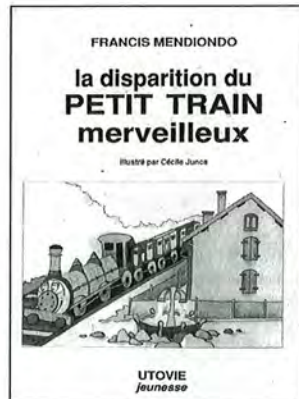
Page 91, on nous affirme que le principe du pollueur-payeur est universellement admis : certainement pas par les écologistes ! On ne saura rien sur les produits volatils qui sortent des différentes usines. Bref, c'est trop beau pour être vrai. MB.

## ENFANTS

### LA DISPARITION DU PETIT TRAIN MERVEILLEUX

de Francis Mendiondo  
Ed. Utovie, 40320 Bats  
1996 - 24 p. - 36 F

Voici un livre fort intelligent qui décrit ce qu'était un voyage dans un train merveilleux : celui qui, partant de Pau, remontait la vallée d'Aspe pour rejoindre de l'autre côté du col du Somport, la gare espagnole de Canfranc. L'histoire est complétée par un historique de la ligne et rappelle que les Espagnols espéraient que cet axe ferroviaire devienne une grande ligne. Au moment où la lutte contre l'autoroute dans la vallée d'Aspe est plus que



jamais d'actualité, un livre qui tombe fort à propos. MB.

### N'HESITE PAS A LE DIRE

d'Oralée Wachter  
Ed. Utovie, 40320 Bats  
1996 - 32 p. - 36 F

Prévenir les affaires de pédophilie ou d'incestes, ce

n'est pas chose facile. Ce livre pour enfant raconte quatre histoires d'enfants dont on essaie d'abuser et montre comment le fait d'en parler à un adulte permet de se libérer de la menace. Un livre à laisser traîner à la portée de toutes les mains. FV.



## Le livre du mois

### NOUS QUI DÉSIRONS SANS FIN

de Raoul Vaneigem  
Ed. Cherche midi  
1996 - 159 p. - 98 F

**S**e plonger dans un ouvrage de Vaneigem est un plaisir sans cesse renouvelé. La lecture de cette nouvelle publication le confirme. L'auteur, fidèle à ses précédents livres, dénonce d'abord le totalitarisme morbide de la société marchande. Cette dictature "ne prive pas les peuples de ses libertés, elle prive seulement la liberté de sa substance vivante". L'économie libérale écrase tout ce qui est vivant, ce qui est conscient. De plus elle exerce un chantage permanent entraînant la survie des êtres plutôt que leur épanouissement.

On nous fait croire que seule la rentabilité, au service de laquelle s'agrippe une bureaucratie parasitaire, est possible aujourd'hui. C'est exactement ce que refuse l'auteur tout au long de ces pages. Après avoir exposé le mécanisme destructeur du système économique en place, il lance un appel sous forme de thèses et de brèves analyses. C'est un appel au plaisir qui "ne s'accommode ni de

l'argent, ni d'un maître, ni de quelque drogue que ce soit, religieuse ou chimique." Il souhaite que l'homme renonce à l'économie d'exploitation pour enfin vivre et reprendre confiance en lui. Bien sûr, cela demande de la volonté, mais c'est à ses yeux la seule façon de ne plus subir, ne plus survivre, mais vivre.

Sans pour autant donner de recettes, il lance des pistes pour qu'enfin l'homme se reconstruise, s'autonomise, utilise les immenses espaces de vie, de création, de désir qui sont ancrés en lui. "Tu

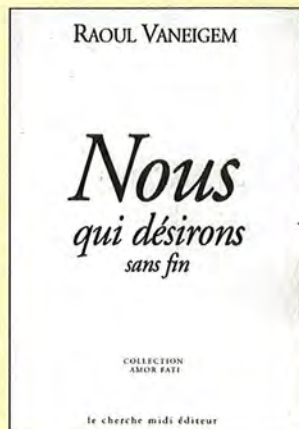
peux tout parce que tu ne dois rien" s'exclame-t-il comme pour entonner un hymne à la vie, à la connaissance, à l'émerveillement, à la beauté, mais aussi à la simplicité.

C'est à l'avènement d'un monde hédoniste, basé sur l'alliance et la solidarité plutôt que sur l'oppression et la domination, l'avènement d'une ère de la qualité, de la célébration de la valeur d'usage et des désirs, au détriment de la valeur d'échange, que Vaneigem croit.

Ces arguments sont très convaincants. Alors, même si cet essai peut paraître théorique, si le discours semble intellectuel, l'auteur ne prétend pas élaborer un programme électoral, il ne cherche pas non plus, tel un gourou, à prêcher une vérité. Son exhortation s'adresse à chacun pour qu'il prenne en main sa propre destinée, pour qu'il souhaite changer sa propre existence.

"Sois ce que tu désires et deviens ce que tu es" harangue-t-il. C'est cette utopie, ce monde à visage humain en gestation qu'il faut construire, et vite.

Ce livre est une bouffée d'oxygène et d'espoir dans la fourmière littéraire et philosophique actuelle, où le vide des idées transparentes à chaque page. Fondamental. MJ.



## NOUS AVONS EGALEMENT REÇU

### LA MONDIALISATION FINANCIERE

François Chesnais et coll.  
Ed. Syros  
1996 - 300 p. - 160 F

Les auteurs, économistes, présentent les responsables des échanges financiers (pas seulement les banques) et posent une question centrale : cette prospérité financière n'est-elle pas directement liée à la récession mondiale. N'assiste-t-on pas à une confiscation des richesses sur une grande échelle ? C'est parfois un peu ardu, mais c'est plein de chiffres significatifs. Cela montre comment, dans de nombreux cas de revers financiers, ce ne sont pas les investisseurs qui paient, mais les contribuables (ou les souscripteurs). Par contre, aucune solution n'est avancée.

### ACCIDENTS INDUSTRIELS : LE COUT DU SILENCE

de Michel Llorcy  
Ed. L'Harmattan  
1996 - 370 p. - 190 F

Spécialiste des analyses de risque, l'auteur, ancien salarié d'EDF, avance qu'on peut éviter les accidents par une meilleure circulation de l'information. L'auteur consacre 28 pages à Tchernobyl (une énigme)... contre 54 pour Bhopal (un désastre). Plus que tendancieux.

### LA SÉPARATION DES SEXES chez les Zara au Burkina-Faso

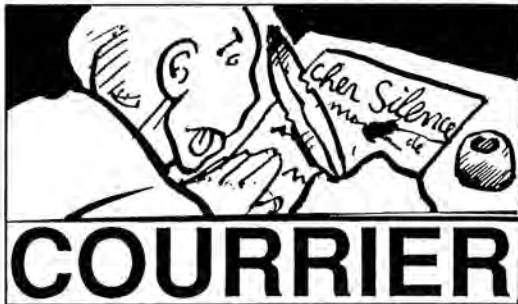
de Claudia Roth  
Ed. L'Harmattan  
1996 - 254 p. - 150 F

Étude anthropologique très bien faite sur les Zara, un clan de la ville de Bobo-Dioulasso, au Burkina-Faso. Rôle de la religion, traditions ancestrales. Des femmes opprimées et pourtant fières.

### BIEN-ETRE : GUIDE DES ASSOCIATIONS

de l'Impatient  
Ed. Jouvence (Suisse)  
1996 - 176 p. - 78 FF ou 22 FS

Autant le Guide des associations sur la santé nous avait plu, autant celui-ci nous laisse un goût de "pas fini". Il y a un joyeux mélange entre des associations et des institutions. Dans le chapitre sur l'environnement, si l'ADEME est une source d'information, ce n'est pas une association, c'est un service gouvernemental. Si Eco-emballage est bien une association, il faudrait préciser que les adhérents sont des industriels... Que fait la COGEMA dans le "Bien-être" ? ou encore le Paysan Biologiste dans la bio... revue dont certains animateurs sont au FN) ou d'adresses de commerçants (même s'ils sont sympas : pourquoi Profertyl et pas les autres). Reste pas mal d'adresses, mais le côté "guide" est à améliorer.



## SEPT MILLE MILLIARDS DE FRANCS

**S**i l'on prend au sérieux le discours des politiques, des économistes, des experts, notre "chère" France va très mal. On nous répète, sur tous les médias, qu'il faut relancer la France, qu'il faut relancer les exportations, que seule une croissance forte peut créer des emplois (alors que l'on délocalise dans les pays du Tiers-Monde), qu'il faut restaurer la confiance, que toutes les énergies doivent être employées pour supprimer le chômage, que le gouvernement s'active par tous les moyens (lesportations, à réduire la fracture sociale. Et d'autres expressions toutes plus ou moins creuses qui ne font qu'accroître l'idée que nous traversons une "crise économique sans précédent", qu'il faut relancer nos manches et, une fois de plus, nous serrer la ceinture. Or nous vivons dans l'un des pays les plus riches de la planète et ce discours soigneusement mis en place, par des gens qui ne manquent de rien, nous est imposé dans le but de nous dissimuler la réalité économique. Réalité qu'hélas peu de personnes parviennent actuellement à discerner. Le Produit Intérieur Brut (la richesse de la France) est d'environ 7000 milliards de francs pour l'année 95. Année faste pour les milieux boursiers qui détiennent pour leurs opérations spéculatives près de 2500 milliards, soit 35 % du PIB (Le Monde, 21 octobre 1996). 7000 milliards ! Abondance colossale, qui représente la somme de la richesse créée par tous ceux qui produisent des biens et des services dont nous avons tous besoin et dont de moins en moins de nos concitoyens sont en mesure de consommer. Ce potentiel technique est largement suffisant pour assurer à tous un niveau de vie correct ! En divisant cette somme par la popula-

tion (60 millions environ), nous trouvons 9700 F par personne : enfants, actifs et personnes âgées. Combien de familles actuellement bénéficient de revenus équivalents ? Les "experts" partisans du libéralisme nous expliqueront, chiffres à l'appui et dans un langage incompréhensible, que ce mode de calcul n'est pas réaliste et que les lois qui régissent "la science économique" ne permettent pas ce mode de répartition. Mais pourront-ils justifier les scandaleuses disparités de revenus, le nombre des exclus qui augmentent dramatiquement, la consommation qui décroît faute de salaires suffisants, les services publics privatisés au détriment des usagers, les nombreuses injustices générées par ce système de plus en plus inhumain. Leur discours peut-il encore convaincre les millions de personnes angoissées devant le peu de perspectives d'avenir pour eux et leurs proches. Allons-nous tolérer cette situation encore longtemps ? A l'approche du XXIème siècle l'humanité est au seuil d'une nouvelle civilisation qui pourrait apporter à tous des bienfaits tels que les plus utopistes de nos ancêtres n'auraient jamais pu imaginer. Le véritable combat social syndical et politique de ces prochaines années devra exiger la distribution des richesses produites, assurées de plus en plus par la robotique, et non l'illusoire défense de l'emploi. Daniel CHUFFART Seine-Saint-Denis

Silence : nous sommes entièrement d'accord pour redistribuer les richesses mais avec les cinq milliards d'habitants de la planète, car si nous sommes si riches c'est d'abord parce que nous pillons les pays du Sud.

## CHERS REDACTEURS...

**C**hers rédacteurs (et pas-trices), j'ai particulièrement goûté le dernier numéro, mais s'il vous plaît - et même s'il ne vous plaît pas -, cessez l'agaçante et inutile pratique des terminaisons masculo-féminines ! Cette manie me rappelle - en moins douteux toutefois - le "mon meilleur ami est un juif" des

antisémites. Respectueusement à vous. Yvon GRADIS Hauts-de-Seine.

Silence : nous n'avons pas de règles sur le sujet. Si quelqu'un nous fait passer un texte avec des -e ou des (e) ou encore des E, on les laisse.

## DES SELS POUR QUELS ECHANGES ?

**I**l y a très longtemps que je travaille bénévolement à l'éveil d'une citoyenneté écologiste, tentant de vivre la convivialité vers laquelle nous guide logiquement l'économie du vivant. En échange, j'ai récolté des dos tournés à l'amitié, des trahisons, quelques crachats, une relégation au trente-sixième dessous dans mon entreprise pour cause de lutte précoce contre l'amiante qui la polluait, et même une lourde escroquerie réalisée à mon détriment par un étrange écologiste. Aussi, c'est avec une certaine émotion que j'ai vu le nouvel essor des pratiques d'échange et de réciprocité. Puis des initiateurs des Systèmes d'échanges locaux me contactèrent pour me demander un article "sans complaisance". Très bonne surprise : contrairement à l'expérience de François de Ravignan (Silence n°210 de novembre 96), je pouvais donc m'insérer dans un SEL en fournissant des "intellectuelles". Quelle chose était-il en train de changer ? L'article ("Reconstruction") est paru dans Silence n°194 de septembre 1995. J'y ai souligné la dimension indispensable de la restauration de la démocratie

directe et des biens communaux (des communaux de village et de quartier aux services publics nationaux) sans laquelle les SEL ne sont, en effet, comme le dit Alain Lipietz, qu'un "système marchand" vulnérable à toutes les dérégulations induites par les inclinations à la domination et au lucre. Les animateurs de Systèmes d'Echange qui m'avaient passé commande et qui n'hésitent pas à vanter leurs pratiques n'ont pas réagi, pas répondu à mes lettres, pas rendu le modeste service que je sollicitais en échange (critiquer la première mouture d'un autre article), pas même dit merci ! Rien n'avait changé. Les pratiques de ces "échangistes" -là, dans ce moment-là, ne différaient pas de celles des grossiers et des aigrefins. Il leur manquait la compréhension de la convivialité - de l'esprit de communauté - sans laquelle on ne peut sortir de la dynamique de "mondialisation" de l'exploitation. Au-delà du mouvement d'humeur, je suis cependant toujours disposé à échanger la sympathie et plus si affinités.

Alain-Claude GALTIE Paris

## TRAFIC AERIEN

**J'**aimerais savoir si vous avez déjà traité du problème du trafic aérien dans votre revue. Si ce n'est pas le cas, ce serait à prévoir dans un prochain numéro car ce trafic est devenu un véritable fléau, avec un accroissement considérable tant par la pollution qu'il provoque en haute atmosphère que par les nuisances qu'il fait subir, pas seulement aux riverains d'aéroports, mais aussi aux habitants des campagnes tranquilles. Nous avons ainsi dénombré, certains jours de pointe, le passage de 900 avions, soit une moyenne d'un avion à la minute. Adieu quiétude d'une belle journée ensoleillée à l'écoute des doux bruits de la nature ! Connaissez-vous une association qui soit engagée dans ce combat contre le trafic aérien ? (autre qu'association de riverains d'aéroport). Jean-Pierre GUERIN Haute-Savoie

Silence : On n'a jamais fait de dossier sur le sujet. Nous avons cherché qui a pu travailler sur la question. Du côté des associations de transports (FNAUT) aucun écho : on trouve tout ce qu'on veut pour comparer rail et route mais rien sur les avions. Autre piste : l'INESTENE, bureau d'étude qui fait des scénarios énergétiques sur les transports : eux aussi ne comparent que rail et route. On a demandé à des "anciens" de différentes associations : à part des articles contre le bruit des aéroports, et quelques vieux articles sur le Concorde, nous sommes pour le moment bredouilles ! Nous lançons donc un appel aux lecteurs qui auraient de la documentation sur le sujet. On fera un dossier quand la récolte sera suffisante.

## INTERNET

(...) L'Etat lève toujours plus d'impôts et les pauvres sont toujours plus pauvres... ce qui est mon cas. Quant à convaincre 3 de mes amis de s'abonner, s'ils avaient du pognon, cela serait facile. En attendant, Silence est un luxe pour nous, au même titre qu'Internet pour vous. Internet que vous critiquez de manière partielle : quiconque possède un ordinateur, un modem et les moyens de payer un abonnement à un fournisseur d'accès peut y participer, sans que personne ne puisse le censurer. De tous les médias, Internet est le seul à être un vecteur de communication fonc-

tionnant dans les deux sens en toute liberté : chacun peut être émetteur et récepteur (...). Aloïs DURAND Vosges

Silence : après de longues recherches, nous avons réussi à créer un vecteur de communication fonctionnant dans les deux sens en toute liberté et qui ne nécessite ni ordinateur, ni modem, ni abonnement, qui fonctionne sans censure et où chacun est émetteur et récepteur. Cela nécessite seulement une bouche et deux oreilles : c'est la parole.

# BON DE COMMANDE

Les anciens numéros et les livres sont à commander uniquement en France. Il est possible de s'abonner en Belgique pour les lecteurs et lectrices Belges.

## anciens numéros (franco de port)

- 162 La prison autrement  
Forêts tropicales. Indonésie. Argent et pouvoir..... 20 F
- 165 Yougoslavie  
Semences de la famine. GATT. Elections et écologie..... 20 F
- 169 Délocalisation, chômage, solidarité  
Ambiance bois. Reconversion usines armement ..... 20 F
- 170 Racisme et environnement  
Péniche pour la paix. Bio-Lopin. Logiques sociales..... 20 F
- 172 Après Rio : un monde à venir  
Feuille d'érable. Palestine-Israël. Dérive technologiste 20 F
- 173 Mir Sada, ingérence méfiance  
Déchets toxiques. Développement et aide. Malville ..... 20 F
- 174 Vallée d'Aspe, alternative ferroviaire  
Arsenic. Barrages nucléaires. Réduction ou ouverture (1) 20 F
- 175 Eoliennes : le vent en poupe !  
Co-voiturage. Entre réduction et ouverture (2) ..... 20 F
- 176 Superphénix : la marche en avant  
Transports suisses ! Réduction et ouverture (3) ..... 20 F
- 177 Quelle écologie radicale ?  
Déchets. AC ! Voile. Développement durable ..... 20 F
- 178 Comment démitraliser ?  
Reconversion armement. Inésilène. Malville. Mac-do. 20 F
- 181 Energies douces au Sud (1)  
Malville. Pub dans boîtes aux lettres ..... 23 F
- 182 Energies douces au Sud (2)  
Artisans du Monde. Ville-monde et inertie sécuritaire 23 F
- 183 Les centres écologiques  
Écologisme ? Bazar sans frontières. Valeur du travail 23 F
- 184 Breton Wood : 50 ans ça suffit !  
Maison de quartier de Neudorf. Bhopal. .... 23 F
- 187 Prolifération nucléaire (1).  
Israël. Asie. Marcher. Société informatico-policière ..... 23 F
- 188 Prolifération nucléaire (2)  
Neve Shalom. Solaire en régions froides. Matérialisme 23 F
- 189 Autonomie toujours  
Réseau Santé. Cun du Larzac. Servas. Laine de verre 23 F
- 190 Nicaragua face au marché mondial  
Brennelis. Malville. Retraite et chômage ..... 23 F
- 191 Santé et autonomie (1)  
Climat. Champ d'action. Loi et femmes. Grünen ..... 23 F
- 195 Stop Essais  
Campagne contre reprise. Israël : Vanunu. Somport ..... 23 F
- 196 Canal Rhin-Rhône  
A51 Grenoble-Sisteron. Santé et autonomie (4). Irlande. 23 F
- 197 La défense par actions civiles (1)  
La Hague. Critique et non-violence. Amiante. Salsigne. 23 F
- 198 Ni décharges, ni incinérateurs  
Lobby des transports. Défense par actions civiles (2). 23 F
- 199-200 Ecologie, gauche, droite, ailleurs  
Turquie sanglante. Santé et autonomie (5) ..... 35 F
- 201 Marée noire sur droits de l'homme  
Monju. Loi de programmation militaire. Déficit Etat 23 F
- 202 Soyons Réseau-nables  
Masfont. Printemps. L'Impatient. Cuisiner solaire..... 23 F
- 203 Sortir du nucléaire  
Sites. Déchets. Tchernobyl. Economies. Renouvelables 23 F
- 204 G7 : l'argent d'abord  
Femmes algériennes. Santé et autonomie (6). Travail. 23 F
- 205 Radios actives  
Mérieux et le G7. Solaire au Népal. Bouteilles plastiques.  
Médias face au mouvement social. .... 23 F
- 206-207 Face au G7, ouvrons-là !  
Vache folle. Presse différente. Antinucléaires allemands.  
Internet. Santé et autonomie (7). Femmes et travail... 35 F
- 208 Pour des villes sans voitures  
Exportation d'électricité. Tchernobyl n'a pas suffi ?  
Vallée d'Aspe. Bilan du Contre-G7 ..... 25 F
- 210 Les systèmes d'échanges locaux  
Santé et autonomie (9). Essais et désarmement.  
Écologisme : fin de l'implosion ? ..... 25 F
- 211 L'équivoque humanitaire  
Superphénix et emplois. SEL et informel. Tibet.  
Vache folle. Expériences génétiques ..... 25 F
- 212-213 Ecologisme et Etat  
L'avenir des SEL. La Hague. ONG et communication  
Timor. Palestine-Israël. Journée Europe Soutenable ..... 25 F
- 214 Organismes génétiquement modifiés  
Végétarisme. Société en sablier. Rwanda. Climat ..... 25 F

## FICHES PRATIQUES

Je voudrais savoir si vous pourriez publier des articles sur l'auto-construction des appareils solaires. Ce serait intéressant. J'habite le Sud de la France et je trouve que c'est une ironie que le solaire ne soit pas plus répandu, le coût est bien sûr la raison, mais c'est peut-être possible de le fabriquer soi-même.  
Sue JONES  
Var

Silence : pour décrire une construction, il faut plus qu'un article. Nous diffusons déjà 3 ouvrages sur les cuisines et un sur les capteurs solaires (Le solaire pour tous). Il y a manque d'ouvrages sur la question et nous y pensons pour de futurs livres des "éditions Silence". Mais ce sera en fonction des finances.

## CHAUFFAGE ELECTRIQUE ECOLO

Au Salon Asphodèle de Pau, j'ai eu la surprise de remarquer en passant Héliosplaton qui propose du chauffage électrique par rayonnement. Je serais intéressé pour savoir ce qu'il en est.  
Pierre KUNG  
Lot-et-Garonne.

terme de confort des convecteurs électriques et des différentes formules de radiateurs qui existent (à convection, radiant, à huile...), du côté de la consommation électrique, il n'y a pas de miracle : ils consomment tous 2 à 3 fois plus d'énergie qu'un chauffage à radiateurs à eau et vous coûteront deux à trois fois plus cher... tout en permettant de justifier le nucléaire. Un stand similaire a été expulsé de Marjolaine cette année à la demande de plusieurs autres exposants (Greenpeace, Cril-Rad...) et de nombreux salons ont déjà fermé leur porte à ce genre d'exposants. Si vous voyez de la pub pour ces radiateurs ou des stands, n'hésitez donc pas à protester.

Silence : nous avons déjà dénoncé cette escroquerie poussée très loin puisque les publicités de ces radiateurs électriques dont le nom "Hélios" rappellent le Soleil, font référence à "mettre du Soleil dans sa maison". Nous avons écrit à de nombreuses revues (Réalités de l'Ecologie, Nature et Progrès...) qui ont accepté des pubs pour ces radiateurs électriques. Si l'on peut discuter de l'avantage en

## VOTRE SANTE EN MAIN

Mr le Président de la République, Mesdames, messieurs les Ministres, Je viens de recevoir mon carnet de santé. En couverture, il porte la mention "prenez votre santé en main" Le 9 octobre 1996, les ministères de l'intérieur et de la justice lançaient une grande offensive en France contre un chercheur éminent de 73 ans, Mr Beljanski (hospitalisé dans un état assez préoccupant à la suite de cette peu glorieuse opération), procédant à son arrestation comme s'il s'agissait d'un grand criminel, ordonnant et effectuant, la saisie de substances nécessaires et vitales à plusieurs milliers de malades (3258 pour être précis). Qu'en est-il de ces malades soucieux de "prendre leur santé en main" à peu de frais pour la collectivité (ces substances reconstruites non-toxiques ne sont pas remboursées par la Sécurité sociale alors qu'un traitement de ce type contre le sida ou le cancer est environ 10 fois moins élevé qu'un traitement dit classique en milieu hospitalier), engageant des sacrifices financiers pour eux et leurs familles (une demande d'autorisation de mise sur le marché a bien été déposée à grand frais, mais sans suite pour le moment). Jusqu'où faudra-t-il que la liste des victimes (actuelles ou potentielles) s'allonge pour que certains ne considèrent plus cancer et sida comme un "marché" de plusieurs milliards de francs ?

Qui dira le désarroi, le désespoir même de ces malades en cours de traitement, dont certains sont déclarés condamnés par la médecine officielle, mais qui trouvaient dans la démarche de M. Beljanski un espoir sérieux de rémission sinon de guérison ? Comment les hauts responsables que vous êtes peuvent-ils cautionner de tels actes et mettre ainsi en péril la vie de ces malades ? En d'autres temps, pas si lointains, un scandale éclatait : celui du sang contaminé. Pourrez-vous dire vous aussi "responsable mais non coupable", en regardant droit dans les yeux les familles et les amis des malades qui seront alors devant vous, qui vous demanderont des comptes, si vous ne faites rien maintenant ? Des médecins, des malades, sont prêts à témoigner ; des collectifs se sont mis en place, des documents sont disponibles pour qui veut s'informer. J'ai à cœur de penser qu'au-delà des querelles de chapelles scientifiques, idéologiques ou religieuses, vous ferez tout ce qui est en votre pouvoir pour que les malades prennent réellement leur santé en main en leur permettant d'accéder de nouveau aux traitements thérapeutiques qu'ils ont choisis (choix que leur garantit le préambule de la Constitution et l'article 7 du code médical). Lettre-pétition sans adresse que nous a transmise :

Ch et P. MERCIER  
Charente-Maritime.

## Librairie par correspondance

- Hors-série Silence**
  - Paris-Dakar : Pas d'accord ..... 25 F
  - La menace climatique ..... 30 F
  - Radioactivité, les faibles doses ..... 30 F
  - Energies renouvelables ..... 30 F
  - Les métiers de l'écologie ..... 70 F
  - Du chômage à l'autonomie conviviale ..... 30 F
- Editions Silence**
  - Où va le climat ? ..... 40 F
  - Le soleil à votre table ..... 89 F
  - La liberté de circuler ..... 70 F
  - Nucléaire ? Non merci ..... 75 F
  - Le nucléaire détrône ..... 30 F
  - Séphastoché, mon premier cuisinier ..... 36 F
  - Superphénix : le dossier ..... 30 F
  - Quelle écologie radicale ? ..... 70 F
  - Un cuisinier solaire facile à faire ..... 20 F
  - Construire une cuisine solaire ..... 20 F
  - Un cuisinier solaire fiable ..... 20 F
- Diffusion Silence**
  - Ed. Ecosystème (Montréal)**
    - Pour un pays sans armée ..... 65 F
    - Pour que demain soit ..... 65 F
    - L'écophilosophie ou la sagesse de la nature ..... 65 F
    - Moi, ma santé ..... 65 F
    - L'écologie politique ..... 65 F
    - Entre Nous, rebâtir nos communautés ..... 95 F
    - Et si le Tiers-Monde s'autofinçait ..... 85 F
    - Deux roues, un avenir ..... 80 F
    - La belle vie ..... 65 F
    - Parce que la paix n'est pas une utopie ..... 65 F
    - Des ruines du développement ..... 65 F
  - Ed. Lucien Sanny (Limoges)**
    - La dignité antinucléaire ..... 50 F
- Ed. Atelier de Création Libertaire (Lyon)**
  - Qu'est-ce que l'écologie sociale ? ..... 35 F
  - Sociobiologie ou écologie sociale ..... 20 F
  - Pour une écologie de la liberté ..... 88 F
  - Ecologie et politique de l'anarchisme ..... 38 F
  - Le rêve au quotidien ..... 75 F
- Ed. Utopie (Londres)**
  - La désobéissance civile ..... 36 F
  - Nous sommes peut-être frères ..... 36 F
  - L'homme qui plantait des arbres ..... 36 F
- Ed. Alternatives (Paris)**
  - Le catalogue des ressources ..... 180 F
  - Ed. Courrier du livre (Paris)**
    - Le solaire pour tous ..... 90 F
  - Ed. Jouvence (Genève)**
    - Les vraies richesses ..... 96 F
    - Dimension spirituelle de l'écologie politique ..... 70 F
  - Ed. Deletour (Angers)**
    - La dictature de la croissance ..... 85 F
  - Ed. Georg (Lausanne)**
    - Additifs alimentaires ..... 98 F
    - Gestion des déchets ..... 98 F
    - Les sols ..... 98 F
    - L'eau ..... 98 F
    - La radioactivité ..... 98 F
    - L'alimentation ..... 98 F
    - La diversité biologique ..... 98 F
    - L'air ..... 98 F
    - Le bruit ..... 98 F
- Frais de port**
  - 1 ouvrage ..... 15 F
  - 2 ouvrages ..... 28 F
  - 3 ouvrages et plus ..... 40 F

## Abonnement

Attention ! Du fait de la parution de numéros doubles, 12 numéros ne correspondent pas à un an

<b>FRANCE METROPOLITAINE</b>		<b>BELGIQUE</b>	
<input type="checkbox"/> Particulier	12 n° ..... 240 FF	<input type="checkbox"/> Particulier	12 n° ..... 1740 FB
<input type="checkbox"/> Institution	12 n° ..... 480 FF	<input type="checkbox"/> Institution	12 n° ..... 2680 FB
<input type="checkbox"/> Soutien	12 n° ..... 300 FF et +	<input type="checkbox"/> Soutien	12 n° ..... 1800 FB et +
<input type="checkbox"/> Petit futé	24 n° ..... 420 FF	<input type="checkbox"/> Petit futé	24 n° ..... 2520 FB
<input type="checkbox"/> Groupes par 3 ex	3 x 12 n° ..... 630 FF	<input type="checkbox"/> Groupes par 3 ex	3 x 12 n° ..... 3780 FB
<input type="checkbox"/> Groupes par 5 ex	5 x 12 n° ..... 950 FF	<input type="checkbox"/> Groupes par 5 ex	5 x 12 n° ..... 5700 FB
<input type="checkbox"/> Petit budget France	12 n° ..... 190 FF	<b>AUTRES PAYS ET DOM-TOM</b>	
		<input type="checkbox"/> Dom-tout et étranger	12 n° ..... 290 FF

Je règle un total de :

NOM ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

France : Règlement à Silence, 9 rue Dumenge, 69004 Lyon  
Belgique : Règlement à Brabant-Ecologie, Route de Ranipont 33, B 1380 Chain

# Salon

## Vivre et Travailler Autrement

agriculture biologique, santé naturelle, écologie,  
artisanat, alternatives économiques et solidaires



**29 mars - 6 avril 97**

11h00 - 19h30. Nocturne 22h mardi 1<sup>er</sup> et vendredi 4 avril

**Espace Auteuil**

Place de la Porte d'Auteuil - Paris 16e

Métro : Porte d'Auteuil - Sortie Bd Montmorency, SNCF